

Histoire et Philosophie du Droit

Johann Heinrich Rahn

**Entwurf medizinischer Polizeygesetze
für die Eine und untheilbare Helvetische
Republik (1799)**

Premier projet législatif médical
à l'échelon de la Suisse
Présentation et retranscription intégrale
par **Alessandro Campanelli**
et **Olivier Gaillard**



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DE DROIT

Département d'histoire du droit
et des doctrines juridiques et politiques



**EDITIONS JURIDIQUES LIBRES
FREIER JURISTISCHER VERLAG**

Histoire et Philosophie du Droit

Johann Heinrich Rahn

*Entwurf medizinischer Polizeygesetze
für die Eine und untheilbare Helvetische
Republik (1799)*

Premier projet législatif médical
à l'échelon de la Suisse
Présentation et retranscription intégrale
par **Alessandro Campanelli**
et **Olivier Gaillard**



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DE DROIT

Département d'histoire du droit
et des doctrines juridiques et politiques



**EDITIONS JURIDIQUES LIBRES
FREIER JURISTISCHER VERLAG**

Éditions juridiques libres (Freier juristischer Verlag)

Les Éditions juridiques libres (EJL | FJV) sont une nouvelle maison d'édition juridique suisse fondée par un groupe de chercheurs en droit.

Sans but lucratif, les EJL publient des ouvrages scientifiques en allemand, français, italien et anglais à destination de tous les professionnels du droit suisse. Au sein de leurs collections, les EJL accueillent tout type d'ouvrage scientifique de qualité (monographie et thèse, ouvrage collectif, commentaire, revue, etc.), qu'il s'agisse des travaux de chercheurs indépendants ou issus d'institutions publiques de recherche.

Les ouvrages publiés aux EJL sont disponibles au format numérique, gratuitement et en intégralité (*open access*). Des exemplaires papier de leurs publications sont également disponibles au moyen d'un système d'impression à la demande.

Les EJL ont pour triple objectif d'améliorer l'accessibilité des publications juridiques, d'en réduire les coûts pour les institutions et les particuliers, ainsi que d'en améliorer le bilan écologique.

Toutes les publications des EJL | FJV sont en accès libre et gratuit sur

<https://www.ejl-fjv.ch/>



La présente œuvre est soumise à une licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0. L'utilisation, la reproduction, le partage de l'œuvre sont notamment autorisés à condition : (i) d'attribuer l'œuvre à son auteur ; (ii) de ne pas exploiter l'œuvre commercialement ; (iii) de ne pas effectuer de modifications de l'œuvre. Le logo « open access », créé par The Public Library of Science (PLoS), est soumis à une licence CC BY-SA 3.0. La police de caractères fbb, créée par David J. Perry et Michael Sharpe, est soumise à une licence Open Font License, version 1.1. La couverture a été réalisée par Matteo Stauffacher.

Editions Juridiques Libres (Freier Juristischer Verlag)

Lausanne 2018

ISBN 978-2-88954-002-0 (édition papier)

ISBN 978-2-88954-003-7 (édition PDF)

Remerciements

Silvia Campanelli, Wilhelm Schmid, Annette Hübner, Adrien Vion, Victor Monnier, Alexis Keller, Bénédicct Winiger, Marine Girardin, Huong Esperet, Gian Paolo Romano, Dominique Sprumont et Matteo Stauffacher.

Cette publication a bénéficié du soutien de la Fondation Rolf Gaillard pour la recherche en endocrinologie, diabétologie et métabolisme (Lausanne) et du Pôle *Open Access* et données de recherche de l'Université de Genève.

Sommaire

Remerciements	I
Introduction	V
I. Sur l'auteur	VIII
II. Chronologie	XI
III. Contenu	XVII
Conclusion	XXV
Bibliographie	XXVII
Note sur l'édition du texte	XXXIII
Lettre du 31 mars 1799 de J. H. Rahn au ministre de l'intérieur A. Rengger	1
Erster Artikel. Das medizinisch-chirurgische Collegium. . .	8
Zweyter Artikel. Von den Sanitätsämtern der einzelnen Cantonen.	47
Dritter Artikel. Von Anordnung der Physikate.	59

Vierter Artikel. Von den bey Spitälern, Waisenhäusern, Zucht- und Gefängnishäusern angestellten Aerzten und Wundärzten.	78
Fünfter Artikel. Von den Aerzten.	80
Sechster Artikel. Von den Wundärzten.	93
Siebenter Artikel.	104
Achter Artikel. Von den Apothekern.	108
Neunter Artikel. Von Medikastern und Scharlatanen.	133
Zehnter Artikel. Von den Hebammen.	137
Eilfter Artikel. Veterinar-Anstalten.	157
Zwölfter Artikel. Beförderung der medicinischen Litteratur und Ausbreitung nützlicher medicinischer Kenntnisse.	170
Nachtrag.	173

Introduction

La Suisse est, depuis 1848, un État fédéral. Cette structure étatique implique un partage de compétences entre la Confédération et les cantons. La Constitution de 1848 institue le principe de compétence résiduelle à son article 3, qui est encore en vigueur dans notre Constitution actuelle. Ainsi, tout pouvoir qui n'est pas expressément accordé à la Confédération demeure du ressort des cantons. Ces derniers sont attachés à leur souveraineté : l'abandon d'une prérogative au profit du gouvernement central est souvent difficile à opérer. Les questions liées à la santé, même si elles semblent à première vue bénéficier d'un traitement à l'échelon fédéral, ne font pas exception.

Divers domaines touchant au droit médical sont passés entre les mains de la Confédération depuis 1848 et, à chaque fois, le changement s'est effectué lentement, après avoir subi de nombreux rejets. Cependant, les échecs législatifs centralisateurs ne signifient pas que les questions sanitaires n'ont pas fait l'objet d'une réglementation appropriée au sein des cantons, ou simplement que de telles problématiques ne se sont jamais présentées. Par exemple, l'entrée en vigueur récente de la Loi fédérale sur les produits thérapeutiques¹ ne signifie pas que le législateur fédéral

¹ « Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT_h) du 15 décembre 2000 », in *Recueil officiel du droit fédéral*, 2001 2790.

ignorait l'importance de garantir la qualité des produits thérapeutiques mis sur le marché.

Avant de devenir fédérale, la Suisse a, depuis 1291 et durant la plus grande partie de son histoire, été une Confédération d'États souverains, réunis par divers textes de contenus et de portées inégaux. Un réseau complexe d'alliances dans lequel évoluent, très schématiquement, des cantons souverains, des États alliés, des États associés ainsi que des territoires sujets d'un ou plusieurs cantons. L'organe principal de la Confédération, appelé la Diète, est une conférence diplomatique généralement annuelle durant laquelle les décisions sont prises à l'unanimité par les représentants cantonaux qui votent sur instruction. La nature complexe de la Confédération et l'attachement des cantons à leur souveraineté illimitée ont pour conséquence que tout changement se fait au prix d'un processus lent, qui ne peut aboutir que lors de questions urgentes, le plus souvent liées à la défense du pays.

Une seule période fait exception : la République helvétique, qui ne dure que de 1798 à 1803, mettant fin à l'Ancien Régime. Durant ces quelques années, la Suisse devient un État unitaire. Cette forme d'État, imposée par la France, est en totale contradiction avec le passé confédéral de la Suisse et apparaît lors d'une période tourmentée. En effet, durant le XVIII^e siècle, de nombreux antagonismes, notamment politiques et économiques, sont présents. Il existe de plus au sein de la population un clivage entre villes et campagnes². L'armée française ne rencontre guère de difficultés lorsque son Directoire ordonne l'invasion de la Suisse à partir de janvier 1798³. Cette intervention poursuit plusieurs objectifs : stratégiques, économiques, politiques ou encore idéologiques.

2 MONNIER, Victor, *L'Acte de Médiation (1803) de Napoléon Bonaparte. Essai historique sur l'évolution du Corps Helvétique de l'Ancien Régime à la Suisse moderne*. À paraître.

3 RUFER, Alfred, *La Suisse et la Révolution française*, Paris, Société des études robespierristes, 1973, pp. 65-70.

Ainsi, la première constitution formelle de notre pays, fortement inspirée par la Constitution du Directoire du 22 août 1795⁴, est promulguée le 12 avril 1798⁵. La souveraineté des cantons est abolie au profit d'un État unitaire centralisé (art. 1), les frontières cantonales sont supprimées et l'égalité territoriale consacrée (art. 15). La séparation des pouvoirs est également instaurée⁶ et la Suisse est dotée d'institutions tirées du modèle français. On retrouve ainsi un Directoire exécutif de cinq membres (art. 71 ss), un législatif bicaméral composé d'un Sénat et d'un Grand Conseil (art. 36 ss) et un Tribunal suprême (art. 86 ss). Tous ces bouleversements radicaux et rapides font de l'Helvétique une période tourmentée, parsemée de coups d'état⁷. Cependant, la République est à l'origine d'apports importants qui subsisteront : principalement l'égalité entre territoires, mais aussi entre individus⁸.

Si la période de la République helvétique est extrêmement agitée, elle crée également un terreau favorable au développement de nouvelles idées. Un aspect important de cette période, qui constitue un attrait capital dans le sujet qui nous concerne, est qu'au cours de ces cinq années, toute législation adoptée est de portée nationale. Il existe, pour la première fois, un droit qui ne doit pas tenir compte des particularités régionales et ne nécessite pas l'acceptation unanime de tous les cantons⁹. Avant

4 AUBERT, Jean-François, *Traité de droit constitutionnel suisse*, Neuchâtel, Ides et Calendes, 1967, vol. 1, p. 5, n° 8; MONNIER, Victor, « La résistance contre l'ordre établi sous la République helvétique d'après les travaux préparatoires de l'Acte de Médiation de 1803 », in *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, Dijon, 2012, vol. 69, p. 183.

5 Le texte intégral de cette constitution est reproduit in *Quellenbuch zur neuern Schweizerischen Verfassungsgeschichte. Vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848*. Ed. par Alfred Kölz. Berne, Verlag Stämpfli + Cie AG, 1992, pp. 126 ss.

6 AUBERT, J.-F., *Traité de droit constitutionnel suisse*, op. cit., vol. 1, p. 5, n° 8.

7 *Ibid.*, pp. 6 ss. MONNIER, *L'Acte de Médiation (1803) de Napoléon Bonaparte*, op. cit.

8 AUBERT, J.-F., *Traité de droit constitutionnel suisse*, op. cit., vol. 1, p. 9, n° 17.

9 L'abandon radical et immédiat de toutes les législations cantonales alors que les lois nationales ne sont pas encore écrites créerait un grand vide juridique. L'art. 48 de la Constitution de 1798 prévoit ainsi le maintien en vigueur du droit cantonal jusqu'à ce que celui-ci soit remplacé. En pratique, la République ne bénéficie pas de la stabilité ni des ressources nécessaires pour faire appliquer les lois édictées. CAPITANI, François

cela, il est généralement admis que peu de lois de portée supracantonale ont été adoptées.

C'est donc dans ce contexte d'État unitaire centralisé qu'apparaît le projet de loi médicale du médecin zurichois Johann Heinrich Rahn (1749-1812) que nous avons choisi de reproduire dans le présent ouvrage. Son texte, dont l'existence est peu connue, représente le premier effort législatif de portée nationale en Suisse répondant à diverses questions du domaine de la santé. Cette œuvre pionnière, malgré ses imperfections et son abandon, se révèle fort utile à l'étude de l'histoire du droit médical. On y trouve en effet une analyse complète et détaillée des particularités liées à la pratique médicale en Suisse, ainsi qu'une rigueur scientifique incontestable. De plus, certaines pratiques que Rahn souhaitait faire entrer, il y plus de deux siècles, dans notre ordre juridique ne sont devenues que récemment des compétences de la Confédération.

I. Sur l'auteur

Rahn est, de par son parcours tant académique que professionnel, parfaitement désigné pour réaliser un projet aussi ambitieux que la codification à l'échelon national d'une loi portant sur l'ensemble du domaine de la santé. En effet, tout au long de sa vie, il exerce en tant que médecin et s'adonne avec passion à l'enseignement, la promotion et la stabilisation juridique des professions médicales. Dès 1792, le titre de comte palatin que lui accorde Charles Théodore de Bavière (1724-1799) lui permet de décerner à ses étudiants le titre de docteur. Auteur de nombreux ouvrages médicaux et pédagogiques, il est également à l'origine en 1788 de la Société suisse des médecins et chirurgiens (*Helvetische Gesellschaft correspondierender Ärzte und Wundärzte*), puis en 1810 de la Société can-

de, « Vie et mort de l'Ancien Régime (1648-1815) », in *Nouvelle histoire de la Suisse des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, 2^e éd., pp. 480-490.

tonale zurichoise de médecine et de chirurgie (*Medicisch-chirurgische Cantonalgesellschaft, Gesellschaft der Ärzte des Kantons Zürich*). En plus de ces activités, Rahn s'implique également en politique et fait même partie du Sénat de la République helvétique de 1798 à 1800¹⁰.

La vision de Rahn a une portée universelle. Il n'est pas satisfait du système d'oligarchie corporative¹¹ en vigueur à Zurich, dans lequel les corporations constituent la base de l'organisation étatique et règnent sur la majorité de la population en ville comme à la campagne¹². Elles se battent pour préserver leurs professions à l'abri de tout contrôle extérieur¹³.

En 1782, Rahn fonde l'Institut médico-chirurgical de Zurich (*Medizinisch-chirurgische Institut*) dans lequel il enseigne¹⁴. Cet établissement, qu'il crée dans le but de diffuser une meilleure formation médicale dans les villes

10 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, publ. par Johannes STRICKLER et Alfred RUFER, Berne/Fribourg, Stämpfli'sche Buchdruckerei, Fagnière, 1886-1966, vol. 1, p. 628 ; *Dictionnaire historique et géographique de la Suisse*, sous la dir. de Marcel GODET, Henri TÜRLE et Victor ATTINGER, Neuchâtel, Administration du Dictionnaire historique et géographique de la Suisse, 1928, vol. 5, p. 376 ; *Dictionnaire historique de la Suisse*, Hauterive, G. Attinger, 2011, vol. 10, pp. 190-191 ; SCHULTHESS, Ursula von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812 : ein Beitrag zur Medizingeschichte der schweizerischen Aufklärung*, Winterthur, G. Keller, 1959, pp. 17-18 ; 122-124 ; USTERI, Paul, *Denkrede auf Johann Heinrich Rahn, der Arzneykunde Doctor, Chorherr und Professor der Naturlehre und Mathematik am Zürcherschen Gymnasium*, Zurich, Orell Füssli, 1812, pp. 120 ; 129.

11 Durant tout l'Ancien Régime, les professions médicales sont soumises en Suisse au régime des corporations. Ces corporations de métiers, également appelées compagnies, confréries, sociétés, guildes ou encore maîtrises, sont des groupes d'artisans hiérarchisés et organisés par corps de métiers ayant le pouvoir d'autoriser ou non la pratique d'une profession. Elles effectuent également un contrôle sur la pratique des professions. Ce sont en effet elles qui édictent les règles concernant la formation, notamment des apprentis. *Dictionnaire historique et géographique de la Suisse*, op. cit., vol. 2, pp. 584-585 ; *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 9, pp. 388-389 ; HUDEMANN-SIMON, C., *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900*, op. cit., p. 42.

12 LEISIBACH, Moritz, *Das Medizinisch-chirurgische Institut in Zürich 1782-1833. Vorläufer der Medizinischen Fakultät der Universität Zürich*, Zurich, Rohr, 1988, pp. 11-13.

13 BRAUN, Rudolf, « Zur Professionalisierung des Ärztestandes in der Schweiz », in *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert Teil I : Bildungssystem und Professionalisierung in internationalen Vergleichen (Industrielle Welt 38)*, Stuttgart, 1985, p. 333.

14 SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812*, op.cit., pp. 54-56.

et les campagnes de toute la Suisse¹⁵, finira par devenir institut cantonal en 1804¹⁶, puis par intégrer la faculté de médecine de Zurich en 1833¹⁷. Il prépare dès 1792 un ouvrage destiné à l'enseignement, entre autres au sein de son institut, de toutes les branches médicales, dans lequel il insiste sur la nécessité pour les membres du corps médical de suivre une formation tant pratique que théorique¹⁸. Il reproduit en préface de cet ouvrage un courrier du 15 février 1792 adressé à Aepli¹⁹, dans lequel il réaffirme vouloir aider de son mieux la promotion des professions médicales dans la Suisse entière²⁰.

L'avènement de la République helvétique en 1798 lui offre ainsi une opportunité inespérée de réaliser sa vision, qu'il envisage depuis longtemps, d'une politique sanitaire solide et valable pour l'ensemble du pays²¹. Tout est à définir dans la République fraîchement établie, et les corporations, jugées contraires à l'esprit de l'État nouveau, sont abolies par la loi du

15 Cet institut forme également les sages-femmes. BRAUN, Rudolf, « Zur Professionalisierung des Ärztestandes in der Schweiz », in *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert Teil I : Bildungssystem und Professionalisierung in internationalen Vergleichen (Industrielle Welt 38)*, Stuttgart, 1985, p. 336 ; *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 8, pp. 375-377 ; USTERI, Paul, *Erinnerungen für die Studierenden bey dem Zürcherischen medicinisch-chirurgischen Cantonal-Institute, eine Rede bey Eröffnung des Lehrurses am 30. April 1820 gehalten*, Zurich, Orell Füssli, 1820, pp. 4-5.

16 LEISIBACH, M., *Das Medizinisch-chirurgische Institut in Zürich 1782-1833*, op. cit., p. 59.

17 *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 8, pp. 375-377 ; HUDEMANN-SIMON, C., *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900*, op. cit., p. 41.

18 RAHN, Johann Heinrich, *Handbuch der Vorbereitungs-Wissenschaften der Arzneykunst zum Gebrauche einer Zuhörer bey dem medicinisch-chirurgischen Institut und Seminarium : erster Theil*, Zurich, 1792, p. 209.

19 Johann Melchior Aepli (1744-1813) est un médecin et accoucheur de Thurgovie qui correspond régulièrement avec Rahn. Il est notablement en faveur d'une surveillance étatique des professions médicales dans toute la Suisse. *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 1, pp. 79-80. RAHN, J. H., *Handbuch der Vorbereitungs-Wissenschaften der Arzneykunst*, op.cit., préface ; SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812*, op. cit., pp. 23-25.

20 RAHN, J. H., *Handbuch der Vorbereitungs-Wissenschaften der Arzneykunst*, op.cit., préface.

21 *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 9, pp. 388-389.

19 octobre 1798²². L'occasion lui est donc donnée de rédiger, sans aucune limitation, un projet conforme à sa conception personnelle.

Rahn publie son projet dans sa propre revue médicale intitulée *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey* en deux fois. La première partie paraît en 1799 et la seconde en 1801. Une version manuscrite complète, non datée, est disponible aux Archives fédérales de Berne²³. Ce texte présente plusieurs différences par rapport à celui imprimé par Rahn. Nous avons choisi de reproduire dans le présent ouvrage la version publiée dans la revue. Il nous semble en effet que cette dernière correspond le mieux à la volonté de l'auteur. De plus, il arrive que les autorités de l'Helvétique se réfèrent à la revue de Rahn²⁴, ce qui lui donne une crédibilité indiscutable.

II. Chronologie

Comme Rahn envisage depuis plusieurs années ce projet, il est difficile de cerner avec exactitude la date du début de ses travaux. Nous savons toutefois qu'il rencontre Meyer von Schauensee²⁵, alors ministre de Justice et Police de la jeune République helvétique, le 17 mai 1798 dans le but de discuter avec lui de la politique sanitaire suisse²⁶. Cependant, la com-

22 « Loi du 19 octobre 1798 sur l'abolition des maîtrises et des jurandes », in *Recueil helvétique*, tome 2, p. 31.

23 Archives fédérales suisses, *Ansarbeitung eines Gesundheitsgesetzes. Entwurf medicinischer Policeyeseze für die Helvetische Republik, von Johann Heinrich Rahn*, 1800, 274 m.

24 Notamment les divers rapports concernant les épizooties. *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, *op. cit.*, vol. 13, p. 709 ; « Berichte über einige epidemische Krankheiten, besonders über die bösertige Pokenepidemie, welche im Jahr 1798 in einigen Cantonen der Republik gemüthet hat », in *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, *op. cit.*, vol. 1, pp. 168-174.

25 Franz Bernard Meyer von Schauensee (1763-1848), originaire de Lucerne, occupe sa fonction de ministre d'avril 1798 jusqu'à sa démission à la fin de l'année 1801. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, *op. cit.*, vol. 4, p. 442.

26 SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812*, *op.cit.*, pp. 105-106 ; 111-112.

pétence en matière de santé passe rapidement aux mains de Rengger²⁷, ministre de l'intérieur²⁸, et Meyer von Schauensee ne peut poursuivre son idée d'organisation nationale des affaires sanitaires²⁹.

Le 31 mars 1799, Rahn adresse à Rengger son projet³⁰, en lui expliquant que la protection de la santé publique est son seul but et que cette dernière repose sur les principes de liberté et d'égalité qui animent la nouvelle République, une et indivisible³¹. Il admet que la politique sanitaire ne peut pas constituer la préoccupation première de la jeune République, mais considère cette question comme indispensable à chaque nation³². Cependant, même s'il reconnaît qu'il ne doit pas être prioritaire, Rahn estime que son travail n'est pas étudié par les organes de la République aussi rapidement qu'il l'aurait souhaité.

Durant la République helvétique, la réglementation de la santé à l'échelon national est maintenue dans un état proche de l'anarchie³³. L'aboli-

27 Albrecht Rengger (1764-1835) est un médecin argovien. Il devient ministre de l'intérieur de la République helvétique le 2 juin 1798. Il défend à Paris un projet de constitution unitaire et soutient activement la Constitution de la Malmaison. *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 10, pp. 340-341 ; LA HARPE, Frédéric-César de, *Notice nécrologique d'Albert Rengger, citoyen des cantons d'Argovie et de Vaud, Ministre de l'Intérieur de la République helvétique, adressée à la Société helvétique d'utilité publique, réunie à Zurich, au mois d'août 1836*, Lausanne, Imprimerie des frères Blanchard, 1836, pp. 1-39.

28 Avant que la loi du 2 juillet 1798 ne confie la compétence en matière sanitaire au ministre de l'Intérieur, c'est au ministre de Justice et Police qu'est confiée cette question. « Loi du 2 juillet 1798 sur les attributions des Ministres », in *Bulletin des lois et décrets du corps législatif de la République helvétique*, Lausanne, Imprimerie d'Henri Emmanuel Vincent, 1798, cahier I, p. 188.

29 Lettre du ministre de Justice et de Police de la République helvétique, une et indivisible, au citoyen Polier, préfet national du canton du Léman, du 18 mai 1798, in Archives cantonales vaudoises, H 390 A.

30 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, op. cit., vol. 13, p. 19 ; *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, op. cit., vol. 1, préface.

31 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, op. cit., vol. 13, p. 19 ; *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, op. cit., vol. 1, préface, *infra*, pp. 1-3.

32 *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, op. cit.

33 DES GRANGES, Jean Baptiste, « Mémoire sur l'exercice de l'art de guérir en Helvétie et sur l'importance extrême de l'établissement provisoire d'une commission de santé ; présenté au Corps législatif le 28 juin 1798 », in *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, op. cit., vol. 13, pp. 5-13.

tion des corporations rend *de facto* l'exercice de la médecine complètement libre, ce qui signifie que toute personne peut sans restriction prodiguer des soins.

Le 5 juillet 1800, lors d'une réunion du Sénat ayant pour objet la surveillance des denrées alimentaires et plus particulièrement le commerce de viande, Rahn se plaint qu'un certain projet de loi, qu'il se garde bien de nommer, est à l'ordre du jour du Grand Conseil depuis plus d'une année sans qu'il n'y soit donné suite. Il estime qu'il aurait été fortement souhaitable que le législateur détermine les grands principes sur lesquels il voudrait fonder son règlement de la police médicale, avant d'adopter une résolution sur une partie spécifique de cette police³⁴. Selon lui, la problématique de la surveillance des aliments est un point particulier de la police médicale et les lois relatives à ces questions individuelles doivent reposer sur des principes généraux qui ne sont pas encore établis³⁵. Nous pouvons relever que cette remarque est en contradiction avec le contenu de son propre projet, qui est de nature lourde, moralisatrice et particulièrement détaillée. Il ne s'agit aucunement, comme nous le verrons, d'une simple énonciation de principes généraux.

Rahn estime que si la République helvétique venait à adopter une loi unifiée régissant l'ensemble de la police médicale, cette dernière pourrait alors déterminer les lignes directrices de tout ce qui concerne l'amélioration des soins. Dans ce cas, ces principes devraient être soumis à la surveillance d'un collège médical auquel tous les services sanitaires cantonaux seraient subordonnés. Si un tel collège venait à être créé, il pourrait alors nommer des médecins de district (*Distriktphysiker*) qui travailleraient de pair avec les municipalités³⁶ pour surveiller le commerce

³⁴ *Ibid.*, pp. 156-158.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ En vertu de l'Arrêté du 3 décembre 1798, les professions qui, sous l'Ancien Régime, étaient sous contrôle des corporations sont soumises à l'obtention d'une patente auprès des municipalités. Vu qu'aucune loi n'entre en vigueur dans le domaine de la santé,

de viande³⁷. Ces suggestions reprennent le contenu des trois premiers articles de son projet. On ressent ici toute la frustration de Rahn qui estime pouvoir apporter la réponse à cette question dans un texte qui n'a, à son avis, visiblement pas encore reçu suffisamment d'attention de la part des autorités en place.

En août 1800, une Commission sanitaire, composée de cinq membres, est formée³⁸. Elle compte, parmi ses attributions, celle d'analyser le projet de Rahn. L'organe législatif de la République invite alors celui-ci à se prononcer sur la question de la législation médicale. Il répond le 3 novembre 1800³⁹ en adressant une nouvelle fois son projet, dont le législatif accuse réception le 17 novembre suivant⁴⁰. Une fois encore, Rahn ne reçoit aucune nouvelle et demande, le 17 janvier 1801, où en est l'étude de son œuvre⁴¹.

Après avoir pris connaissance du travail de Rahn, la Commission sanitaire reconnaît sa qualité indéniable, mais estime qu'il serait préférable d'obtenir l'opinion d'autres personnes compétentes sur l'applicabilité d'une telle loi⁴². C'est ainsi qu'elle adresse un courrier au docteur Samuel Wyss⁴³ le

les municipalités appliquent en réalité le droit cantonal en vigueur avant l'avènement de la République helvétique. « Arrêté du Directoire exécutif du 3 décembre 1798 sur l'exercice des professions, suite à l'abolition des privilèges de professions », in *Archives cantonales vaudoises*, H 16 bis 20.

37 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, *op. cit.*, vol. 13, pp. 156-158.

38 *Ibid.*, vol. 6, p. 29.

39 *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, *op. cit.*, vol. 2, p. 159.

40 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, *op. cit.*, vol. 13, pp. 20-21.

41 SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812*, *op.cit.*, p. 109.

42 *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, *op. cit.*, vol. 13, pp. 20-21.

43 Samuel Wyss (1757-1834) est un médecin bernois activement impliqué dans la promotion du système sanitaire de son canton. Il fera partie du Grand Conseil sous le régime de l'Acte de Médiation de 1803. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, *op. cit.*, vol. 7, pp. 393-394.

5 juin 1801⁴⁴. Elle y explique que le texte de Rahn est déjà utilisé comme source d'inspiration pour répondre aux diverses questions qui se posent en matière de santé au sein de la République.

Wyss répond à la Commission par un long courrier daté du 20 juin 1801⁴⁵ dans lequel il expose ce qu'il considère comme une politique sanitaire efficace. Sa conception diverge de celle de Rahn, mais il salue à plusieurs reprises l'étendue des connaissances de ce dernier et de son expérience indiscutable. Il rend également hommage à son institut. Il se peut cependant que Wyss ait, par son analyse, porté un coup fatal à l'idée de travailler sur la base du projet de Rahn.

En début de texte, Wyss déclare que la santé du bétail est un point crucial de la politique de santé, particulièrement pour la Suisse. Il regrette de ne pas avoir connaissance des propositions de Rahn sur ce point, tout en sachant néanmoins qu'une deuxième partie du projet est en cours de préparation. Cette déclaration nous pousse à croire que la Commission n'a à ce moment en sa possession que la première partie du projet de Rahn, puisque la seconde contient un article consacré à la police du bétail (art. 11). Quoiqu'il en soit, Wyss considère qu'une seule personne ne peut avoir les connaissances suffisantes pour répondre à toutes les questions sanitaires touchant à la fois aux individus et au bétail.

Wyss poursuit malgré cela son analyse. Au sujet du Collège, il estime que l'autorité médicale suprême de la République ne saurait être composée uniquement d'hommes de sciences, mais doit être soutenue et gérée par des hommes d'État expérimentés pouvant aider à la conduite des affaires. Il propose un Conseil helvétique de la santé composé de cinq

44 Archives fédérales suisses, *Ausarbeitung eines Gesundheitsgesetzes. Entwurf medicinischer Policeygesetze für die Helvetische Republik, von Johann Heinrich Rahn, 1800*, 274 a-b.

45 *Ibid.*, 274 d-l. La lecture de ce manuscrit a été particulièrement difficile. Nous tenons à remercier vivement Annette Hübner et Wilhelm Schmid pour leur aide indispensable à la compréhension de ce document précieux.

membres, puis des conseils cantonaux de deux membres, l'un pour le bétail et l'autre pour les questions liées aux êtres humains. En revanche, en ce qui concerne les districts, Wyss soutient l'idée de Rahn. Après avoir pris le soin de détailler sa conception des autorités sanitaires helvétiques, il apporte une conclusion fort réaliste : selon lui, le moment n'est pas le plus adéquat pour permettre à un tel plan d'aboutir. La structure même de l'État helvétique n'est pas encore claire et la Suisse doit choisir une forme de gouvernement qui lui convienne avant d'établir des infrastructures qui lui seraient soumises. De plus, les finances de la République ne permettent aucunement de réaliser ce projet. Ces opinions de Wyss sont justes. La République ne dispose pas de ressources financières pour faire appliquer les lois qu'elle adopte⁴⁶. Une entreprise aussi grande et coûteuse que celle proposée par Rahn n'est absolument pas envisageable. De plus, le climat politique est tendu. Peu de temps après, en octobre 1801, un coup d'état a lieu, fomenté par des fédéralistes qui rejettent l'État unitaire⁴⁷. Ils renversent le gouvernement et obtiennent l'adoption partielle d'une nouvelle constitution, uniquement pour ce qui concerne les « autorités centrales »⁴⁸. Avec les nouvelles institutions, le texte de Rahn est à réécrire.

Après que Wyss a donné son opinion à la Commission, le projet de Rahn n'est plus discuté. En novembre 1801, malgré le bouleversement constitutionnel qui vient d'avoir lieu, ce dernier s'étonne de ne pas avoir reçu de nouvelles à cet égard⁴⁹. Dans le contexte politique du moment, où le

46 RUFER, A., *La Suisse et la Révolution française*, op. cit., p. 174.

47 AUBERT, J.-F., *Traité de droit constitutionnel suisse*, op. cit., vol. 1, p. 9, n° 16.

48 *Constitution et projets officiels de Constitution à l'époque de l'Helvétique 1798-1803*, textes réunis et mis en page par Kathy STEFFEN, Alessandro CAMPANELLI et Victor MONNIER, Genève, Université de Genève, Faculté de droit, Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, 2017, pp. 237-243 ; KÖLZ, Alfred, *Histoire constitutionnelle de la Suisse moderne : ses fondements idéologiques et son évolution institutionnelle dans le contexte européen, de la fin de l'Ancien Régime à 1848*, Berne, Stämpfli ; Bruxelles, Bruylant, 2006, vol. 1, p. 149.

49 SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812*, op.cit., p. 109.

regain de la souveraineté cantonale l'emporte sur l'idée d'une république unitaire, il est toutefois aisé d'imaginer que l'adoption d'une loi de portée nationale perde toute importance. Le projet de Rahn échoue donc. La République helvétique se dote de la Constitution du 25 mai 1802⁵⁰, puis les cantons acquièrent à nouveau leur souveraineté avec l'Acte de Médiation du 19 février 1803⁵¹. La Suisse ne redevient plus jamais un État unitaire centralisé.

III. Contenu

Afin de faciliter l'étude de ce long texte, dont l'analyse détaillée ne saurait se faire dans ces quelques lignes, nous présenterons ci-après brièvement son contenu. Le projet de Rahn compte en tout douze articles, utilisés de la même manière que le sont les titres dans notre législation actuelle, représentant chacun un sujet spécifique du domaine de la santé et disposés comme suit :

- Art. 1 : Du Collège de médecine et de chirurgie
- Art. 2 : Des services médicaux des divers cantons
- Art. 3 : Des médecins de districts
- Art. 4 : Des médecins et des chirurgiens employés dans les hôpitaux, les orphelinats, les maisons de corrections et les prisons
- Art. 5 : Des médecins
- Art. 6 : Des chirurgiens
- Art. 7 : Des accoucheurs
- Art. 8 : Des apothicaires
- Art. 9 : Des médicastres et charlatans

⁵⁰ Le texte intégral de cette Constitution est reproduit in HILTY, C., *Les constitutions fédérales de la Confédération helvétique*, op. cit., pp. 347 ss.

⁵¹ Le texte intégral de cet acte est reproduit in *Quellenbuch zur neuern Schweizerischen Verfassungsgeschichte. Vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848*, op.cit., pp. 175-188.

Art. 10 : Des sages-femmes

Art. 11 : Des institutions vétérinaires

Art. 12 : De la promotion de la littérature médicale et diffusion de connaissances médicales utiles

Ces articles sont ensuite subdivisés en paragraphes dont la numérotation se poursuit en principe jusqu'au § 301. La structure générale du texte est passablement irrégulière, particulièrement à l'art. 1. En effet, cet article est le seul à être composé de chapitres (*Kapitel*). De plus, la numérotation par paragraphes recommence dès son premier chapitre sans que cela ne se reproduise. Il existe également, tout au long des pages, des erreurs dans l'ordre des dispositions. Nous avons toutefois choisi de reproduire fidèlement le texte, tel qu'il a été imprimé, en mettant en exergue les incohérences de numérotation.

Comme nous l'avons vu, la publication de cette œuvre dans le « *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey* » se fait en deux fois. La première partie paraît dans le volume de 1799 et contient principalement les dispositions concernant les autorités sanitaires tant à l'échelon national (art. 1) qu'au sein des cantons (art. 2), qui, rappelons-le, ne sont sous la République helvétique que de simples circonscriptions administratives. Rahn envisage ainsi un Collège de médecine et de chirurgie (*medizinisch-chirurgische Collegium*), composé de sept professeurs de diverses branches médicales (art. 1 chap. 1 § 3) et dont les compétences étendues sont énumérées à l'art. 1 § 3. Ce Collège est notamment responsable des examens ouvrant l'accès aux professions médicales, supprimant *de facto* les apprentissages encore effectués au sein des corporations de métiers. Il prévoit ensuite des bureaux de santé cantonaux (*Sanitätsämtern*; art. 2), subordonnés au Collège, qui assurent, entre autres, l'application des directives et informent le Collège de la situation au sein de chaque canton.

Le second volume est publié en 1801 et contient des dispositions spécifiques pour chacune des professions que le projet entend réglementer, en commençant, de manière très cohérente, par une catégorie de professionnels de santé à laquelle Rahn accorde une importance particulière : les médecins de districts (*Physiker*; art. 3). Ces derniers, déjà présents dans le monde germanique⁵², représentent à la fois le dernier échelon de l'administration sanitaire helvétique et une classe de médecins d'appoint, devant être capables de traiter n'importe quel domaine de la santé lorsqu'aucun spécialiste n'est disponible. Cette notion est en parfait accord avec la philosophie de l'institut que Rahn a créé en 1782. En effet, conscient de la difficulté que connaissent les campagnes pour attirer du personnel médical qualifié, Rahn cherche à y instruire des praticiens de formation générale⁵³ pour pallier cette carence. Ainsi, ces médecins de district sont censés être compétents pour soigner individus et animaux en cas d'épidémies (art. 3 § 94) ou d'épizooties (art. 3 § 95). Ils effectuent le contrôle des médicaments (art. 3 § 105), procèdent à des autopsies (art. 3 § 100) et soignent les pauvres (art. 3 § 101), tout en restant subordonnés aux médecins et chirurgiens auxquels ils doivent prêter assistance (art. 3 § 103).

Après avoir pris soin d'élaborer des autorités de contrôle agissant sur les trois échelons (districts, cantons et République), Rahn consacre le reste de son projet de loi aux diverses professions du domaine de la santé, en ajoutant à l'art. 12 quelques dispositions d'ordre déontologique.

L'étendue des compétences de Rahn s'illustre, dans un premier temps, dans sa description minutieuse des professions de médecin et de chirurgien. Durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, deux tendances contri-

52 HUDEMANN-SIMON, C., *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900, op. cit.*, p. 124.

53 Hudemann-Simon utilise le terme « subalterne ». HUDEMANN-SIMON, C., *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900, op. cit.*, p. 42.

buent à la professionnalisation du corps médical : la formation des médecins dans les universités et celle des chirurgiens au sein des corporations⁵⁴. Les chirurgiens sont généralement considérés comme inférieurs et sont associés à d'autres métiers comme les barbiers. Rahn fait naturellement partie des universitaires, mais ses années d'enseignement ainsi que sa grande expérience pratique lui permettent de considérer pleinement la chirurgie. Il prévoit ainsi pour ces deux professions un plan d'étude complet et ne réduit pas les chirurgiens à des praticiens de second rang. Toutefois, dans son optique d'encourager le travail dans les régions isolées de Suisse, Rahn donne aux aspirants chirurgiens n'ayant pas réussi à compléter leur cursus la possibilité de limiter leur pratique à certaines opérations par la voie de concessions (art. 6 § 151). Une telle exception n'existe pas pour les médecins. Les chirurgiens autorisés par le Collège à pratiquer peuvent également former des apprentis (art. 6 § 160). Cette disposition vise à confirmer la suppression de toute compétence des corporations. Rahn contribue ainsi à réduire le fossé qui sépare encore la médecine de la chirurgie. D'ailleurs, la Faculté de médecine zurichoise, qui comme nous l'avons vu est héritière de l'Institut de Rahn, sera en Suisse l'une des premières institutions à intégrer, dès 1833, celle-ci à la médecine⁵⁵.

En plus des médecins et chirurgiens, Rahn consacre un article complet aux vétérinaires (art. 11). Ceux-ci sont soumis à des règles analogues à leurs confrères. La particularité de cet article est de détailler le rôle du professeur chargé de l'enseignement de l'art vétérinaire et de prévoir des dispositions particulières pour les bureaux de santé cantonaux ainsi que

54 BRAUN, R., « Zur Professionalisierung des Ärztstandes in der Schweiz », *op. cit.*, p. 333.

55 *Dictionnaire historique de la Suisse*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 24-25 ; HUDEMANN-SIMON, C., *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900*, *op. cit.*, pp. 42-51 ; SCHLICH, Thomas, « The emergence of modern surgery », in D. Brunton (éd.), *Medicine transformed : health, disease and society in Europe, 1800-1930*, Manchester, Manchester University Press, 2004, pp. 62-66.

pour les médecins de districts sur les questions liées aux animaux. En règle générale, la législation supracantonale concernant le bétail connaît en Suisse bien plus de succès que celle qui concerne la santé des individus, à l'exception des situations urgentes dues aux épidémies⁵⁶.

Rahn accorde également une attention particulière aux accoucheurs (*Geburtshelfer*; art. 7) ainsi qu'aux sages-femmes (*Hebammen*; art. 10). Durant le XVIII^e siècle, la profession d'accoucheur se développe grandement en Europe et il en découle de fortes tensions avec les sages-femmes⁵⁷. Ces deux professions concernent l'aide à la naissance. La différence principale qui les sépare est que l'accoucheur est au bénéfice d'une formation médicale⁵⁸. Rahn considère l'accoucheur comme un spécialiste. Cela s'illustre notamment par le fait que si un médecin ou un chirurgien souhaite pratiquer l'obstétrique, il doit en faire la demande au Collège qui élargit le champ de ses examens (art. 7 § 164). La profession de sage-femme est, quant à elle, souvent écartée des projets législatifs dans notre pays. L'importance que ce projet lui accorde mérite d'être mentionnée. Les établissements de formation à cette profession font souvent long feu à la fin du XVIII^e siècle⁵⁹ et l'idée d'en centraliser l'enseignement est novatrice. Rahn va jusqu'à prévoir la création d'écoles pour sages-femmes dans plusieurs cantons (art. 10 § 259 ss). Toutefois, les sages-femmes sont, à teneur du texte, subordonnées aux accoucheurs et leur doivent obéissance (art. 10 § 239), ce qui ne saurait contribuer à améliorer les relations entre ces deux professions.

56 Sur ce point : CAMPANELLI, Alessandro, *L'émergence de l'État helvétique entre unité et fédéralisme : l'exemple des législations médicales et pharmaceutiques (1798-1900)*, Genève, Éditions Juridiques Libres, 2018, à paraître.

57 VASSET, Sophie, « La querelle des accoucheurs et des sages-femmes en Grande-Bretagne : l'exemple d'Elizabeth Nihell », in *Littératures classiques*, 2013/2 (N° 81), pp. 243-255.

58 VOUILLOZ BURNIER, Marie-France, « La formation des sages-femmes au XIX^e siècle : l'exemple du Valais », in *Bulletin du Centre Pierre Léon*, n° 2-3, 1995, p. 22.

59 *Dictionnaire historique de la Suisse*, op. cit., vol. 10, pp. 749-750.

Il est également indispensable de mentionner la partie du projet que Rahn consacre aux médicaments. Alors que la plupart des sujets traités dans son texte font l'objet de lois fédérales au cours du XIX^e siècle, la Loi sur les produits thérapeutiques n'entre en vigueur qu'en 2002. Rahn a sur ce point deux siècles d'avance. Il propose un environnement détaillé propre aux apothicaires⁶⁰. Leur formation est expliquée, mais aussi le contenu de leurs établissements (art. 8 § 185-189) et la tenue de contrôles réguliers (art. 8 § 212-216). Au sujet des médicaments, Rahn souhaite voir interdite la publicité pouvant induire les individus en erreur. Cette démarche est fort clairvoyante, car ce problème demeure central en Suisse durant tout le XIX^e siècle et sert même de point de départ en 1866 à un concordat intercantonal qui n'entre cependant pas en vigueur⁶¹. Finalement, Rahn envisage même une forme primitive d'essais cliniques (art. 9 § 220) en souhaitant que le Collège s'assure de la qualité des médicaments en les testant sur un groupe restreint de personnes. Cette démarche préventive est nouvelle et unique dans la législation helvétique. Sur ce point, nous pouvons ajouter que Rahn a étudié la médecine à l'Université de Göttingue, dans laquelle enseignait, bien avant sa venue⁶², le célèbre pharmacien Albrecht von Haller (1708-1777), l'un des pionniers de la pharmacologie moderne⁶³. Ce dernier préconisait déjà de maintenir l'utilisation des médicaments uniquement si leur efficacité avait été prouvée après des essais sur des organismes sains puis sur d'autres malades⁶⁴. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle ne fera finalement l'objet d'un règlement de l'Office intercantonal de contrôle des médicaments

60 Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le terme « apothicaire » est, très schématiquement, utilisé à la place de « pharmacien ». *Dictionnaire historique et géographique de la Suisse, op. cit.*, vol. 9, p. 755.

61 Sur ce point : CAMPANELLI, A., *L'émergence de l'État helvétique, op. cit.*

62 De 1736 à 1753.

63 SCHULTHESS, U. von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812, op.cit.*, p. 15.

64 FREY, Anne, *Aspects industriels du médicament en Suisse, étude comparative triangulaire France et CEE, Paris, Université Paris Sud, 1980*, pp. 5-6.

qu'en 1995, avant que la compétence ne devienne fédérale avec la Loi sur les produits thérapeutiques⁶⁵.

Comme il envisage pour tous les professionnels de la santé une formation précise et l'obtention d'un brevet, Rahn rejette le libre exercice de la médecine. Il souhaite établir des règles précises et le fait de manière passionnée. Il consacre dans cette optique l'art. 9 aux charlatans⁶⁶ et médicastres⁶⁷ puis y rappelle que tout exercice est soumis à autorisation (art. 9 § 217). Toutefois, dans le but primordial de protéger la santé publique, Rahn prévoit des exceptions. Ainsi, les praticiens qui se sont illustrés par leur talent, ou dont les produits ont une efficacité avérée peuvent obtenir du Collège une concession pour poursuivre leurs activités (art. 9 § 218). Rahn rejette en revanche l'usage de talismans et l'utilisation abusive de la religion (art. 9 § 222). Même s'il souhaite voir disparaître l'exercice illégal de la médecine, il prend soin de se conformer aux réalités sociales ; il accorde ainsi aux praticiens exerçant en dehors du cadre de la médecine au sens étroit la possibilité de prouver auprès du Collège que les soins qu'ils prodiguent sont dans l'intérêt du peuple.

65 JUNOD, Valérie, *Clinical drug trials : studying the safety and efficacy of new pharmaceuticals*, Genève ; Zurich, Bâle, Schulthess ; Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 22-23 ; SPRUMONT, Dominique ; BÉGUIN, Marie-Laure, « La nouvelle réglementation des essais cliniques de médicaments », in *Bulletin des médecins suisses*, 2002, n° 18, pp. 894-906.

66 Les charlatans sont à l'origine des soigneurs itinérants qui vendent des produits et pratiquent des opérations bénignes comme l'arrachage de dents. Sur ce point il est intéressant de relever que Rahn associe dans son projet les dentistes aux charlatans (art. 9 § 217). *Dictionnaire d'histoire de la pharmacie, Des origines à la fin du 19^{ème} siècle*, op. cit., pp. 102-103 ; POIRIER, Jacques, *Petit dictionnaire du charlatanisme médical*, Paris, Hermann, 2011, p. 31 ; TISSOT, Auguste, *Avis au peuple sur sa santé*, Lausanne, François Grasset & comp., 1792, 11^e éd., vol. 2, pp. 303-305.

67 La principale différence qui existe entre charlatans et médicastres est que ces derniers ne sont pas itinérants et constituent plutôt une classe de soigneurs de village. CORNAZ, Édouard ; MORTHIER, Paul, « Le libre exercice de la médecine dans le canton de Neuchâtel : mémoires présentés à la Société d'émulation », in *Bulletin de la Société neuchâteloise pour l'avancement des sciences sociales*, Neuchâtel, Imprimerie de James Attinger, 1869, tome 2, p. 209 ; 237 ; FENICHEL, Pierre, *Le charlatan et ses médecins au XIX^e siècle*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002, p. 8.

Pour terminer, il nous reste à souligner qu'en dépit de sa grande qualité et des idées importantes qu'elle concrétise, cette œuvre n'est pas exempte de défauts. En effet, Rahn est si passionné par son domaine qu'il ajoute à son texte des dispositions lourdes, détaillées à l'excès et parfois moralisatrices. Il est, par exemple, à relever que les médecins et les médecins de districts ne doivent pas consacrer leurs heures libres à des « activités agréables » (*müzzlichen Beschäftigungen*) mais doivent se vouer à l'approfondissement de leurs connaissances (art. 3 § 109). Les sages-femmes mènent une vie pieuse (art. 8 § 209), les apothicaires doivent se soumettre « avec joie » au contrôle de leurs établissements (art. 8 § 209), les professeurs doivent parler clairement (art. 1 § 26) et les médecins peuvent utiliser des noms fictifs lorsqu'ils rédigent des ordonnances pour des patients atteints de maladies embarrassantes (art. 5 § 137).

La structure du projet de Rahn n'est de même pas sans reproches. Étant donné qu'il ne prévoit pas suffisamment de renvois internes, il faut se référer à divers articles pour trouver réponse à certaines questions. Par exemple, une partie des tâches confiées aux médecins de districts se trouve dans l'article consacré aux vétérinaires. Il en va de même pour la durée de leurs études qui est expliquée dans l'article concernant les médecins. L'exemple le plus frappant touche aux épidémies. Les dispositions y relatives ne sont pas réunies dans une partie spécifique du texte, mais sont parsemées dans son ensemble, ce qui rend difficile la compréhension des mesures à prendre dans de telles situations. En effet, en cas d'épidémie, le médecin prend les premières mesures et en informe le Bureau de santé (art. 3 § 77 ; 94). La procédure à suivre figure ailleurs dans le texte (art. 1 § 78 ss) ; la prévention et les enquêtes sur les causes sont du ressort du Collège (art. 1 § 60).

Conclusion

En dépit de ses imperfections, le projet de Rahn constitue une œuvre unique en Suisse. Si toutes les idées qui y sont présentées n'émanent pas nécessairement de lui⁶⁸, c'est toutefois sur la base de ce texte que le législateur helvétique débat dans le but d'adopter pour la première fois une politique sanitaire appliquée sur tout le territoire national. De nombreux éléments aujourd'hui bien ancrés dans notre législation sont présents au sein d'un seul projet rédigé avec soin à la fin du XVIII^e siècle et qui constitue un précieux outil de recherche. De plus, l'œuvre de Rahn aura une influence sur la rédaction de plusieurs textes législatifs durant le XIX^e siècle, tant à l'échelon cantonal qu'à celui de la Confédération⁶⁹. Rahn considérait honteux qu'un praticien n'étudie pas l'histoire de sa profession et prit même soin de le mentionner dans son projet⁷⁰. Nous espérons, en reproduisant ici son œuvre, faciliter l'étude historique de la législation médicale suisse.

68 Sur ce point, Rahn admet volontiers avoir compilé, sur la base de plusieurs législations, les dispositions légales qui lui semblaient les plus adaptées. *Infra*, pp. 173–174.

69 CAMPANELLI, A., *L'émergence de l'État helvétique*, *op. cit.*

70 Art. 1 chap. 2 § 49 : « Da es einem jeden Gelehrten eine Schande ist, die Geschichte des Wissenschaft, welche er treibt, nicht zu kennen, so soll auch die Geschichte der Medicin in besondern Stunden von einem Professor gelehrt werden [...] ».

Bibliographie

- *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, publ. par Johannes STRICKLER et Alfred RUFER, Berne/Fribourg, Stämpfli'sche Buchdruckerei, Fragnière, 1886-1966, 16 vol.
- AUBERT, Jean-François, *Traité de droit constitutionnel suisse*, Neuchâtel, Ides et Calendes, 1967, 2 vol., 784 p.
- BRAUN, Rudolf, « Zur Professionalisierung des Ärztestandes in der Schweiz », in *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert Teil I : Bildungssystem und Professionalisierung in internationalen Vergleichen (Industrielle Welt 38)*, Stuttgart, 1985, pp. 332-357.
- CAPITANI, François de, « Vie et mort de l'Ancien Régime (1648-1815) », in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, 2^e éd., pp. 423-496.
- *Constitution et projets officiels de Constitution à l'époque de l'Helvétique 1798-1803*, textes réunis et mis en page par Kathy Steffen, Alessandro Campanelli et Victor Monnier, Genève, Université de Genève, Faculté de droit, Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, 2017, 326 p.
- CORNAZ, Edouard ; MORTIER, Paul, « Le libre exercice de la médecine dans le canton de Neuchâtel : mémoires présentés à la Société d'émulation », in *Bulletin de la Société neuchâteloise pour*

- l'avancement des sciences sociales*, Neuchâtel, Imprimerie de James Attinger, 1869, tome 2, pp. 187-251.
- *Dictionnaire d'histoire de la pharmacie, Des origines à la fin du 19^{ème} siècle*, Paris, Pharmathèmes, 2007, 2^e éd., 496 p.
 - *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, sous la dir. de Marcel GODET, Henri TÜRLEUR et Victor ATTINGER, Neuchâtel, Administration du Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, 1921-1934, 7 vol. + 1 suppl.
 - *Dictionnaire historique de la Suisse*, Hauterive, G. Attinger, 2002-2014, 14 vol.
 - FENICHEL, Pierre, *Le charlatan et ses médecins au XIX^e siècle*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2002, 392 p.
 - FREY, Anne, *Aspects industriels du médicament en Suisse, étude comparative triangulaire France et CEE*, Paris, Université Paris Sud, 1980, env. 400 p. (pagination multiple).
 - FRIOUX, Stéphane ; FOURNIER, Patrick ; CHAUVEAU, Sophie, *Hygiène et santé en Europe, de la fin du 18^{ème} siècle aux lendemains de la Première Guerre Mondiale*, Paris, Sedes, 2012, 279 p.
 - HILTY, Carl, *Les constitutions fédérales de la Confédération helvétique*, Neuchâtel, Imprimerie Attinger Frères, 1881, 480 p.
 - HUDEMANN-SIMON, Calixte, *La conquête de la santé en Europe : 1750-1900*, Paris, Belin ; Bruxelles, De Boeck, 2000, 175 p.
 - JUNOD, Valérie, *Clinical drug trials : studying the safety and efficacy of new pharmaceuticals*, Genève, Zurich, Bâle, Schulthess ; Bruxelles, Bruylant, 2005, 545 p.
 - KÖLZ, Alfred, *Histoire constitutionnelle de la Suisse moderne : ses fondements idéologiques et son évolution institutionnelle dans le contexte*

- européen, de la fin de l'Ancien Régime à 1848*, Berne, Stämpfli ; Bruxelles, Bruylant, 2006, 707 p.
- LEISIBACH, Moritz, *Das Medizinisch-chirurgische Institut in Zürich 1782-1833. Vorläufer der Medizinischen Fakultät der Universität Zürich*, Zurich, Rohr, 1988, 173 p.
 - *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*, édité par Johann Heinrich RAHN, Zurich, Orell Füssli, 1799-1801, 2 vol.
 - MONNIER, Victor, « La résistance contre l'ordre établi sous la République helvétique d'après les travaux préparatoires de l'Acte de Médiation de 1803 », in *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, vol 69, Dijon, 2012, pp. 183-212.
 - MONNIER, Victor, *L'Acte de Médiation (1803) de Napoléon Bonaparte. Essai historique sur l'évolution du Corps Helvétique de l'Ancien Régime à la Suisse moderne*. À paraître.
 - MÖRGELI, Christoph ; WEBER, Bruno, *Zürcher Aerzte aus vier Jahrhunderten. Die Porträtgalerie im Medizinhistorischen Museum der Universität Zürich*, Zollikon, Kranich-Verlag, 1998, 137 p.
 - POIRIER, Jacques, *Petit dictionnaire du charlatanisme médical*, Paris, Hermann, 2011, 198 p.
 - *Quellenbuch zur neuern Schweizerischen Verfassungsgeschichte. Vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848*, éd. par Alfred KÖLZ, Berne, Stämpfli + Cie AG, 1992, 481 p.
 - RAHN, Johann Heinrich, *Handbuch der Vorbereitungs-Wissenschaften der Arzneykunst zum Gebrauche einer Zuhörer bey dem medicinisch-chirurgischen Institut und Seminarium : erster Theil*, Zurich, 1792, 352 p.

- *Bulletin des lois et décrets du corps législatif de la République helvétique*, Lausanne, Imprimerie d'Henri Emmanuel Vincent, 1798, cahier I, 542 p. (Cité : *Recueil helvétique*, tome 1.)
- RUFER, Alfred, *La Suisse et la Révolution française*, Paris, Société des études Robespierriennes, 1973, 304 p.
- *Sachs-Villatte enzyklopädisches französisch-deutsches und deutsch-französisches Wörterbuch : mit Angabe der Aussprache nach dem phonetischen System der Methode Toussaint-Langenscheidt, dargestellt von Professor C. Langenscheidt in Berlin*, Berlin, Langenscheidt, 1906-1908, 2 vol.
- SCHLICH, Thomas, "The emergence of modern surgery", in D. BRUNTON (éd.), *Medicine transformed : health, disease and society in Europe, 1800-1930*, Manchester, Manchester University Press, 2004, pp. 61-91.
- SCHULTHESS, Ursula von, *Medicin-Doctor und Chorherr Johann Heinrich Rahn, 1749-1812 : ein Beitrag zur Medizingeschichte der schweizerischen Aufklärung*, Winterthur, G. Keller, 1959, 132 p.
- SPRUMONT, Dominique ; BÉGUIN, Marie-Laure, « La nouvelle réglementation des essais cliniques de médicaments », in *Bulletin des médecins suisses*, 2002, n° 18, pp. 894-906.
- TISSOT, Auguste, *Avis au peuple sur sa santé*, Lausanne, François Grasset & comp., 1792, 11^e éd., 2 vol.
- USTERI, Paul, *Erinnerungen für die Studierenden beym Zürcherischen medicinisch-chirurgischen Cantonal-Institute, eine Rede bey Eröffnung des Lehrcurses am 30. April 1820 gehalten*, Zurich, Orell Füssli, 1820, 80 p.
- USTERI, Paul, *Denkrede auf Johann Heinrich Rahn, der Arzneykunde Doctor, Chorherr und Professor der Naturlehre und Mathematik am Zürcherschen Gymnasium*, Zurich, Orell Füssli, 1812, 173 p.

- VASSET, Sophie, « La querelle des accoucheurs et des sages-femmes en Grande-Bretagne : l'exemple d'Elizabeth Nihell », in *Littératures classiques*, 2013/2 (N° 81), pp. 243-255.
- VOUILLOZ BURNIER, Marie-France, « La formation des sages-femmes au XIX^e siècle : l'exemple du Valais », in *Bulletin du Centre Pierre Léon*, n° 2-3, 1995, pp. 21-34.

Note sur l'édition du texte

La présente édition se base sur le texte du projet d'ordonnance tel que publié dans le *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey* en 1799 et 1801. Par souci de fidélité, nous avons pris le parti de conserver les conventions orthographiques de l'époque, y compris les différentes versions de certains termes – dont des concepts essentiels au texte – qui varient parfois au sein d'un même paragraphe⁷¹. Les erreurs typographiques manifestes ont toutefois été corrigées entre crochets. De même, les incohérences dans la numérotation sont signalées.

Nous faisons précéder le texte d'une lettre d'introduction adressée par l'auteur au ministre Rengger en date du 31 mars 1799, telle qu'elle figure dans la version imprimée du projet.

71 Nous trouvons ainsi, à titre d'exemples, les différentes orthographes suivantes : *collegium medicum*, *medikum* ou *medickum*; *Medicinalkasse*, *Medizinalkasse*, *Medicinalcasse* ou *Medicinalcaße*; *Sanitätsamt*, *Sanitatsamt* ou *Sanitätamt*; *Apotheker* ou *Apothecker*; *gesetzgebender* ou *gesetzgebender Rath*; *Practicanten* ou *Practikanten*; *Arzneykunst* ou *Arzneykunst*; *medizinisch* ou *medicinisch*; *Profeßor* ou *Professor*; *Visum repertum* ou *repertorium*. La dénomination même du projet en question (*Medicinalordnung* ou *Medizinalordnung*), de même que le nom de la République helvétique (*Republik* ou *Republick*), n'échappent pas à ces variations.

An den Minister der innern Angelegenheiten B. Albrecht Rengger.

Bürger Minister !

In der Ueberzeugung, daß vernünftige Belehrung des Volkes ein grosses, und oft alle auch die besten Gesetze und Anstalten an Wirksamkeit übertreffendes, Mittel sey, das allgemeine und besondere Gesundheitswohl einer Nation zu befördern – daß eine solche Belehrung einzig im Stand sey, den Schaden, welchen Mangel an einer zwekmäßigen öffentlichen Medizinal-Verfassung in einem Lande in physischer und moralischer Rücksicht nothwendig hervorbringen muß, einigermassen zu vergüten, schrieb ich in den Jahren 1782 bis 1791 mein gemeinnütziges medizinisches Magazin und Archiv.

Und der Erfolg entsprach meiner Hofnung wenigstens zum Theil.

Ein trauriger Aberglaube in Sachen, die sich auf das öffentliche und privat- Gesundheitswol beziehen, herrschte überall, und in der öffentlichen Besorgung des physischen Zustandes des Volks, regierte in den meisten Gegenden der Republik entweder Laugigkeit und Gleichgültigkeit, oder von politischen Besorgnissen und Bedenklichkeiten herrührender Wankelmuth, oder durch eine falsche Oekonomie mißgeleitete Sparsamkeit, in vielen eine zügellose auf falsche Begriffe von Freiheit sich stützende Anarchie.

Durch eifriges Entgegenarbeiten meiner Mitarbeiter ward doch manches Vorurtheil, das über die allgemeine Pflicht eines jeden Menschen,

für seine und seine Mitbürger physische Erhaltung zu sorgen, herrschte, wo nicht gehoben, doch geschwächt. – Hie und da wurden doch die Obrigkeiten auf den Grundsatz aufmerksam gemacht : daß der Wohlstand eines Landes nicht bestehen könne, ohne Gesundheit der in demselben beysammenlebenden Menschen ; in dem einestheils die äusserliche Sicherheit des Staates grossentheils von den physischen Kräften der Staatsbürger, welche ohne Gesundheit nicht bestehen können, abhängt, anderstheils auch Arbeitsamkeit und Erwerbfließ, diese grossen Quellen des Glückes der Nationen, Gesundheit als wesentliche Bedingung voraussetzen – daß also der Endzweck einer guten Polizey nothwendig auch die Sorge für das öffentliche Gesundheitswohl in sich schliesse – hie und da wurden zwekmäßigere medizinisch Polizei : Einrichtungen getroffen, öffentliche Anstalten errichtet, Privatanstalten begünstiget und unterstützt.

Aber die politischen Ereignisse der leztern Jahren leiteten den erwachenden Gemeingeist von diesem Gegenstand ab, und geben ihm eine andere Tendenz. Sie waren auch die Ursache des Stillstands jener periodischen Schriften, so wie die jezige neue Verfassung unsers Staats nun die Veranlassung ihrer abermaligen Fortsetzung wird. –

Beförderung des öffentlichen Gesundheitswohls in unserm neuen von Föderalism, und Cantonsgeist und Familieninteressen gereinigten, auf wahre Freiheit und Gleichheit gegründeten Einen und untheilbaren helvetischen Republik, wird fernerhin der grosse und einzige Endzweck dieser Schrift seyn ; und alles, was auf denselben nähern oder entfernen Bezug hat, wird in ihren Plan aufgenommen werden.

Neuer Muth, neue Kraft, neuer brüderlicher Gemeinsinn wird mich und meine Mitarbeiter zum eifrigen Mitwürken, zur Beförderung des physischen und des mit demselben in so unzertrennbarlicher Verbin-

derung stehenden moralischen Glücks, unsers neuen vereinten Vaterlandes beleben !

Bürger Minister ! verehrtester Freund ! Ihrem für alles Gute gestimmten Herzen, und Ihren patriotischen Gesinnungen darf man eine gute Sache nicht empfehlen. Empfangen Sie meinen öffentlichen Dank für die geneigte Unterstützung, welche Sie mir zu Beförderung des Zwecks dieser, wie ich hoffe, gemeinnützigen Arbeit versprochen und bereits geschenkt haben.

Wie erfreulich muß es allen schweizerischen Aerzten, denen die notwendige Verbesserung der öffentlichen Gesundheitspflege schon so lange am Herzen lag, seyn, Sie an der Stelle zu sehen, welche ihnen diesen Gegenstand zu einer Ihrer wichtigsten, und, wir wissen es, angelegensten und angenehmsten Pflichten macht. Gottes Segen ruhe auf allen Ihren Arbeiten.

Gruß und Hochachtung !

Luzern. Den 31. Merz. 1799.

Senator Rahn.

I.

Vorschlag und Entwurf

medizinischer Polizeygesetze

für die

Eine und untheilbare

Helvetische Republik.

Von dem Herausgeber.

I.

Entwurf einer Ordnung

**für die Sanitäts- und Medizinal-Polizey in der Einen und
untheilbaren helvetischen Republik.**

§. 1.

Der Zweck dieser Ordnung geht auf Begründung einer verbesserten, erweiterten und planmäßigen öffentlichen Gesundheits-Fürsorge in unserer Republik.

§. 2.

Ihre Absicht ist, in der Erfüllung dieses Zwecks den möglichhächsten Grad der öffentlichen und Privatsicherheit mit der mindest möglichen öffentlichen und Privat-Belästigung zu erreichen, ohne in die persönliche, häusliche, bürgerliche oder Handlungsfreyheit und Gleichheit, die jedem Schweizerbürger durch die Constitution zugesichert ist, den mindesten Eingriff zu thun. Einschränkungen sollen nur da statt haben, wo die öffentlichen Sicherheit ohne dieselbe nicht erreicht werden kann.

Erster Abschnitt.**Öffentliche Sanitäts- und Medizinal-Anstalten.****Erster Artikel.****Das medizinisch-chirurgische Collegium.**

§. 1.

Die gesetzgebenden Rätthe der Einen und untheilbaren helvetischen Republik, im lebhaften Gefühl des großen Werthes, welchen Leben und Gesundheit eines jeden Bürgers für den Staat hat, übergeben die Ob-
sorge und die Aufsicht über das ganze Medizinalwesen, und über die
medizinische Polizey dem medizinisch-chirurgischen Collegium, wel-
ches auf die unten näher zubestimmende Weise, alles dasjenige, was die
Erhaltung und Verbesserung der öffentlichen Gesundheits-Fürsorge be-
trifft, zum näheren Gegenstand seiner Aufmerksamkeit, seiner Ueberle-
gungen und seiner Fürsorge zu machen, verpflichtet ist.

§. 2.

Diesem Collegium liegt die Handhabung dieser Medizinal- und Polizeyordnung ob ; und da solche nur der erste Grundstein zu der künftigen Begründung einer allgemeineren und vollkommnern, dem Geist unsrer neuen Verfassung und unsern Lokal-Verhältnissen entsprechenden Gesundheits-Fürsorge seyn soll, so ist besonders von den reifern Einsichten und von den fortschreitenden Erfahrungen und Arbeiten der Mitglieder dieses Collegiums zu erwarten, daß es von Zeit zu Zeit seine näheren zu einer allmäligen Vollendung dieses Gebäudes führenden Vorschläge dem gesetzgebenden Corps vorlegen werden.

§. 3.

Diesem zufolge wird das Collegium seins Sorge und Aufsicht vorzüglich auf folgende Gegenstände richten.

1. Auf die bereits bestehende oder zu errichtende Medizinal- und Sanitätsanstalten.
2. Auf die Gesundheit der Wohnplätze und Reinigkeit der Luft.
3. Auf Nahrung und Getränke.
4. Auf gesunde Kleidertracht und andere der Gesundheit und dem Leben nothwendige Gewohnheiten.
5. Auf die öffentlichen Vergnügungen.
6. Auf Sicherheit der Erwerbsmittel.
7. Auf gesunde Fortpflanzung.
8. Sorge für Schwangere und Gebärende.
9. – – Neugeborne, und ihre physische Erziehung.

10. – – die öffentliche Gesundheitspflege der lernenden Jugend, und Aufsicht über das physische der Erziehungs-Anstalten.
11. – – Verhütung verschiedener dem öffentlichen Gesundheitswohl schädlicher Unglücksfälle.
12. Sorge für Sterbende und Todte, Anordnung genauer Geburts- und Sterbelisten.
13. – – Vorkehrungen zu Rettung der Verunglückten und Scheintodten.
14. – – Vorkehrungen gegen schädliche, religiöse Gebräuche und Handlungen.
15. – – Verhütung und Abwendung ansteckender epidemischer und endemischer Krankheiten.
16. – – öffentliche Krankenpflege, medizinische Aufsicht über Spitäler, Arbeits- und Zuchthäuser, Waisenhäuser, Gefängnisse u. s. f.
17. – – Vorkehrungen gegen Viehkrankheiten.
18. – – Verbreitung nützlicher physischer und medizinischer Begriffe unter dem Volke.
19. – – Medizinalanstalten für die Miliz in Friedens- und Kriegszeiten.
20. – – Medizinalanstalten für das Commerz- und Handlungswesen.
22. Aufsicht über die Ausübung der gerichtlichen Arzneywissenschaft.
21. – – und strenge Handhabung dieser Medizinal Ordnung⁷².

72 Le texte original intervertit par erreur, dans sa numérotation, les chiffres 21 et 22.

§. 4.

Alle in diese verschiedenen Fächer einschlagende Erlasse, Berichte, Memorale, Anzeigen, Vorschläge, Beschwerden, u. dgl. seye es von den Cantonsobrigkeiten, oder den Munizipalitäten, oder den Gesundheitsämtern, oder den bestellten Physikern, Aerzten[,] Wundärzten, Geburtshelfern, Apothekern, Hebammen, Viehärzten und andern Medizinalpersonen, oder auch von andern Einwohnern der Republik, sollen bey diesem Collegium eingereicht, collegialisch geprüft, und darüber nach Inhalt dieser Ordnung verfügt werden.

Erstes Kapitel.**Von der äussern Gestalt und innern Einrichtung des
medizinisch-chirurgischen Collegiums.**

§. 1.

Da einer der grösten Endzweken der medizinischen Polizey dahin gehen soll, dafür zu sorgen, daß das Publikum mit geschikten und zu glücklicher Betreibung ihres Geschäftes tauglichen Aerzten, Wundärzten, Geburtshelfern, Apothekern, Hebammen, Viehärzten versehen werde, und daß diejenigen, welche sich diesen Berufsarten widmen wollen, allen möglichen Vorschub zu ihrer wissenschaftlichen Bildung erhalten, so ist nicht nur die Direktion einer solchen von dem Staat zu errichtenden medizinisch[-]chirurgischen Lehranstalt diesem Collegium übergeben, sondern die Mitglieder dieses Collegiums, im Vertrauen aut ihre vorzüglichen Kenntnisse und Erfahrung sollen zugleich öffentlichen Lehrer dieser Anstalt, und zu einem treuen, fleißigen und gründlichen Unterricht in allen Theilen der Arzney- und Wundarzneykunst verpflichtet seyn.

§. 2.

Da bey dieser mit dem Collegium Medicum verbundenen Lehranstalt der Zusammenfluß von Jünglingen, die sich der Arzney- Wundarzney-Entbindungs- Apotheker- Vieharzneykunst widmen wollen, aus der ganzen Republik seyn wird ; da alle Prüfungen der Aerzten, Wundärzten, Geburtshelfer, Apotheker, Viehärzten, bey diesem Collegio geschehen sollen ; da endlich eine leichte und geschwinde Communication zwischen diesem Collegio und den Sanitätsämtern der verschiedenen Cantonen zur Beförderung des öffentlichen Gesundheitswohls statt haben soll, so wird das Collegium in die Hauptstadt eines solchen Cantons verlegt werden, der dem Mittelpunkt der Republik so nahe als möglich liegt, in welchem gelehrte Anstalten zur Erwerbung der zu dem Studium der Medecin erforderlichen Vorbereitungswissenschaften bereits vorhanden sind, und wo sich neben dem theoretischen Unterricht auch alle Gelegenheit zur sinnlichen Erkenntniß der Gegenständen der Kunst und ihrer Hilfswissenschaften vorfinden ; wo also Zergliederungsfäle, botanische Gärten, physikalische Kabinette, Naturaliensammlungen, chemische Laboratorien und stehende klinische Lehranstalten entweder bereits vorhanden sind, oder mit geringen Unkosten des Staats veranstaltet werden können.

§. 3.

Es besteht dieses Collegiums aus

1. Einem Professor der Naturgeschichte, Chemie und Pharmacie.
2. Einem Professor der Anatomie und gerichtlichen Arzneywissenschaft.
3. Einem Professor der Physiologie, Pathologie und Hygiene.

4. Einem Professor der Materia medica und allgemeinen Therapie, welcher zugleich die Geschichte der Medecin und die medicinische Literatur vortragt.
5. Einem Professor der medicinischen Praxis und Klinik.
6. Einem Professir der Wundarzneykunst und der Entbindungskunst.
7. Einem Professor der Vieharzneykunst.

§. 4.

Die Ernennung dieser sieben Professoren und Mitglieder des medicinischen Collegium geschiehet das erstemal unmittelbar durch das helvetische Direktorium.

§. 5.

Im Verfolge wird bey jeder entstehenden Vacanz dieselbe durch die öffentlichen Blätter in der Republik bekannt gemacht, und alle Aerzte oder Wundärzte, welche sich die zu diesen Lehrstellen nöthigen Fertigkeiten zutrauen, eingeladen, auf eine bestimmte Zeit zur Concurrenz an dem Ort, wo das Collegium seinen Siz hat, zu erscheinen.

§. 6.

Alle zu dieser Concurrenz erscheinenden Prätendenten um die vacantgeworbene Lehrstelle werden so dann eingeladen, auf die von dem Collegium festzusezenden Tage, vier öffentliche in das erledigte Fach einschlagende Vorlesungen zu halten. Diesen Vorlesungen werden die übrigen Mitglieder des Collegiums beywohnen, die Beschaffenheit der-

selben und die daraus abstrahirte Fähigkeit der Prätendenten conferiren, und einen gemeinschaftlich abgefaßten gewissenhaften Bericht dem Minister des Innern und der Wissenschaften einsenden, welche als dann einen gemeinschaftlichen Vorschlag entwerfen, dem Direktorium übergeben, und dessen Entscheid die Wahl des neuen Lehrers überlassen werden.

§. 7.

Von dieser Concurrrenz sind auch Fremde durch ihre Gelehrsamkeit, Erfahrung und übrige patriotische Denkungsart in gutem Ruf stehende Aerzte und Wundärzte nicht ausgeschlossen, obgleich bey gleichen Fähigkeiten und Charakter die Schweizer-Bürger immer den Vorzug erhalten werden.

§. 8.

Das Direktorium wählt aus dem Mittel dieser Professoren auf ein von den beyden genannten Ministern gefordertes Gutachten einen Präsidenten des Collegiums, und alljährlich wird dieses Präsidium von dem Direktorium entweder bestätigt oder erneuert.

§. 9.

Dieser Präsident führt bey allen Versammlungen des Collegiums das Präsidium, eröffnet alle an das Collegium einlaufenden Schreiben, bringt ihren Inhalt so wie alle zur Berathschlagung vorliegende Gegenstände in Umfrage. Alle Ausfertigungen, Erlaubnißscheine, Patente u. s. f. werden von ihm unterzeichnet, und mit dem in seinen Händen sich befindenden Siegel des Collegiums bekräftiget.

§. 10.

Dien in den Versammlungen des Collegiums vorkommenden Gegenstände sind gemeinschaftlich in Ueberlegung zu nehmen. Ein jedes Mitglied des Collegiums trägt seine Meynung darüber vor, und alle Gegenstände sollen nach der Mehrheit der Stimmen entschieden werden, die ein jedes Mitglied offenherzig und mit Anstande vor der ganzen Versammlung zu geben gehalten ist. Sollten indessen die Stimmen auf beyden Seiten gleich seyn, so hat die Meinung, welcher der Präsident beypflichtet, das Uebergewicht. Wann die Meinungen sehr von einander abweichen, so sollen in wichtigen Gegenständen, die Majorität so wohl als die Minorität ihre Meinungen besonders niederschreiben lassen, um dem Minister des Innern die erforderliche nothwendigen Erläuterungen zugeben, und so dann dessen Entscheid zu erwarten.

§. 11.

Bey der ersten Versammlung werden sämmtliche von dem Direktorium erwählten Mitglieder von dem Regierungsstatthalter des Cantons, wo das Collegium seinen Siz hat, beeidiget ; so wie in Zukunft jedes neue Mitglied, welches in eines abgegangenen Stelle eintrittet.

§. 12.

Das Collegium wählt aus seinem Mittel durch das geheime Scrutinium einen Quästor, welcher die Medicinalkasse besorgt. Seine alljährlichen Rechnungen werden von dem Collegium beurtheilt, und dem Minister des Innern zur Bestätigung überfandt.

§. 13.

In Abwesenheit des Präsidenten, vertrittet der Quästor seine Stelle.

§. 14.

Zu Führung des Protokolls und Archivs, der Correspondenz und zu Auslieferung der Schlüsse des Collegiums ist ein besonderer Sekretair angestellt, welcher ein zu dieser Stelle tüchtiger Arzt oder Wundarzt seyn soll, und von den Mitgliedern des Collegiums durch das geheime Scrutinium erwählt wird.

§. 15.

Einen Pedell erwählt sich der Präsident.

§. 16.

Sämtliche Mitglieder des Collegiums werden aus der Medicinalcasse besoldet, so wie auch der Sekretair und der Pedell, und der dem Sekretair bey häufigen oder dringenden Geschäften zuzuordnende Copist. Diese Medicinalcasse hat ihre Quelle einestheils aus den Honorarien für die Matrikul, Examen, Diplome, Patenten, aus den Strafgeldern für die Vergehungen gegen die medicinischen Polizeygeseze u. s. f. anderstheils aus einem durch die gesetzgebenden Rätthe bestimmten Zuschusse aus der Staatscasse.

§. 17.

Gewöhnlich versammelt sich das Collegium wöchentlich einmal in einem besonders bestimmten Orte, an einem Samstag Nachmittag von 3.

Uhr an. Hier werden nach vorgängiger Vorlesu[n]g des Protokolls der vorherigen Sizung die vorliegenden Geschäfte collegialiter behandelt. Der Präsident entwirft und verliest in Gemäßheit der Stimmenmehrheit[,] die von dem Collegium genommenen Beschlüsse, unterschreibt und besiegelt dieselbe.

§. 18.

Bey dringenden Umständen kann der Präsident die Mitglieder des Collegiums auch ausserordentlich besammeln.

§. 19.

Wegen der Gültigkeit der Verhandlungen des Collegiums ist es unumgänglich nothwendig, daß wenigstens drey der Mitglieder in der Versammlung gegenwärtig seyen, deren Namen jedesmal im Protokoll anzuführen sind.

§. 20.

Alle Acten, Verordnungen, Papiere, Nachrichten, sollen in dem Archiv des Collegiums in der bestmöglichen Ordnung und an einem sichern Ort aufbewahrt, und von dem Sekretär ein genaues Register darüber gehalten werden.

§. 21.

Zu seinem Siegel ist das Collegium befugt, sich des Siegels der Republik mit der Umschrift : Siegel des Helvetischen medicinisch-chirurgischen Collegium, zubedienen.

Zweites Kapitel

Vorschriften für die Mitglieder des Collegiums, in Rücksicht auf die medicinisch-chirurgische Schule.

§. 22.

In einem jährlichen vom ersten September jeden Jahrs anfangenden und bis zum letzten Junius des folgenden Jahres fortdauernden Cursus sollen von den Lehrern der medicinischen Schule alle Theile der theoretischen und praktischen innern und äussern Heilkunde, so wie sie unter dieselben ausgetheilt sind, vollständig vorgetragen und vollendet werden.

§. 23.

Der Präsident des Collegiums ist verpflichtet über das fleißige Halten der Vorlesungen von Geiste der Lehrer, und den fleißigen Besuch derselben von Seite des Zuhörer zu machen ; sollten von einer oder der andern Seite hierüber Klägden gehört werden, so ist er verpflichtet, solche, wenn eine vorhergegangene freundschaftliche Warnung ohne Erfolg gewesen wäre, dem Minister der Wissenschaften einzuberichten.

§. 24.

Die Lehrer der Schule werden, sobald sie sich in ein Collegium constituirt haben, zu ihrem ersten Geschäft machen, einen auf die folgenden Vorschriften sich gründenden Studienplan für ihre künftigen Zuhörer zu entwerfen, und denselben dem Minister der Wissenschaften zu sei-

ner Genehmigung einsenden ; sieser soll hernach gedruckt, und in der helvetischen Republik publizirt werden.

§. 25.

Jeder Lehrer soll sich bey seinen Vorlesungen über das ihm angewiesene Fach ein Compendium auswählen, dem er in seinen Vorlesungen Schritt vor Schritt nachgeheth, und das seinen Zuhörern bey ihrer Vorbereitung und Repetition zu einem Leitfaden dient. Die Auswahl desselben ist Ihm aber gänzlich überlassen, so wie es Ihme frey steheth, wenn er zu diesem Endzwek ein eigenes Lehrbuch verfertigen will.

§. 26.

Da bey dem Diktiren der Heften die Hälfte der Zeit verloren geheth, und die Lehrer sowol als die Schüler sich dabey leicht eine Nachlässigkeit angewöhnen, so soll dieses niemalen eingeführt werden, sondern der Lehrer soll sein Collegium ganz aufschreiben, und deutlich und nicht allzugeschwind ablesen, damit die Schüler während dem Collegium oder gleich nach demselben das Angehörte in ihre Heften eintragen können. Nur bey der Geschichte der Arzneykunst und der medicinischen Literatur mögen sie die wichtigen Namen, Begebenheiten, Zeitpunkte, Titel, und bey den praktischen Collegien die Recepte in die Feder diktiren. Allemal solle bey Anfange jeder Lehrstunde die Hauptsätze der vorhergegangenen Vorlesung widerholt werden, damit die Zuhörer in ihren Heften das noch beyfügen können, was sie allenfalls überhört, oder verbessern, was sie mißverstanden haben.

§. 27.

Aller beleidigenden Anspielungen auf seine Mitlehrer wird sich jeder Lehrer sorgfältig enthalten, und jederzeit durch einen gefälligen, aber dabey männlichen, würdigen und ernsthaften Vortrag, die Aufmerksamkeit seiner Zuhörer gespannt zu erhalten suchen.

§. 28.

Der Lehrer der Anatomie soll alle Theile derselben, die Lehre von den Knochen, Bändern, Eingeweiden, Blut- und Lymphatischen Gefäßen und Nerven alljährlich vollständig und nach einem guten Handbuch abhandeln. Auch soll er besondere Stunden halten, um den Schülern die Kunst zu zergliedern, wo nicht in ihrem ganzen Umfang, doch so weit zu lehren, als ein praktischer und besonders ein künftiger gerichtlicher Arzt davon zu wissen nöthig hat. Aber auch denjenigen Studierenden, welche es in der Zergliederungskunst weiter bringen wollen, soll er in der feinem Präparirkunst, der Einbeizungs- und Einsprizungskunst, willige und offene Anleitung geben.

§. 29.

Bey der Demonstration soll er sich aller physiologischen Untersuchungen enthalten, und einzig bey der Beschreibung und Anzeige des Gebrauchs und Nuzens der Theile, welche er vorweist, stehen bleiben. Doch mag er die Geschichte der anatomischen Erfindungen in aller Kürze mit einfließen lassen, wenn er Theile behandelt, deren Entdeckung wichtig war. Auch soll er bey jeder besondern Materie die besten Schriftsteller anzeigen.

§. 30.

Um in Zeiten, wo allenfalls Mangel an Leichnamen eintreffen sollte, die Vorlesungen nicht aussetzen zu müssen, oder auch um einige Theile, die einer besonders mühsamen, langweiligen und kostbaren Zubereitung bedürfen, nicht jedesmal frisch präpariren zu müssen, soll er eine Sammlung unterrichtender anatomischer Präparaten anlegen, und solche in eigenen Schränken aufbewahren.

§. 31.

Kein Leichnam, der auf das anatomische Theater gebracht worden, soll zur Erde bestattet werden, es seyen dann alle die grossen Hölen des Körpers genau untersucht worden. Und wenn sich bey ieder Sektion eines Leichnams oder bey dem Präpariren seiner Theilen etwas wiedernatürliches und krankhaftes finden sollte, soll es von dem Lehrer in ein besonderes Buch eingetragen, merkwürdige Erscheinungen in Theilen, die sich aufbewahren lassen, entweder in Brandtwein oder getrocknet aufbewahret, oder wo sich dieses nicht thun liesse, getreue Abbildungen davon gemacht werden. Diese pathologischen Präparate sollen mit Nummern, die sich auf das Sektionsprotokoll beziehen, bezeichnet, und in eigenen Schränken in dem Hörsaale der Klinik (§. 44.) aufbewahret werden. Die Unkosten zu Verfertigung und Aufbewahrung der Präparaten werden nach einer dem Collegium eingegebenen Rechnung aus der Medicinalcasse bezahlt.

§. 32.

Da dem Professor der Zergliederungskunst die gröbere Zergliederung nicht zugemuthet werden kann, so ist ihm ein Professor zugestanden, welchen er sich selbst auswählen kann, und der aus der Medicinalcas-

se bezahlt wird. Dieser steht dem Lehrer auch bey den Vorlesungen in Vorweisung der zu demonstrirenden Theilen bey, leitet die Schüler bey dem Präpariren an, und siehet, daß dabey stille Ordnung beobachtet werden.

§. 33.

Der Lehrer der Physiologie soll diesen wichtigen Theil der Ar[z]neywissenschaft alljährlich vollständig erklären ; und zu Versinnlichung der zu erklärenden Gegenständen, soll er nach Gutbefinden die Sammlung der auf dem anatomischen Theater befindlichen Präparaten benutzen dürfen, gegen einen dem Lehrer der Anatomie darüber zugestellten Empfangschein.

§. 34.⁷³

Der Lehrer der Chemie soll sich befeissen, seinen Zuhörern die allgemeinen Grundsätze der Wissenschaft aufs allerumständlichste vorzutragen, und ihnen alle chemischen Arbeiten in dem zu diesem Behuf eingerichteten chemischen Laboratorium zeigen, wodurch sie dieselben desto besser fassen lernen. Bey der chemischen Untersuchung der Naturkörper aus den verschiedenen Reichen der Natur wird er sich auf die Analyse derjenigen, die in der Arzneykunst angewendet werden, und auf die Bereitung der gebräuchlichsten Arzneyen einschränken ; seine Schüler die richtigsten Zusammensetzungen, besonders diejenigen, welche den sichersten und immer gleichen Erfolg haben, kennen lernen ; ihnen die Mittel zeigen, wodurch die Verfälschungen der chemischen Arzneyen entdeckt werden ; sie in der Kunst unterrichten, selbst neue Arzneyprodukte und Mineralwasser chemisch zu prüfen, und endlich

73 Le texte original indique par erreur qu'il s'agit du paragraphe 43.

auch ihnen die Grundsätze der Apothekerkunst erklären, ohne sich übrigens über die Arzneykräfte der Körper einzulassen, welche er hier nur kennen und zusammensezen lehren soll. Er soll auch bereit seyn, denjenigen, welche sich in dieser Kunst hervorthun wollen, mit Rath und Hülfe beyzustehen. – Die zu den nothwendigen Versuchen erforderlichen Unkosten trägt die Medicinalkasse.

§. 35.

Zu einem Gehülften und Vorweiser bey den chemischen Lectionen mag er sich einen geschikten Apotheker, oder einen geübten Apothekergesellen auswählen, der aus der Medicinalcasse bezahlt werden soll.

§. 36.

Die Apotheker des Orts sollen sich übrigens bereit finden, dem Professor die wichtigsten pharmaceutischen Präparate, zur Vorweisung in den Lectionen zukommen zu lassen.

§. 37.

Der Professor der Naturgeschichte soll sich in seinen Vorlesungen hauptsächlich auf die allgemeinen Grundsätze, und bey der Erklärung der Geschlechter und Gattungen der natürlichen Körper vorzüglich auf diejenigen einschränken, die in der Arzneykunst gebraucht werden. Besonders aber bey seinem Lehrvortrage über die Botanik wird er die Grundsätze dieser Wissenschaft wol entwickeln, eine genaue Zergliederung der Pflanzen vornehmen, seine Schüler mit den verschiedenen Methoden, ihrer Eintheilung, besonders aber mit der Linneischen, und der Art sie anzuwenden, bekannt machen. Er soll seinen Schülern so wol in seinen Vorlesungen, als bey dem Besuch des botanischen Gar-

tens, und bey den von Zeit zu Zeit anzustellenden botanischen Excursionen unbekannte Pflanzen vorweisen, und sie ihre Namen, nach der ihnen beygebrachten Methode, selbst in dem System aussuchen lassen. Die Bestimmung der Heilkräfte der natürlichen Körper aber soll er dem Lehrer der *Materia medica* überlassen, wol aber ihren Gebrauch in der Landwirthschaft und den Künsten kurz anzeigen.

§. 38.

Dem Lehrer der Pathologie wird empfohlen, diese Lehre, so weit es sich thun läßt, in Verbindung mit der Physiologie vorzutragen, so daß er nach einer kurzen physiologischen Erklärung der Verrichtungen des menschlichen Körpers die Abweichungen, welchen sie unterworfen sind, vorträgt. Auf diese Art werden diese Theile, die schwer und oft gar nicht trennbar sind, mit einander verbunden, die Schüler erhalten durch diese Verbindung, theils eine größere und baldigere Fertigkeit in Beurtheilung der Ursachen der Krankheiten, theils eine nöthige und nützliche Repetition der in einem vorigen Cursus allein ohne Bezug a[u]f die Pathologie angehörten Physiologie.

§. 39.

Da die Lehre von der Erhaltung der Gesundheit von der größten Wichtigkeit ist, so soll der Professor der Pathologie dieselbe ebenfalls geflissen vortragen, und die Gesundheitsregeln für den Menschen nach Verschiedenheit des Geschlechts, Alters, Standes, Erdstrichs, u. s. f. zu Stärkung seiner Gesundheit, Verlängerung der Lebens und Verhütung der Krankheiten, ebenfalls auf richtige physiologische Grundsätze gründen.

§. 40.

Und da die bürgerliche Arzneykunst nichts anders als die Anwendung der hygienischen Grundsätze auf die Bedürfnisse der Gesellschaft ist, und sich mit Gemeinmachung der Mittel zur Erhaltung der Gesundheit und zur Abwendung der Krankheiten, besonders für einzelne Stände der Gesellschaft, ferner mit den Polizey-Anstalten zur öffentlichen Gesundheitspflege beschäftigt, so wird auch dieser Theil am besten durch den Professor der Pathologie vorgetragen.

§. 41.

Der Professor der allgemeinen Therapie soll in seinem Unterricht diesen Theil der Arzneywissenschaft mit der Materia medica verbinden, da beyde diese Theile ohne Schaden für den Unterricht unmöglich von einander getrennt werden können. Er wird desnahen immer, wenn er eine Classe von Arzneymitteln und ihre Indication abgehandelt hat, die dahin gehörigen Arzneymittel einzeln durchgehen, ihre Wirkungen und die Vorzüge des einen vor dem anderen genau bestimmen, bey denjenigen aber am umständlichsten seyn, deren Kräfte vorzüglich und durch die Erfahrungen der berühmtesten Aerzten bewährt sind.

§. 42.

In besondern Vorlesungen wird er die Kunst, Recepte zu verschreiben, den Schülern vortrage.

§. 43.

Der Lehrer der Praxis wird bey seinem Unterricht alles dasjenige vollständig vortragen, was zur besondern Erkenntniß der Krankheiten, ih-

rer Ursachen, Schätzung ihrer Gefahr und ihrer Behandlung gehöret, seine Lehren durch eigene sowol als durch die Beobachtung der besten praktischen Aerzte erläutern, und überall diejenigen Schriftsteller anzeigen, welche die vorgetragene Materie am besten abgehandelt haben.

§. 44.

Die zweyte Pflicht des Professors der Praxis ist die Besorgung der klinischen Schule, deren Einrichtung folgende ist.

1. In dem Hospital der Stadt selbst, oder in der Nähe desselben, in einer gesunden vom Geräusche so viel als möglich entfernten Gegend, wird ein kleines Lazareth zu diesem Unterricht angelegt ; dieses bestehet aus fünf von einander abgesonderten Zimmern, deren das erste und zweyte für innerliche Kranke, (das eine für Mannspersonen, das andere für Weibspersonen) das dritte und vierte für äusserlich Kranke (das eine ebenfalls für Mannspersonen, das andere für Weibspersonen) bestimmt ist. Ein fünftes ist für Schwangere und Gebährende geordnet. Jedes Zimmer hat sechs einschläfige Better. Die Grösse der Zimmer soll im Verhältniß mit dieser Anzahl der Better, und einer mäßigen Menge von Schülern seyn, die sich daselbst versammeln. Ausser diesen ist noch ein Zimmer, wo der Lehrer seinen Schülern den Unterricht erteilt, und in welchem die pathologischen Präparate aufbewahret werden. (Die Leichenzimmer sind bey dem anatomischen Theater, woselbst auch die Leichen geöffnet werden.) Zu der innern zweckmäßigen, übrigens aber keineswegs kostspieligen Einrichtung dieses kleinen Hospitals wird von dem Professor der Praxis ein Plan dem Collegium medicum mitgetheilt, und dieser an den Minister des Innern zur Genehmigung des Directoriums übersendet.

2. Es ist dem Gutdünken des Professors der Praxis überlassen, welche Kranken er für seine Zuhörer am nützlichsten hält, und er kann a[u]s dem grossen Hospitale Kranke nach seinem Gefallen wählen. Indessen muß doch die Wahl nach einer gewissen Ordnung geschehen, indem von den leichten Krankheiten zu den schwereren übergegangen, und das System der praktischen Vorlesungen vorzüglich mit befolget wird. Der Professor ist desnahen befugt, selbst von Zeit zu Zeit sich im Hospital umzusehen, um Kranke auszusuchen, die ihm für seine Absicht die zweckmäßigsten schie- nen, und der Arzt des grossen Hospitals ist verbunden, Ihme ge- treue und schleunige Nachricht von dem, was er bereits vom Zu- stande der Kranken erfahren hat, und welche Kurart er bis jetzt angewandt habe, zugeben.
3. Nachdem ein Kranker in die Klinik aufgenommen worden, so wird sein Name, Alter, Vaterland, seine Krankheit, der Tag, wo er in die Klinik aufgenommen worden, in ein besonderes Buch eingetragen. Ausserdem hat jeder Kranke noch seine besondere Tafel, welche immer am Bette a[u]fgestellt ist, auf welche, ausser den bereits genannten Gegenständen, die vorzüglichsten Zufälle der Krankheit, die angewandten Mittel, die verordnete Diät täg- lich aufgezeichnet wird.
4. Kranke, die in einer bestimmte Zeiz für unheilbar erklärt werden, sind aus der Klinik zuentlassen, damit sie nicht zu lange Zeit ein Bette einnehmen, welches viel nützlicher mit andern, für die Schüler lehrreichern Kranken besetzt werden könnte.
5. Keinem Schüler wird der Zutritt zur Klinik verstattet, der nicht als Schüler dieses Cursus aufgenommen ist, nach den unten fest- zusehenden Regeln.
6. Der Professor wird sich sorgfältig bemühen, daß seine Schüler bey dem Besuche dieser Anstalt sich der genauesten Sittsamkeit,

Ehrbarkeit und Verschwiegenheit befeissen, und keinerlei Zerstreung oder Geräusch gestatten, wodurch die wißbegierigen gestört und gehindert, die Kranken selbst beunruhigt werden könnten, und vorzüglich aufmerksam seyn, daß jeder Schüler seine Pflicht gegen die ihm anvertrauten Kranken auf das genaueste erfülle. Sollte jemand sich gegen diese Vorschrift vergehen, so ist er unmittelbar des Vortheils, den klinischen Unterricht ferner zu geniessen, verlustig.

7. Bey seinen medicinischen und diätischen Vorschriften wird Er sich einer zweckmäßigen Simplizität und Sparsamkeit befeißigen, so daß zwar auf der einen Seiten die Kranken nichts ermangeln dürfen, waszu ihrer Hülfe nöthig ist, von der andern Seite aber unzweckmäßige und überflüssige Unkosten ausgewichen werden.
8. Die Unkosten dieser Anstalt trägt der Staat. Eine unter ihre gehörigen Rubriquen geordnete Rechnung über die besondern Ausgaben für dieselbe wird von dem Verwalter des Spitals alljährlich aufgesetzt, von dem Professor censirt und dem Collegium medicum vorgelegt, welches solche durch den Minister des Innern an das Direktorium zur Ratification übersenden wird.
9. Eine kurze tabellarische Nachricht über die je wahren Jahresfrist in dieser Anstalt verpflegten Kranken wird der Professor alljährlich dem Collegium zur Mittheilung an den Minister des Innern vorlegen.
10. Was den klinischen Unterricht selbst betrifft, so wird derselbe in den ersten Wochen des Cursus vorzüglich dahin abzweken, die Art und Weise deutlich zu zeigen, wie die Kranken zu befragen sind, wie der Ursprung ihrer Leiden gehörig, mittelst der sinnlichen Empfindungen, erforscht werden könne, und wie jeder Zufall der Krankheit aufs schärfste zu beobachten sey. Der Lehrer wird seinen Zuhöreren die Ordnung zeigen, in welcher die Fra-

gen auf einander folgen, um die Verwirrung zu vermeiden, die aus unordentlichen und unzwekmäßigen Fragen entstehen würde. Anfänglich befragt er seine Kranken allein, und nachdem er den ganzen Verlauf der Krankheit vom Patienten erfahren hat, so trägt er das vollständige Resultat der ganzen Erzählung des Kranken vor, und giebt eine vollständige und kurze Geschichte von allen Umständen, welche der Kranke berichtet hatte, macht über diese Krankengeschichte seine praktischen Bemerkungen, und nimmt zugleich Gelegenheit, andere ähnliche Fälle, die ihm aus seiner eigenen Praxis einfallen sollten, oder Beobachtungen anderer glaubwürdiger Schriftsteller von ähnlichen Fällen mit anzuführen, macht darauf seine Diagnosis und bringt die Krankheit nach einen nosologischen System, welches er für das bester hält, unter eine Klasse und Geschlecht – geht alsdann zur Prognosis über, macht seine Schüler auf den Weg aufmerksam, welchen die Natur entweder bereits gewählt hat, oder zu gehen versucht, um sich von der Krankheit zu befreien ; auf die Zufälle, welche die kritischen Ausleerungen ankündigen, oder selbige begleiten, auf die Art und Weise, wie die Krankheit, nach Anleitung der Anzeigen, sich kritisch endigen werde. Zieht endlich aus allen diesen jene praktischen Folgen, welche der Grund sämtlicher Heilanzeigen der erforschten Krankheit ausmachen, und zieht die Mittel in Erwägung, welche die Kunst darbietet, um jene Heilanzeigen zu erfüllen.

11. Wenn der Lehrer auf diese Art durch mehrere Beyspiele bewiesen hat, wie der gute Praktiker am Krankenbette zu verfahren habe, so überläßt er nun den geübtern unter seinen Schülern, sich selbst in Erforschung der Kranken, in der Fertigkeit die Krankheit richtig zu erkennen, ihre Ausgänge gehörig vorzusehen, und die Heilanzeigen genau zu bestimmen, die erforderlichen diätetischen und phramaceutischen Mittel vorzuschlagen und solche in eine dem

Lehrer beliebige Formel oder Recept zu bringen, zu üben, wobey der Lehrer, wo es nöthig ist, dem Schüler nachhilft, die nöthigen Fragen hinzusetzt, die in der entworfenen Heilart gemachten Fehler verbessert, ergänzt, und ihn auf dem Wege einer genauen Untersuchung und scharfen Beurtheilung leitet.

12. Der Lehrer wird bey diesem Unterricht trachten, die Better in der Klinik, so wie andere Obliegenheiten gehörig unter seine praktischen Schüler zuvertheilen, damit am Ende des Cursus ein jeder sich in der Kur der Krankheiten zu üben Gelegenheit gehabt habe.
13. Gedachtem Endzweck dieser Anstalt zufolge sollen :
 - a. Vor Eröffnung der Schule, bey Anfang jedes Cursus, jede Schüler, welche dieselbe besuchen wollen, sich bey dem Professor melden, und wenn sie sich durch gehörige Zeugnisse legitimirt haben, daß sie diejenigen theoretischen Wissenschaften, welche dem praktischen Studium vorausgehen müssen, besitzen, ihre Namen in das Verzeichniß der Practicanten einschreiben, worauf sie einen Admißionsschein bekommen, ohne welchen niemand in die klinische Schule eingelassen wird. Die pathologischen Schüler, welche die Klinik mit besuchen willen, werden in eine besondere Classe eingeschrieben, und bekommen einen Schein als blosser Zuschauer.
 - b. Jeder Kranke wird zwey Schülern anvertraut, der eine ist sein besorgender Arzt, der andere dessen Gehülfe, der die Stelle des ersten versieht, wenn jener wegen besondern Ursachen zur Zeit des Besuchs abwesend wäre.
 - c. Der Schüler, welchem der Kranke aufgetragen ist, befraget alsdann den Kranken mit Anständigkeit und Freundlichkeit, und ohne allzugrosse Weitschweifigkeit, doch so, daß er alle Aufmerksamkeit anwendet, damit ihm auch nicht ein Um-

stand der Krankheit entgehe, nimmt die gante Krankheitsgeschichte auf, und trägt sie in ein Journal ein, fügt derselben den Gesichtspunkt bey, aus welchem der Professor die Krankheit bey dem ersten Examen betrachtete, seine Diagnosis, Prognosis stellte, und die Mittel, welche sogleich verordnet worden sind.

- d. Den folgenden Tag ließt der Schüler, in Gegenwart des Professors und der übrigen Zuhörer, die Geschichte der Krankheit, wie solche nach dem erstem Examen sich ergiebt, deutlich ab, sodann erkundiget er sich bey der Kranker selbst oder bey seinem Wärter nach allen Veränderungen, die seit dem vorigen Tag vorgefallen, fällt aufs neue sein Urtheil über den jezigen Zustand der Krankheit, und verordnet mit Bewilligung des Lehrers entweder neue Arzneymittel, oder die Fortsetzung der nemlichen. Alle diese Punkte trägt er, nebst den vorzüglichen Bemerkungen des Lehrers, in sein Tagebuch ein, welches er auf diese Weise täglich fortsetzt, bis zur Beendigung der Krankheit.
- e. Auf der Tabelle, die am Krankenbette aufgehangen verbleibt, werden von dem Schüler täglich, ganz kurz, die wesentlichen Symptome, die innerlich und äusserlich angewendeten Mittel, die verordnete Diät bemerkt, so daß die Umstehenden sich die erheblichsten Erscheinungen ins Gedächtniß zurükrufen, und den ganzen Verlauf der Krankheit, wovon sie selbst Zeugen gewesen sind, im Augenblick übersehen können. Nach geendigter Krankheit wird auf eben diese Tabelle der Ausgang derselben ganz kurz angegeben ; und alle diese Tabellen in einem besondern Fache aufbewahret, und bis zu Ende der Cursus gesammelt.

- f. Die vollständige Krankengeschichte muß der Schüler acht Tage, nachdem die Geschichte beschlossen worden, leserlich abgeschrieben, dem Professor übergeben.
- g. Der Besuch geschieht gewöhnlich nur einmal des Tages, da in den meisten Krankheiten mehrere überflüssig sind, und die Vervielfältigung der Besuchen dem Kranken lästig ist. In gefährlichen Fällen wird der Professor selbst bestimmen, ob der Kranke mehrere Male soll besucht werden, und in höchst wichtigen Fällen wird der Professor selbst nebst den übrigen Schülern die Besuche wiederholen. Sollten plötzliche Vorfälle sich ereignen, so sind die Abwarten verpflichtet, solches schleunigst dem Professor und dem Practikanten anzuzeigen.
- h. Das Ablesen der täglichen Krankengeschichte, und das über die Krankheit von dem Professor oder dem Practikant gefällte Urtheil, geschiehet nicht vor dem Krankenbette selbst, sondern in dem für den Unterricht bestimmten Zimmer, damit schüchterne oder furchtsame Patienten dadurch nicht beunruhiget werden.
- i. Ist ein Patient gestorben, so soll allemal der Leichnam geöffnet werden. Vor der Sektion verliest der Practikant, der die Krankengeschichte des Verstorbenen aufgesetzt hat, selbige in Gegenwart des Professors und der übrigen Schüler. Der Professor verrichtet mit Hülfe des anatomischen Prosectors die Sektion ; der junge Arzt, welcher die Krankengeschichte verlesen hat, bemerkt alle Resultate derselben. Beym Beschlusse der Sektion, so wie bey jedem andern Beschlusse einer Krankheit, hält der Professor einen kurzen und gedrängten Discours übers den praktischen Fall, und bemühet sich, aus seinen Beobachtungen alle die Schlußfolgen zu ziehen, welche seine Schüler auf irgend eine Art belehren können.

Der Sektionsbefund, samt jenen Bemerku[n]gen der Lehrers wird von dem Schüler seinem Tagebuch angehängt⁷⁴.

- k. Sämtliche Krankengeschichten, die in der Klinik sind aufgezeichnet worden, sammelt der Lehrer. Zu Ende jedes Curusus werden alle Geschichten zusammen in ein Buch gebunden und aufbewahret. Der Professor wird eine Auswahl von Beobachtungen, die öffentlich bekannt gemacht zu werden verdienen, von Zeit zu Zeit herausgeben, um den Nutzen der klinischen Schule auf alle Aerzte der ganzen Republik auszu dehnen.
- l. Kranke Theile, die durch die Sektion vorgefunden worden, und die durch ihre fehlerhafte Beschaffenheit unterrichtend sind, werden präparirt aufbewahret und im pathologischen Kabinette aufgestellt. Alle Spitäler der Republik, so wie auch die Physiker, sind verbunden, dergleichen merkwürdige pathologische Präparate bey den ihnen vorkommenden Sektionen zu verfertigen, und solche mit ihren deutlichen Beschreibungen einzusenden, um diese pathologische Sammlung zu bereichern.

§. 45.

Der Professor der Wundarzneykunst soll sowohl die Theorie als die Praxis dieser Wissenschaft alljährlich vollständig vortragen. In den Vorlesungen über die Manualchirurgie soll er nicht nur alle Operationen, sondern auch alle verschiedenen Arten, auf welche sie können angestellt werden, erklären, und an Cadavern, die ihm zu diesem Endzweck auf dem anatomischen Theater zu überlassen sind, vorwerfen, und anzeigen, unter welchen Umständen die eine oder andere soll vorgezogen,

74 La lettre j n'est pas utilisée dans le texte original.

und welche hingegen ganz und gar sollen verworfen werden. In einem besondern Collegium soll er die Kunst, Bandagen anzulegen, vorweisen.

§. 46.

Seine zweyte Pflicht ist, die Besorgung der klinischen chirurgischen Schule, deren Endzweck und Einrichtung eben dieselbe ist, wie die in §. 44. Beschriebene Einrichtung der klinischen medicinischen Schule. Er sowohl als seine Schüler haben die gleichen Pflichten zu beobachten, wie der Professor der Praxis und die Practicanten in jener Schule. Jedem geübten Schüler wird die äussere Behandlung eines chirurgischen Kranken anvertraut, über dessen Krankheit er sein Tagebuch führet. Nur den geübtesten indessen wird die Verrichtung einer wichtigen Operation unter Anleitung und Aufsicht des Lehrers gestattet.

§. 47.

Der Lehrer der Entbindungskunst soll alljährlich vollständig den theoretischen und praktischen Theil dieser Wissenschaft abhandeln, alle und jede Manual- auch die wichtigsten Instrumentaloperationen an dem Phantome vorweisen, und in diesen Operationen seine Schüler fleißig üben. In dem Spital der Klinik ist ein Zimmer für Schwangere und Gebärende bestimmt, bey welchen dieser Lehrer seine Schüler über die Zeichen der Schwangerschaft, der herannahenden Geburt, über die natürlichen und widernatürlichen Geburten, und die bey diesen leztern anzuwendenden Hülfsmittel unterrichten, und bey vorkommenden Fällen die nothwendigen Manual- und Instrumentaloperationen entweder selbst machen, oder unter seiner sorgfältigen Leitung durch die geschicktesten seiner Schüler verrichten lassen wird.

§. 47.⁷⁵

Zum Behuf dieser beyden leztern Studien soll nach und nach ein Instrumenten- und Bandagen-Cabinet angelegt, und die Kosten dazu aus der Medicinalkasse bestritten werden.

§. 48.

Da bey der Prüfung der Aerzte und physiker vorzüglich auf ihre Geschiklichkeit in Kenntniß und Beurtheilung der Gifte[n], schlechter oder verfälschter Arzneywaaren, ferner in Stellung deutlicher und zuverlässiger Visorum repertorum Acht geschlagen werden solle ; da überhaupt der Einfluß der gerichtlichen Arzneygelahrtheit auf eine ächte Gesezgebung und Regierung unbezweifelt ist, so soll dieser Theil der Arzneywissenschaft von dem Lehrer der Anatomie geflissentlich und alljährlich vollständig gelehrt, und besonders an Cadavern Anlaas zu Uebung in Obduktionsscheinen gegeben werden.

§. 49.

Da es einem jeden Gelehrten eine Schande ist, die Geschichte des Wissenschaft, welche er treibt, nicht zu kennen, so soll auch die Geschichte der Medicin in besondern Stunden von einem Professor gelehrt werden ; dessen Pflicht es ist, in seinen Vorlesungen die ersten Anfänge der Kunst, ihre Aufnahme von Periode zu Periode richtig zu bezeichnen, die Epochen genau zu bestimmen, die wichtigsten Entdekungen der berühmtesten Aerzte, die Hauptzüge ihres Charakters, die wichtigsten Begebenheiten ihres Lebens und ihre Schriften richtig und lehrreich vorzutragen.

⁷⁵ *Sic.* Deux paragraphes avec la même numérotation (§. 47.) se suivent dans le texte original.

§. 50.

Ein geschikter Arzt oder Wundarzt, welcher sich hinlängliche theoretische und praktische Kenntnisse in der Vieharzneykunst erworben hat, soll zu einem öffentlichen Lehrer der Vieharzneykunst angestellt werden ; um in dieser für den Staat so wichtigen Wissenschaft nicht nur denjenigen Jünglingen, die sich der Vieharzneykunst ausschließlich widmen wollen, einen vollständigen Unterricht zu ertheilen, sondern auch denjenigen Schülern der Arzneywissenschaft, welche sich zu künftigen Physikern bilden wollen, so viel Kenntnisse über die Gesundheit und Krankheiten des Viehs beyzubringen, als Ihnen nöthig ist, um sich in den Stand zu sezen, seiner Zeit in den ihrer Obsorge anvertrauten Distrikten die daselbst etwa herrschenden Viehkrankheiten zu beobachten, dienliche Vorschläge zu ihrer Vorbeugung und Heilung zu ertheilen, und zwekmäßige Berichte über dieselben dem Collegium medicum mitzutheilen.

§. 51.

Zu Beförderung dieses Endzweks soll an dem Ort, wo das Collegium medicum und die medicinisch-chirurgische Schule sich befindet, ausser der Stadt an einem dazu schicklichen Orte, ein geräumiger anatomischer Hör- und Präparir-Saal errichtet werden, in welchen leztern aus den benachbarten Distrikten todtes Vieh, namentlich Pferde, Hornvieh, Schaaf, Schweine und Hunde zur Zergliederung gebracht werden sollen.

§. 52.

In der Nähe dieses Gebäudes soll ein grosser Stall errichtet werden, zur Aufnahme und Verpflegung einer kleinen, jedoch zum Unterricht hinlänglichen Anzahl kranker Viehes.

§. 53.

Den botanischen Garten, das chemische Laboratorium, das Naturalien- und phramaceutische Cabinet hat die Schule mit der medicinisch-chirurgischen Schule gemein. Hingegen soll aus der Medicinal-Casse der nöthige Vorrath von chirurgischen Instrumenten und Maschinen angeschafft werden. In dem Zergliederungs-Saal soll eine Sammlung anatomischer und pathologischer Präparaten angelegt, und die dazu erforderlichen Unkosten aus der Medicinalcasse bestritten werden.

§. 54.

Die Botanik, Chemie, Materia medica und Pharmacie wird von den für diese Fächer bestimmten Lehrern der medicinisch-chirurgischen Schule in eigens für die Schüler der Veterinarschule bestimmten Stunden gelehrt.

§. 55.

Der Professor des Vieharzneykunst ertheilt seinen Schülern 1.) den theoretischen Unterricht in der Anatomie, Physiologie, der Hygiene, Pathologie, Materia medica und allgemeinen Therapie. 2.) Den praktischen Unterricht ertheilt er theils in dem Hörsaale, theils in dem Krankenstall. Die meisten der oben für die Lehrer dieser Theile der Arzney- und Wundarzneykunst angegebenen Regeln der Lehrmethode wird der

Lehrer der Vieharzneykunst auch auf seinen Unterricht anwenden können.

§. 56.

Die Anzahl der Stunden der Vorlesungen, zu welchen sich jeder Lehrer verpflichtet, ist folgende.

1.	Der Lehrer der Naturgeschichte liest wöchentlich	5 Stunden
	————— Chemie und Pharmacie	5 ———
2.	————— Anatomie.	5 ———
	————— Anleitung zum Zergliedern.	5 ———
	————— gerichtlichen Arzneywissenschaft.	2 ———
3.	————— Physiologie.	5 ———
	————— Pathologie.	5 ———
4.	————— Hygiene und bürgerlichen Arzneykunst.	3 ———
	————— Materia medica und allgemeinen Therapie	5 ———
	————— Geschichte der Arzneykunst	
	und medicinischen Litteratur.	2 ———

5.	_____	medizinischen Praxis.	6	_____
	_____	Klinik.	6	_____
6.	_____	Wundarzneykunst.	6	_____
	_____	chirurgischen Klinik.	6	_____
6.	_____	Der Lehrer der Entbindungskunst. ⁷⁶	4	Stunden
	_____	Klinik der Schwangern und Gebärenden.	2	–
7.	_____	theoretischen Vieharzneykunst.	5	_____
	_____	praktischen Vieharzneyschule.	5	_____

§. 57.

Jeder Lehrer erhält ein fixes Gehalt aus der Medicinalcasse. Um aber die Staatscasse so viel als möglich zu schonen, theils auch den Eifer der Lehrer immer angerfrischt zu erhalten, soll dieser fixe Gehalt mäßig seyn, hingegen ihnen von den Zuhöreren die Vorlesungen nach einer zu errichtenden mit der Anzahl der Stunden und des übrigen Zeit- und Kostenaufwands in Verhältniß stehenden Taxe bezahlt werden. Wobey übrigens von der gemeinnützigen Denckungsart der Lehrer zu erwarten ist, daß sie denjenigen Schülern, deren Dürftigkeit eben so erwiesen, als ihre Fähigkeiten und Fleiß ausgezeichnet sind, das zu entrichtende Honorarium zu vermindern, oder gänzlich nachzulassen, geneigt seyn werden.

⁷⁶ Sic. Dans la numérotation du texte original, deux chiffres 6 se suivent.

§. 58.

Jeder, welcher die Vorlesungen der medicinisch-chirurgischen Schule besuchen will, soll sich zuerst bey dem Präsidenten melden, das Attestat seiner Fähigkeiten von dem Sanitätsamt seins Cantons ihm verweisen, und sich in das in den Händen des Präsidenten liegende Matrikularbuch einschreiben. Für den zu empfangenden Matrikulschein bezahlt ein Einheimischer 1 Neuenthaler, ein Ausländer 2 Neuethaler, in die Medicinalcasse.

§. 59.

Der Präsident soll alljährlich, in der Vakanz zwischen zweyen Cursen, in einem öffentlichen Programm die Vorlesungen samtllicher Lehrer für das folgende Jahr anzeigen. Zu gleicher Zeit soll er einen genauen Bericht über den Fortgang dieser Unterrichtsanstalt, nebst einem Verzeichniß der bey derselben studirenden Jünglinge, dem Minister der Wissenschaften zu Handen des Direktoriums einsenden, und solchem die gutächtlichen Wünsche und Vorschläge des Collegiums zur Vervollkommnung derselben beyfügen.

Drittes Kapitel.**Vorschriften für die Mitglieder des Collegiums, als Curatoren der
Medizinalanstalten, und Inspektoren auf die medizinische
Polizey.**

§. 60.

Alle und jede Mitglieder des Collegiums verpflichten sich bey ihrem Eid, alle ihre Kenntnisse und Erfahrungen anzuwenden, um die öffentlichen

und allgemeinen Ursachen aufzusuchen, welche einer gefunden Bevölkerung, dem Gesundheitswohl und der Lebenssicherheit entgegenstehen, und zu der Hebung dieser Ursachen, auch unaufgefordert, dem Direktorium durch den Minister des Innern zweckmäßige Vorschläge zu thun, Anstalten zu empfehlen, oder Verfügungen anzurathen. Das Collegium wird deßnachen

1. Von den Sanitätsämtern der Cantonen der Republik genaue Nachrichten über alle Umstände, welche je in den verschiedenen Cantonen der öffentlichen Lebenssicherheit, oder dem allgemeinen Gesundheitswohl schädlich seyn, wenigstens einen nachtheiligen Einfluß darauf haben sollten, wie z. B. Nahrungsmittel, Luft, Wohnungen, Sitten, Gewohnheiten, einziehen, seine Bemerkungen darüber dem Minister des Innern zu Handen des Direktoriums mittheilen, und demselben zugleich sein Gutachten wie diesen Schädlichkeiten am sichersten abzuhelpfen seye, beyfügen.
2. Wird es die Ursachen der in den oder diesen Gegenden der Republik vorzüglich gewöhnlichen Krankheiten aufsuchen, dagegen die schicklichsten Verwahrungs- und Abstellungsmittel ausfindig machen, und darüber ein Gutachten dem Minister des Innern zustellen.
3. Bey eintretenden Epidemien und Epizootien, die durch die Sanitätsämter ihnen zur Nachricht gelangt sind, sollen die Mitglieder des Collegiums ihre medizinischen Kenntnisse anwenden, um die Ursachen und die Natur dieser Epidemien auszuforschen, die besten und schnellsten Mittel nicht allein zur Wegräumung der Ursachen, sondern auch zur Hemmung des weitern Fortgangs der Krankheit, und das sicherste Heilverfahren dagegen auszumitteln, und ihr Gutachten dem Minister des Innern deutlich und zeitig angeben.

4. Alle möglichen Verfügungen treffen, daß so wohl der arme Landbürger als die Einwohner in Städten mit Aerzten und Arzneyen, besonders in herrschenden Epidemien, unentgeltlich versehen werden, ohne durch unnöthige Ausgaben die dazu bestimmten Quellen zu erschöpfen.
5. Sie sollen darauf wachen, daß die in der Instruction für die Cantons-Sanitätsämter und Physiker enthaltenen Bevölkerungs-Kranken- und Mortalitätstabellen zu den bestimmten Zeiten an das Collegium eingesandt werden, um die daraus fließenden Resultate ausziehen, und dem Minister des Innern alljährlich mittheilen zu können.
6. Und um nach Möglichkeit den Schaden zu vermindern, welchen Akerbau, Handel, Gewerbe, und selbst die Gesundheit der Menschen, sowohl von herrschenden Seuchen, als auch von einzelnen vorkommenden Krankheiten unter den Hausthieren leiden können, soll das Collegium dafür sorgen, daß theils der Landmann zweckmäßige Anleitung über die diätetische Behandlung seines Viehs erhalte, theils bey wirklich ausbrechenden Viehseuchen die nöthige Belehrung an den Landmann, zu Behandlung seines gesunden und kranken Viehes ertheilet, zweckmäßige Polizeyanstalten getroffen, und dergleichen Gegenden mit geschickten und erfahrenen Viehärzten versehen werden.
7. Sie solle sich bemühen, unter dem Volke eine zweckmäßige medizinische Aufklärung zu verbreiten ; jede Gelegenheit nutzen, schädliche medizinische Vorurtheile, Aberglauben und Gewohnheiten, zu erklären, zu widerlegen und ihre Schädlichkeit zu beweisen.
8. In allen in die medizinische Polizey und das Medizinalwesen einschlagenden Fällen, sollen sie auf Verlangen der constituirten Gewalten ihr Gutachten eingeben, und die Aufträge, welche ihnen

die Regierung zur Ausführung, Aufrechthaltung und Untersuchung, der in das Fach des Medizinalwesens gehörigen Einrichtungen und Verordnungen ertheilen möchte, willig übernehmen, gehörig vollziehen, und demnächst, wie es geschehen, mit beygefügtem Gutachten an den Minister des Innern einberichten.

9. Das Collegium soll von den, bey den verschiedenen Medizinal-Anstalten der Republik, Kranken- Waisen- Zucht- und Arbeits-häusern u. s. f. angestellten Aerzten, Wundärzten und Beamten durch die Cantons-Sanitätsämter einen jährlichen vollständigen Bericht über den Zustand derselben einziehen, und über die allfällig nothwendigen Verbesserungen sein Gutachten dem Minister des Innern übersenden.

10. Das Collegium hat die Oberinspektion über die Feldlazarethsanstalten, und soll dafür sorgen, daß die Feldlazarethe auf den bestmöglichen Fuß eingerichtet, und nicht nur dahin gesehen werde, daß geprüfte, rechtschaffene und tüchtige Männer dabey angestellt, diese zu ihrer Pflicht gehörig angehalten werden, sondern daß auch vorzüglich in Absicht der ökonomischen Einrichtung die möglichst beste Ordnung und Aufsicht eingeführt, und allen Mißbräuchen und Unordnungen aufs kräftigste vorgebeugt werde. Es wird beständig ein Verzeichniß von dergleichen Aerzten und Wundärzten in Bereitschaft halten, welche nach seiner Ueberzeugung sich zu den Stellen der Oberfeldärzten, Oberfeldwundärzten, Oberfeldapothekern, Feldärzten, Oberwundärzten, Unterwundärzten, Feldapothekern und Unterapothekern sich qualifiziren, um solches auf Verlangen des Kriegsministers dem Direktorium einhändigen zu können. Alle Aufträge, das Militair-Sanitätswesen betreffend, die es von dem Kriegsminister erhält, wird es geflissentlich befolgen.

11. Das Collegium wird, wenn ihm von Justizbehörden in Criminal- oder anderen gerichtlich medizinischen Fällen Fragen vorgelegt, und Gutachten abgefordert werden sollten, solche mit der äussersten Genauigkeit und Gewissenhaftigkeit beantworten.
12. Vorzüglich wird das Collegium dafür Sorge tragen, daß die Republik mit geschickten und rechtschaffenen Aerzten, Wundärzten, Apothekern, Geburtshelfern, Hebammen und Viehärzten hinlänglich versehen werde. Ihme steht die Prüfung aller neuanzustellenden Aerzte, Wundärzte, Physiker, Apotheker, Geburtshelfer, Viehärzte ganz allein und ausschließlich zu, und es wird dabey auf das strengste und gewissenhaft nach den unten vorgeschriebenen Regeln verfahren.
13. Das Collegium wird fleißige und sorgsame Obacht haben, daß alle Einrichtungen, die in dieser Medizinalordnung werden festgesetzt werden, betreffend die Pflichten der Sanitätsämter und Physiker, die Ausübung der Arzney- Wundarzney- Apotheker Vieharzneykunst gehörig befolgt werden, und von den Entgegenhandlungen dem Minister des Innern Anzeige thun.
14. Das Collegium soll die Naturprodukte des Landes, in so fern sie entweder zum allgemeinen Vortheil, oder zum besondern Nutzen im Medizinalfache angewendet werden können, untersuchen, und die unter ihm stehenden Sanitätsämter und Physiker zu dergleichen genauern Untersuchungen einladen, und die hierüber entweder selbst angestellten oder eingezogenen Beobachtungen dem Minister des Innern mittheilen.
15. Und da besonders in unsrer Republik eine Menge kräftiger, mineralischer Wasser gefunden wird, welche zu heilsamen Gesundbrunnen und Bädern angewendet werden können, so liegt es dem Collegium ob, ihren Gehalt und Eigenschaften, besonders solcher, welche bisher noch nicht untersucht worden sind, durch sachkun-

dige Naturforscher und Aerzte prüfen zu lassen, und dafür zu sorgen, daß dergleichen kräftige Gesundbrunnen und Bäder mit guten Reglementen, besonders aber mit geschickten Brunnenärzten versehen werden, als worüber das Collegium seinen Befund und Gutachten an den Minister des Innern übersenden wird.

16. Um die Obliegenheit der Oberaufsicht und der Handhabung der gegenwärtigen und künftigen Medizinalordnungen, mit gehöriger Autorität ausführen zu können, so ist dem Collegium die bestimmende und mitwirkende innere Gewalt nachgelassen, so daß es in einzelnen Fällen, wo diesen Verordnungen zuwider gehandelt ist, sich erkundigen, und eine rechtliche Entscheidung wider die Fehlbaren festsetzen kann. Es darf sich indessen nicht in Dinge, ausserhalb der vorgeschriebenen Ordnungen mischen, noch auch in diejenigen Punkte, welche eine rechtliche Entscheidung, und Streitigkeiten zwischen zwey Partheyen betreffen, also seine eigene Gewalt nicht weiter als auf die Vollziehung und innere aussergerichtliche Aufsicht ausdehnen.

Bey vorkommenden gerichtlichen Fällen, es sey wegen Darlehen und Bezahlungen, oder wegen Schadenersatzes von schlechten Kuren und schwerer Vernachlässigung, oder bey jedem andern Gegenstande, der medizinische Kenntnisse erfordert, gehören die diesfälligen Liquidationen und Gutachten für das Collegium, den Cantonsobrigkeiten aber verbleibt der Ausspruch und Vollstreckung der Sentenz anheim gestellt.

Uebrigens hat das Collegium bey den Verwaltungskammern, Cantonsobrigkeiten, Munizipalitäten, es so einzuleiten, daß es von ihnen in allen zu seiner Ausführung gehörigen Fällen, den nöthigen Beystand, und selbst richterliche Hülfe erlangen kann, wenn irgend den vorkommenden Absichten nach, gerichtliche Untersuchungen auf dem gewöhnlichen Rechtswege anzustellen seyn dürften.

17. Alle Geldbussen, für Vergehungen gegen diese Medizinalordnung, so wie solche in folgenden Artikeln bestimmt werden sollen, hat es für die Medizinalkasse einzuziehen.
18. So bald das Collegium organisirt seyn wird, soll es nach seiner ersten Sizung durch eine Publikation alle wirklich in der Republik vorhandenen Aerzte, Wundärzte, Apotheker, Hebammen, Viehärzte, Chirurgen- und Apothekergesellen und Lehrjungen auffordern, ihre in Händen habenden Privilegien, Patente, Lehrbriefe, und Attestate, sowohl in Originali als in Abschrift, an die Sanitätsämter ihrer Cantonen, innerhalb sechs Wochen nach der Publikation, einzuliefern, welche solche, wenn sie die Abschriften den Originalien gleichlautend befunden haben, die letztern an die Eigenthümer zurückgeben, die erstern aber vidimirt, nebst einem tabellarischen Verzeichniß aller dieser Medizinalpersonen, ihres Alters, Herkunft, Aufenthalts, Conduite, an das Collegium einsenden sollen. Diese Tabellen sollen alljährlich von jedem Sanitätsamt ergänzt, und dem Collegium eingeschickt werden.
19. Sollte sich aus diesem tabellarischen Verzeichniß ergeben, daß mehrere Medizinalpersonen in der Republik vorhanden wären, die keine Lehrbriefe, Patente, Diplome von einer Universität oder einem hieländischen ehemaligen Sanitätsrath, oder medizinisch-chirurgischen Collegium vorweisen könnten, oder daß einige Attestate in Betreff der Kenntnisse, des Fleisses und Conduite zweydeutig lauteten, so sollen dergleichen Subjekte vor das Collegium vorgeladen, geprüft, und je nachdem das Examen ausgefallen, ihnen die fernere Ausübung erlaubt oder unterfragt werden.
20. Damit die in dieser Medizinalordnung enthaltenen Veranstaltungen für das öffentliche Gesundheitswohl richtig befolgt werden, soll der Präsident alljährlich in einem Theil der Republik eine Generalvisitation vornehmen, so daß eine solche Visitation in ei-

nem Zeitraum von sechs Jahren durch alle Cantone der Republik vollendet seye. Bey derselben wird er auf alle Gegenstände der medizinischen Polizey und öffentlichen Gesundheitspflege seine Aufmerksamkeit richten, alle öffentlichen Medizinalanstalten jedes Cantons, besonders die Hospitäler und Apotheken, untersuchen ; und nach seiner Zurückkunft einen schriftlichen Bericht über diese Visitation dem Collegium vorlegen, welches solchen dem Minister des Innern mittheilen wird. Die Reiseunkosten werden ihm aus der Medizinalkasse bezahlt.

Zweyter Artikel.

Von den Sanitätsämtern der einzelnen Cantonen.

§. 61.

In Erwägung, daß bey dem ausgedehnten Umfange der Republik das Collegium medicum auf die Menge der unterschiedenlich vorgehenden Mißbräuche, und auf Handhabung der Medizinalordnung und Polizey die erforderliche Aufmerksamkeit nicht erstrecken kann, sind demselben in jedem Canton der Republik besondere Sanitätsämter untergeordnet.

§. 62.

Ein solches Sanitätsamt ist in jedem Hauptort jeden Cantons errichtet, und bestehet aus drey Aerzten, oder Medico-Chirurgen. Sollten an dem Hauptort ein von dem Collegium legitimirter Vieharzt angestellt seyn, so hat auch dieser bey dem Sanitätsamt Siz und Stimme.

§. 63.

Auch selbst in demjenigen Canton, wo das Collegium medicum sich befindet, soll demselben ein Cantons-Sanitätsamt untergeordnet seyn.

§. 64.

Die Ernennung der Mitglieder dieses Sanitätsamts geschieht durch die Verwaltungskammer des Cantons, aus einem von dem Collegium medicum eingegebenen Vorschlag. Diesem Vorschlag können auch Distrikts-Physiker, oder bey Spitalern, Armen- Zucht- und Waisenanstalten bereits angestellte Aerzte und Medico-Chirurgen einverleibet werden.

§. 65.

Die Mitglieder erwählen aus ihrem Mittel durch das geheime Scrutinium einen Präsidenten, welcher die Versammlungen eröffnet, und die Geschäfte leitet : einen Quästor, welcher die Cantonsmedizinalkasse besorgt, die diktirten Strafegelder in dieselbe einziehet, und alljährlich über die Einnahmen und Ausgaben dem Sanitätsamt Rechnung ablegt, welches, wenn sie von demselben abgenommen und gutgeheissen worden ist, solche zur Ratifikation und Verfügung über die Verwendung des Fondes dem Collegium medicum übersendet ; einen Schreiber, welcher bey den Sizungen das Protokoll führet, und alle Akten an ihre Behörden ausfertigt ; alle Papiere in einem besondern Archiv einregistriert, und sorgfältig aufbewahrt. Zu den Dienstverrichtungen hält es einen Abwart-

§. 66.

Jedes Mitglied des Sanitätsamt beziehet für jede ordentliche oder ausserordentliche Sizung 3 neue Thaler aus der Medizinalkasse, so wie auch der Schreiber und der Abwart aus derselben eine ihren Geschäften angemessene Besoldung erhalten.

§. 67.

Gewöhnlich versammelt sich das Sanitätsamt monatlich einmal, an einem bestimmten Ort und Tage. Seinen Versammlungen wohnt ein Mitglied der Verwaltungskammer bey. Bey dringenden Umständen versammelt sich dasselbe auch ausserordentlich. So wie es auch berechtigt ist, in häufigen und dringenden Geschäften, andere Aerzte oder Medico-Chirurgen aus den Distrikten zuzuziehen, welche für ihre Bemühungen auf gleiche Art sollen besoldet werden.

§. 68.

Den Sanitätsämtern liegt die Obacht über die Aufrechthaltung der Medizinalverfassung und über die Besoldung der Medizinalordnung in jedem Canton ob, und sie sind verpflichtet, jede Gelegenheit zu nutzen, und sich Mühe zu geben, von dem Gang des Medizinalwesens in jedem einzelnen Canton gegründete und hinlängliche Erkundigung einzuziehen, und in so fern sie Felher, Vernachlässigungen, Verabsäumungen finden würden, solche sogleich dem Collegium medicum anzuzeigen. Es sind ihm desnahen alle in den Distrikten des Cantons angestellten Physiker, Aerzte, Wundärzte, Accoucheurs, Apotheker, Viehärzte, Hebammen, untergeordnet, und verpflichtet, ihren Verordnungen Folge zu leisten.

§. 69.

Das Sanitätsamt soll, so bald es organisirt ist, nach Inhalt des §- 60. Nr. 18 und 19. ein vollständiges tabellarisches Verzeichniß aller in dem Canton vorhandenen Aerzte, Wundärzte, Apotheker, Hebammen, Viehärzte, Chirurgen- und Apothekergesellen und Lernjungen aufnehmen, und nach Verlauf von zwey Monaten an das Collegium medicum ein-senden.

§. 70.

Das Sanitätsamt soll darauf achten, daß in Zukunft kein Arzt oder Wundarzt, Geburtshelfer, Apotheker, Vieharzt, in dem Canton sich niederlasse, sie seyen dann von dem Collegium medicum in Gemäßheit der Medizinalordnung dazu qualifizirt. Das Verzeichniß aller Medizinalpersonen soll deßnahen von ihm alljährlich berichtet und ergänzt, und mit Anfange jeden Jahrs an das Collegium medicum eingesendet werden. Eine Liste aller in einer Munizipalgemeinde befindlichen legitimirten Medizinalpersonen soll es der Munizipalität jeder Gemeinde übergehen, und jede Munizipalität ist gehalten, jedes der oberwähnten Personalien, der ohne von dem Collegium medicum dazu legitimirt zu seyn, seine Praxis ausübte, mit der unen bestimmten Strafe zu belegen, oder wegzuweisen.

§. 71.

Es soll diejenigen Jünglinge, welche sich der Medizin, Chirurgie, Apothekerkunst widmen wollen, ehe sie in öffentliche oder Privatlehre sich begeben, vor sich bescheiden, sie in Rücksicht auf ihre Fähigkeiten genau prüfen, und dieserhalben sowohl als ihrer bisherigen moralischen Aufführung ihnen gewissenhafte Attestate ausfertigen, welche solche

ihren öffentlichen oder Privatlehrern vorweisen sollen. Ohne ein solches Attestat soll kein öffentlicher oder Privatlehrer solche Jünglinge in seinen Unterricht annehmen. Subjekte, welche sie wegen Mangel an Fähigkeiten, oder bisherigen schlechten Conduiten zu diesen wichtigen Berufen untüchtig glauben, sollen si trachten durch gültige Vorstellungen von ihrem Vorhaben abwendig zu machen, jedoch so, daß es einem solchen Subjekt frey stehen solle, sich einer Prüfung bey dem Collegium medicum unterwerfen zu dürfen. Sollten in dem Canton bereits medicinisch-chirurgische Anstalten bestehen, die zum Unterricht junger Aerzte, Wundärzte, Geburtshelfer, Hebammen, Viehärzte dienen, wenigstens denselben eine zweckmäßige Vorbereitung auf den Unterricht bey der Lehranstalt des medicinischen Collegiums gewähren könnten ; so wird das Sanitätsamt einen vollständigen Bericht darüber, mit seinem allfälligen Gutachten begleitet, dem Collegium medicum einsenden, und falls solche von der Regierung fernerhin in ihrem Bestand erhalten werden sollten, über solch Aufsicht halten, und von dem Fortgang derselben alljährlich dem Collegium Nachricht mittheilen.

§. 72.

Es hat die Aufsicht über das Medizinalwesen in den Kranken- Waisen- Zucht- und Armenanstalten des Cantons und die bey demselben angestellten Medizinalpersonen, und soll alljährlich dem Collegium medicum eine tabellarische Uebersicht dessen, was ihren medicinischen Zustand betrifft, nebst seinen Bemerkungen mittheilen.

§. 73.

Eben so soll es die von den Physikern der verschiedenen Distrikten des Cantons alljährlich einzugebenden Berichte, über ihren physischen Zustand, und die Beschaffenheit des Medizinalwesens in denselben, die

Bevölkerungs- Geburts- und Sterbelisten, wie auch die Tabellen über den Viehzustand, pünktlich mit Anfange jeden Jahrs einziehen, und solche mit seinen Bemerkungen begleitet an das Collegium medicum ein-senden. Vorzüglich wird es auch darauf wachen, daß die unten angeführten Verordnungen zur Rettung der Verunglückten und Scheintodten, wie auch die Todtenbeschau in allen Distrikten der Cantone genau befolget werden.

§. 74.

Das Sanitätsamt soll, nach Inhalt der unten vorgeschriebe[n]en Ordnung, alljährlich einmal zu einer unbestimmten Zeit eine Visitation aller öffentlichen Apotheken des Hauptorts, in Begleit des Distriktsphysikers und zweyer von der Munizipalität des Orts abgeordneten Mitgliedern derselben, nach der unten beschriebenen Ordnung vornehmen, die gute Beschaffenheit oder aber Fehler und Mängel, welche dabey angetroffen werden, an das Collegium medicum einberichten ; die Abstellung der angetroffenen Gebrechen, wo solche sogleich geschehen kann, so fort durch die Munizipalität befördern. Besonders wird es auf gehörige Beobachtung der Apothekertaxe sehen, und Obacht haben, daß alle Jahre diejenigen Arzneyen, die einer Veränderung der Preise unterworfen sind, nach den neuen Preiscouranten verhältnißmäßig im Preis erhöht oder herabgesetzt werden. Es wird desnahen alljährlich seinem Berichte an das Collegium, über den Zustand der Apotheken, die neuen Preiscouranten beilegen, und die Erhöhung oder Herabsetzung eines jeden Arzneymittels demselben vorschlagen. Auch soll es sein besonderes Augenmerk darauf richten, daß weder Kaufleute noch Krämer, noch sonst jemand, der keine ausdrückliche Erlaubniß von dem Collegium medicum vorweisen kann, mit Materialien, die blos und allein zu Arzneyen gebraucht werden, noch vielweniger mit Giften, oder zubereiteten Arzneyen oder Arcanen, und die ausländischen Materialisten und La-

boranten mit keinen unächten, verfälschten oder schlechten Arzneyen handeln ; die fehlbaren abec dem Collegium medicum anzeigen.

§. 75.

Dem Sanitätsamt liegt ferner und besonders die Besorgung des Hebammenwesens in den zu dem Canton gehörigen Städten, Fleken und Dörfern ob. Es hat über die unten zubeschreibenden Hebammenanstalten jedes Cantons die Aufsicht, prüft, und wählt die anzustellenden Hebammen, und derselben Spetterinnen, nach Inhalt dieser Medizinalordnung. Sollten aus Städten oder Dorfgemeinden über angestellte Hebammen, wegen ihrer Nachlässigkeit oder Ungeschiklichkeit in ihrem Beruf, unsittlichem Betragen, oder auch Altersschwachheiten Klagen eingehen, so wird das Sanitätsamt die Begründniß dieser Klagen durch die Distriktsphysiker untersuchen lassen, die mit Grund Angeklagten vor sich bescheiden, sie aufs neue prüfen, und die Klägden, nebst dem Bericht über den Verlauf der Examen, an das Collegium einberichten. –

Von allen Hebammen soll es alljährlich die Tabellen über die jedes Jahr ihnen vorgekommenen Geburten einfordern ; und solche mit allgemeinen Uebersichten und seinen Bemerkungen begleitet an das Collegium einsenden.

§. 76.

Das Sanitätsamt soll auf alles, was in dem Canton auf das öffentliche Gesundheitswohl Ei[n]fluß hat, genaue Aufmerksamkeit richten, und wenn Fälle vorkommen sollten, wo durch irgend eine allgemein schädliche Beschaffenheit der Nahrungsmittel, der Luft, Wohnungen, Erwerbsarten, durch schädliche Gewohnheiten, Vorurtheile, die öffentliche Lebenssicherheit in Gefahr gesetzt werden könnte ; so soll es unge-

saumt seine Beobachtungen und Vorschläge dem Collegium medicum mittheilen, oder in sofern Gefahr im Verzug wäre, die einmüthig bestbefundenen Anordnungen veranstalten.

§. 77.

Bey eintretenden Epidemien soll das Sanitätsamt schleunig den Physikus des Distrikts an den Ort desselben, wo die Epidemie herrscht, abschicken, durch ihn die zur Entdeckung der Ursache und Vorbeugung des weitern Fortgangs derselben nöthigen Nachrichten einziehen, ihm die vorläufigen Verhaltensregeln mittheilen, einen vollständigen Bericht aber mit seinem Gutachten begleitet dem Collegium ungesäumt einschicken. Sollte sich die Krankheit aller angewendeten Maaßregeln ungeachtet immer weiter ausbreiten, und verderbliche Folgen in einem grossen Grad bereits äussern, so wird das Sanitätsamt eines aus seinen Mitgliedern an Ort und Stelle absenden, welches dann in Verbindung mit der Municipalität des Ortes, des Distriktsphysikers, der übrigen Aerzte und Wundärzte der Gegend das nöthige berathschlagen und vorkehren, und hierüber dem Sanitätsamt zu Händen des Collegium medicum einen vollständigen Rapport einsenden, oder bey seiner Zurückkunft mitbringen würde. Nach beendigter Epidemie wird das Sanitätsamt eine umständliche Beschreibung der Krankheit, mit Beyfügung der Heilart und einer genauen Liste der Genesenen und Verstorbenen, dem Collegium einsenden. Eben so wird sich das Sanitätsamt bey einer eintretenden Viehseuche verhalten ; nemlich, sobald ihme die Gefahr einer an der Gränze stehenden oder in irgend einem Distrikt des Cantons selbst umherschleichenden Viehkrankheit bekannt würde, wird es den Physikus desselben Distrikts mit einem legitimirten Vieharzt an Ort und Stelle hinschicken, durch ihn von der Beschaffenheit der Sache genaue Nachricht einziehen lassen, und ihme die nöthigen Verhaltensbefehle zusenden, oder wenn die Gefahr groß wäre, aus seinem Mit-

tel ein Mitglied an den Ort zu genauerer Untersuchung der Natur der Krankheit abschicken. Falls sich in dem Canton noch kein Zeichen der Krankheit zeigen sollte, das Sanitätsamt aber durch Nachrichten von einer an den Gränzen stehenden Seuche versichert wäre, so wird es entweder den diesen Gränzen zunächst wohnenden Physikus oder legitimirten Vieharzt beauftragen, die angestekte Gegend selbst zubesuchen, und die Art der Epizootie zu erörtern, oder sich wenigstens durch gute sichere Correspondenz bestimmte Kenntnisse von der Krankheit zu verschaffen trachten, um durch einen detaillirten Bericht, und demselben beygefügt Gutachten, das Collegium medicum in den Stand zu setzen, die nöthigen Gege[n]anstalten zu treffen.

§. 78.

Bey dergleichen Epidemien wird das Sanitätsamt besonders dafür sorgen, daß die Armen in Städten und Dorfgemeinden mit Diät und Arzneyen wohl verpfleget werden, und das mit den Municipalitäten gemeinschaftlich hierüber berathschlagte, und entweder bereits veranstaltete oder gewünschte, dem Collegium medicum einberichten.

§. 79.

Das Sanitätsamt wird ferner in allen, in die medicinische Polizey und in das Medicinalwesen einschlagenden Fällen, auf Verlangen der constituirten Gewalten, oder des Collegium medicum, sein Gutachten eingeben, und überhaupt alle Aufträge, welche ihm diese Behörden zur Aufrechthaltung, Untersuchung und Ausführung der in das Fach des Medicinalwesens gehörigen Einrichtungen und Verordnungen ertheilen möchten, willig übernehmen, gehörig vollziehen, und demnächst davon, wie es geschehen, mit beygefügt allfälligen Bemerkungen an das Collegium medicum berichten.

§. 80.

In Fällen, die in die gerichtliche Arzneygelahrtheit einschlagen, wird es, auf Verlangen der richterlichen Gewalten, sein Gutachten, den Grundsätzen dieser Wissenschaft gemäß, nach reiflicher Ueberlegung und bestem Wissen und Gewissen eröffnen, und eine vollständige Notiz davon dem Collegium mittheilen.

§. 81.

Das Sanitätsamt soll die Untersuchung der Naturprodukte des Cantons, in sofern solche für die medicinische Polizey wichtig seyn könnte, auf alle Weise, besonders durch die ihme untergeordneten Physiker, nach der ihnen hierüber besonders zuzustellenden Auweisung, zu befördern suchen, ein besonderes Augenmerk aber auf die in dem Canton sich befindenden Gesundbrunnen und Bäder richten, ihren wahren innern Gehalt durch Sachkundige prüfen lassen, den Befund mit ihren angegebenen und durch verständige Aerzte bestätigten Wirkungen vergleichen, und das Resultat seiner Untersuchungen, nebst seinem Gutachten dem Collegium medicum mittheilen. Besonders soll es auf die medicinische Polizey bey öffentlichen Gesundbrunnen und Bädern genaue Aufsicht halten, und sein Vorschläge zu Aeufnung und Verbesserung der Trink- und Badeanstalten gutächtlich dem Collegium mittheilen. –

§. 82.

Bey Vergehungen gegen die Medicinalordnung, hat das Sanitätsamt die Fehlbaren zu citieren, die Klagen zu untersuchen, nöthige Vorstellungen und Ahndungen zu machen, im Fall aber solche fruchtlos seyn sollten, einen vollständigen Bericht darüber mit Beylegung der Akten an das Collegium medicum einzusenden.

(Die Fortsetzung folgt.)

II.

Vorschlag und Entwurf⁷⁷

medizinischer Polizeygesetze

für die

Eine und untheilbare

Helvetische Republik

Von dem Herausgeber.

(Fortsetzung.)

⁷⁷ Ici commence la seconde partie du projet publiée en 1801.

Dritter Artikel.**Von Anordnung der Physikate.**§. 87.⁷⁸

Damit das öffentliche Gesundheitswohl eines jeden Distrikts eines Cantons gleichmäßig befördert und betrachtet werde, und damit alle Bürger, welche von den Ortschaften, die bisher allein mit Aerzten oder geschickten Wundärzten versehen waren, entlegen wohnen, des Arztes Hilfe in der Nähe haben und Kosten und Zeit gewinnen mögen, damit auch die Gerichte und Munizipalitäten in gerichtlichen oder Polizeyfällen, die in das Medicinalfach einschlagen, von erfahrenen und legitimierten Aerzten eine geschwinde Auskunft über vorliegende Streitfragen erhalten, oder durch sie nothwendige Untersuchungen anstellen können, so sollen in jedem großen oder in zwey oder mehrern kleinen Distrikten besoldete Physiker angestellt werden.

§. 88.

Diese Physiker werden auf einen von dem Collegium medicum eingegebenen Vorschlag, der mit einem gewissenhaften Zeugniß über die

⁷⁸ Les paragraphes 83 à 86 n'existent pas dans le texte publié dans le *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*. La seconde partie du projet commence directement au paragraphe 87, suivant en cela la numérotation du texte manuscrit disponible aux Archives fédérales (voir *supra* note 23).

Fähigkeiten und moralischen Charakter des Vorgeschlagenen und über den Verlauf des mit ihm angestellten Examens begleitet ist, von der Verwaltungskammer erwählt.

§. 89.

Wer sich also zu einem Physikat melden will, muß sich vor dem Collegium medicum persönlich stellen, demselben ein von dem Sanitätsamt seine Cantons ausgestelltes Attestat seiner Fähigkeiten, seines Fleißes und Moralität vorweisen und sich der Prüfung desselben unterwerfen.

§. 90.

Dies Prüfung soll auf folgende Weise vorgenommen werden.

1. Der Lehrer der Zergliederungskunst und gerichtlichen Arzneywissenschaft, prüft den Candidaten über die Methode, Leichname zu eröffnen, und insbesondere über dasjenige, was bey gerichtlichen Sektionen durch gewaltsame Todesart entfeelter Leichname zu beobachten ist.
2. Der Lehrer der Hygiene prüft über verschiedene Kapitel der medizinischen Polizey-Wissenschaft.
3. Der Lehrer der Chemie und Pharmacie legt dem Candidaten verschiedene gute ächte, und auch verschiedene verdorbene, veraltete und unächte Arzneimitteln vor, über welche derselbe sine Urtheil, ob sie ächt und gut oder verdorben und verfälscht sind, angiebt ; auch bespricht er sich mit ihm über die Prüfungsmethoden der Gifte.
4. Der Lehrer der Therapie prüft ihn über eine der wichtigsten epidemischen Krankheiten, so wie der Lehrer der Wund-

Arzneykunst, über einige wichtige chirurgische Krankheiten und über einige schwere Entbindungsfälle.

5. Der Lehrer der Vieharzneykunst prüft ihn über die wichtigsten epidemischen Viehkrankheiten.
6. Nachem dies Prüfung vollendet ist, so begiebt sich der Lehrer der Anatomie mit ihm auf den Zergliederungsfaal, und bringt einem Cadaver verschiedene tödtliche und nicht tödtliche Wunden bey ; der Candidat muß diesen verwundeten Leichnam legaliter in Beyseyn der Lehrers zergliedern, und als denn dem Präsidenten des Collegium medicum einen Obductionsschein nebst seinem Urtheil über diesen Befund schriftlich den folgenden Tag eingeben.

Bey einer folgenden Sitzung des Collegium wird von demselben geurtheilt, ob der Candidat die hinlänglichen Fähigkeiten zu einem Physiker besitze, und hiemit dem Vorschlag an die Verwaltungskammer einverleibet werden solle.

§. 91.

Nachdem der Candidat von der Verwaltungskammer erwählt und beeidet worden, wird ihm von derselben ein Patent ausgefertigt, für welches er 8 Livres zu Handen der Medicinalkasse bezahlt.

§. 92.

Die bereits von den Sanitätsämtern angestellten oder bestätigten Physiker der Distrikten, bleiben ohne neue Prüfung an ihren Stellen, so lang keine Beschwerden und Klagen über ihren Fleiß und Fähigkeiten bey den Sanitätsämtern oder dem Collegium medicum eingehen. Im leztern Fall haben sie sich allerdings einer neuen Prüfung zu unterwerfen.

§. 93.

Da der Physikus sich als den zur Erhaltung und Beförderung des allgemeinen Gesundheitswohl in seinem Physikatsbezirk angestellten Beamten zu betrachten hat, so soll er also auf alles was in seinem Physikatsbezirk Krankheiten, entweder auf beständig oder auf eine Zeitung veranlassen oder unterhalten kann, auf die Beschaffenheit der Nahrungsmittel, der Luft, der Wohnungen, und auf alle auf das öffentliche Gesundheitswohl einen Einfluß habende Vorurtheile oder Gewohnheiten sein Augenmerk richten, und wenn ihm bey seinen Reisen durch den seiner medizinischen Aufsicht anvertrauten Distrikt, Fälle oder Umstände vorkommen, wo durch irgend eine allgemein schädliche Beschaffenheit der Nahrungsmittel, der Luft, der Wohnplätze, oder gewisse Gewohnheiten, die öffentliche Lebenssicherheit oder Gesundheit, entweder überhaupt oder unter gewissen Vernachlässigungen in Gefahr gesetzt, oder gar gestört würde, oder wenn ihm von sorgfältigen und gewissenhaften Pfarrherren oder Aerzten, Chirurgen, oder irgend andern verständigen Personen dergleichen Fälle oder Umstände angezeigt würden, un- aufgefördert seine Beobachtungen dem Sanitätsamt anzeigen, und zur Abstellung der nachtheiligen Sache, oder zur Abwendung ihrer üblen Folgen, diejenigen Mittel oder Auswege vorschlagen, welche ihm die wirksamsten und ausführbarsten scheinen.

§. 94.

Jeder Physikus soll, sobald er die Entstehung einer epidemischen Krankheit in seinem Bezirk erfährt, sich sogleich an den Ort, wo die Seuche ausgebrochen ist, begeben, dort die Beschaffenheit der Krankheit, ihre Ursachen, ihren Verbreitung und Tödlichkeit genau untersuchen, und alsobald dem Pfarrherren und der Munizipalität des Orts, die erforderlichen Rathschläge oder Vorschriften, über die nöthigsten und anwendbarsten Vorkehrungsmittel zur Hemmung oder Verminderung

der weitem Verbreitung der Seuche, über die von dem Kranken zu beobachtende Lebensordnung, und über das zur Heilung der Krankheit nöthige Verhalten ertheilen. Insbesondere soll der Physikus den Arzt oder Wundarzt des Orts, oder auch den Wundärzten der nächstgelegenen Oertern, die in diesem Ort praktiziren, über die Natur der Seuche und die ihr angemessene Verfahrungsart und einfachste Heilungsmethode belehren, und hierauf zeitig und ungesäumt dem Sanitätsamt eine genaue und vollständige Beschreibung der Seuche und ihrer Ursachen, mit der Anzeige der von ihm dagegen verordneten sowohl curativen als präservativen Mitteln einsenden. Sollte ein Physikus diese zeitige Anzeige an das Sanitätsamt versäumen, soll er mit einer verhältnismäßigen Geldbuße bestraft werden.

So lange die Epidemie dauert, soll er die damit behafteten Ortschaften und Kranken oft besuche, auch die Aerzte oder Wundärzte derselben anhalten, sich in die angestekten Ortschaften, z[u]mal an den Tagen, wo er nicht selbst zugegen seyn kann, zu begeben, und Obacht zu haben, ob die vorgeschriebnen Vorbeugungs- und Hülfsmittel ordentlich befolget und angewendet werden, und ihm von allen ihren Bemerkungen und Beobachtungen mündliche oder schriftliche Anzeige zu thun. Nach Beschaffenheit der Gefährlichkeit der Seuche, wird der Physikus alle 8 oder 14 Tage über den Gang der Epidemie und über die Wirkungen seiner Vorkehrungen dem Sanitätsamt Nachricht ertheilen, welches alsdenn, wenn die Seuche sich verschlimmern oder weiters um sich greifen sollten, nach Inhalt § 77 ein oder zwey Mitglieder an den Ort absenden wird, wo die Seuche am schlimmste[n] wüthet, in welchem Fall der Physiker denselben eine umständliche Nachricht von der Epidemie mittheilen und sie an das Bett einiger Kranken führen wird, damit durch gemeinschaftliche Ueberlegung, Untersuchung und Berathschlangung die beste Vorkehr[u]ng und Heilungsmethode der so gefährlichen Epidemie ausgemittelt und befolget werde.

Am Ende der Epidemie soll der Physikus eine ausführliche Beschreibung derselben mit einer tabellarischen Uebersicht der Genesenen und Gestorbenen, an das Sanitätsamt einsenden. Ueber die durch seine Reisen verursachten Auslagen soll er eine genaue Rechnung führen, wovon er einen Doppel der Munizipalität des Orts eingeben, einen andern dem Sanitätsamt zu Händen des Collegium medicum einsenden wird, welches in Verbindung mit der Munizipalität die Berichtigung derselben anordnen wird.

§. 95.

Bey herrschenden Pocken soll er vorzüglich darauf halten, daß die jeden Munizipalitäten und jeden Aerzten in Städten und auf dem Lande von den Sanitätsämtern zuzustellenden Tabellen, (in welchen nicht nur die Zahl der Kranken, Genesenen und Todten, sondern auch die Beschaffenheit der Krankheit, die Wirkung der von den Aerzten und Nicht-ärzten angewandten Mittel, der Erfolg der allenfalls vorgenommenen Impfungen und anderer zur Verminderung der Krankheit getroffenen Polizeyanstalten ; besondere in Rücksicht dieser Krankheit herrschende Vorurtheile, muthmaßliche Ursachen, durch welche die Pocken zuerst an den Ort gekommen und sich in demselben verbreitet haben, genau angeben sind) ihm zu bestimmter Zeit eingegeben werden, um so oft er von dem Sanitätsamt aufgefordert wird, demselben einen getreuen Bericht über den Pockenzustand seines Bezirks mittheilen zu können. Besonders wird er über die Handhabe der zur Verhütung fernern Ausbreitung der Seuche getroffenen Anstalten der Polizey und vorzüglich auf diejenigen Punkte derselben, welche das Herumziehen der Bettelgesindels mit Pockenkranken Kindern, das Austragen der Pockenkin-der außer die Häuser, auf Straßen, in Kaufläden, in Schulen, das Aussetzen der Pocken Leichname zur Schau, das sogenannte Kaufen der Pocken, das Verkaufen der Kleider und Bettstücke und anderer Sachen

die noch mit Pockengift angesteckt sind, und vorzüglich auch über die anbefohlenen Vorsichtsmaßregeln bey den Einimpfungen, ein sorgfältiges Augenmerk richten, und seine gemachten Bemerkungen zeitig an das Sanitätsamt einberichten.

§. 96.

Der Physikus soll ferner auf alles, was auf die Gesundheit des Viehes in seinem Bezirck Bezug hat, genaue Aufmerksamkeit halten, von allen besonders aber epidemischen Krankheiten, die in demselben vorkommen möchten, genaue Nachricht einziehen, ihren Ursache, dem Verhalten der Eigenthümer, der Behandlung der Vieharzten, den dabey herrschenden Aberglauben und Vorurtheilen genau nachspüren und seine darüber gemachten Bemerkungen dem Sanitätsamt, so oft es nöthig, einsenden, jedoch so, daß er wenigstens alle Jahr einmal, mit Ende des Jahres, eine tabellarische Uebersicht über den Viehstand seines Distrikts, nach einem dazu ihm in die Hände gegebenen Formular mit seinen Bemerkungen einsende; und so wie er auf die in seinem Bezirk praktisirenden, legitimirten oder illegitimirten Viehärzte, und überhaupt auf die Beobachtung der Viehpolizeygesetze ein genaues Augenmerk richten, und alle allenfalls herrschenden Unordnungen zeitig dem Sanitätsamt einberichten wird, so wird er auf der andern Seite alle ihm durch das Sanitätsamt zugesendeten Verordnungen und Aufträge unverzüglich ins Werk setzen.

Sollte dem Physikus durch sichere Berichte die Gefahr einer an der Grenze stehenden oder im Distrikt selbst umherschleichenden Viehkrankheit bekannt werden, so soll er sich unverzüglich an Ort und Stelle hinbegeben, wo die Gefahr einzudringen drohet, dort nicht nur, wenn wirklich todttes Vieh vorhanden ist, eine schleunige Untersuchung des Cadavers vornehmen, sondern wenn sich ein oder mehrers Stück wirklich krankes Vieh zeigen sollte, ein solches in Beyseyn eines ihm zu-

gegebenen Mitglieds der Munizipalität, mit einer dem Besizer zu zusagenden verhältnismäßigen Vergütung, sogleich niederschlagen oder abstechen lassen, und mit aller Genauigkeit die innerliche Verfassung untersuchen. Mehrere Stucke abschlagen zu lassen ist er ohne ausdrückliche Erlaubnis des Sanitätsamt nicht befugt. Daneben wird er ferner bey seiner Untersuchung über alle Localumstände, über die Lage des Orts, Futerung, Waide, Stallung, Ruhe, Arbeit und Bestimmung der Thiere welche er krank oder todt gefunden hat, und alle mögliche Umstände im Anfang, Fortgang, und Ende der Krankheit sich genau erkundigen und einen vollständigen Bericht ungesäumt an das Sanitätsamt bey Strafe von 50 Pf. im Unterlassungsfalle einschicken.

Ergiebt sich der Fall, daß in seinem Distrikt selbst noch kein Zeichen einer Krankheit wirklich vorhanden seyn sollte, sondern daß man nur durch Nachrichten vo[n] einer an der Grenze stehenden oder auch mehr entfernten Seuche erhalten hätte, so wird er davon schleunige Anzeige an das Sanitätsamt thun.

§. 97.

Damit aber diese Berichterstattungen sich weder in unnütze Weit-schweifigkeit ausdehnen, sich aber auch nicht durch zukurze nur obenhin gemachte Anzeigen zu viel einschränken, so soll der Physikus in denselben :

Erstens. Die Gattung und die Zahl der Thiere bestimmen, welche er an dem Orte (wo er die Untersuchung vorgenommen) wirklich krank oder todt gefunden hat. Zweytens. Soll er anzeigen, was für Thiere, und wie viel derselben vor seiner Ankunft krank waren, dahin geraft wurden oder genesen sind. Drittens. Soll er pünktlich und genau beschreiben. a. Was für Umstände er bey dem wirklich schon schwer erkrankten Vieh beobachtet habe. b. Was für Zufälle er im Anfange der

Kran[k]heit gefunden habe[.] c. Wie sich das genesene Vieh gezeigt habe[.] d. Was er durch seine eigene oder fre[m]de Beobachtungen für Kennzeichen der drohenden oder wirklich gegenwärtigen Krankheit ausgeforscht habe und aus was für Umständen man auf die Möglichkeit einer Rettung, oder den sicher erfolgenden Tod schliessen könne. Viertens. Darauf folget der Bericht von den vorgenommenen Sektionen der Todten oder abgeschlachteten Thieren, nemlich was in den Aesern der durch die Krankheit getödeten, oder abgeschlachteten halbtodten, schwer erkrankten oder erst im Anfang der Krankheit begriffenen Thieren gleicher Art, gleichendes, oder was in mehrern Thierarten, wann sich die Seuche auf mehrere derselben erstrecken sollte, verschiedenes angetroffen worden. Fünftens, werden die Bemerkungen über die Zahl der Hausthiere, Waidtriebe, Futter, Stallung, Arbeiten, über vorausgegangene Jahreszeiten, Witterung, Lokalitäten und dergleichen angeführt. Sechstens, wird diesem allem die medicinische Beurtheilung des Physidi beygefügt und zwaren a. in Rücksicht auf das was sich über die erzeugenden nähern und entfernten Ursachen, und hiemit über die wahre Natur der Seuche bestimmen läßt. b. Was für Umstände die Seuche vermehren können, und wie solche verhütet werden konnten, und was für Vorbeugungs[-] und Heilmittel angewendet werden sollten. c. Was der Erfolg der bisdahin von den Viehärzten, Schmieden, Hirten, Scharfrichtern, Viehbesitzern angewendeten Mittel gewesen seyen.

Erst durch einen solchen bestimmten Bericht wird das Collegium medicum, welchem derselbe durch das Sanitätsamt einzuhändigen ist, sich in den Stand gesetzt seyen, die nöthigen Gegenanstalten treffen und entscheiden zu können, ob die zubefürchtende Krankheit wirklich aus Ansteckung herrühre, oder ein in sich selbst herrschende Epizootie seye, die nur durch Nebenumstände einen mehr oder mindern Grad der Bösartigkeit erhalten, ob desnahen eine Speere nothwendig seye oder nicht; ob ein Speere, auf einen Theil der Republik gegen eine angrenzendes Land sich erstrecken, oder nur auf einen gewissen District oder Ge-

mein[d]e oder Dorfschaft eingeschlossen, oder wohl gar nur auf einen oder den andern bestimmten Stall, auf eine oder andere Thierart eingeschränkt, ob Viehmärkte eingestellt oder verlegt werden sollen : ob das Abstechen der ersten kranken Thiere unumgänglich nothwendig seye, oder aber unterlassen, und statt desselben zweckmäßige Curanstalten getroffen werden können : in wie weit das Vieh von allen Waidtreiben zurück gehalten, das gesunde in Ställen gefuttert, das kranke und verdächtige aber in einzurichtende allgemeine Noth[-] oder Krankenkställe hingebracht und dort verpflegt werden solle : was für Anstalten zu treffen seyen, daß für das kranke Vieh die nöthigen ausserlichen und innerlichen Mittel, für das noch gesunde, die nöthigen Praeservativmittel, sicher, leicht und allgemein angewendet werden können : nach was für Regeln das Schwemmen des Viehes, das Reinigen und Durchlüften der Ställe vorgenommen : was für Anstalten und Vorsichten in Absicht auf das Abdecken und Ausweiden des gefallen Viehes, das Wegraumen und Verscharren der Aeser, das Abstreiffen u[n]d Besorgen der Haute, der Haare und der Wollen, den Genuß und Verkauf des Fleisches von kranken Thieren zu treffen ; wann die Speere und andere Sicherheitsanstalten wiederum aufzuheben seyen.

§. 98.

Während des Laufs einer solchen Viehseuche wird der Physikus ebenfalls wöchentlich seine Beobachtungen dem Sanitätsamt mittheilen, am Ende der Epidemie aber eine vollständige Geschichte derselben, mit einer tabellarischen Uebersicht des vormaligen und des dermaligen Viehstandes demselben einsenden.

§. 99.

Wo für einen Distrik[t], ein legitimirter Vieharzt angestellt ist, soll der Physikus dafür sorgen, daß dieser gleich anfangs gehörig berufen werde, über sein Behandlungsart eine genaue Aufsicht führen, Ihme mit Rath freundschaftlich an die Hand gehen, und sollten sie etwa über die Natur und die Behandlungsart der Krankheit nicht gleicher Meinung seyn, so soll er sich mit ihm nicht in Streit einlassen, noch weniger zu Gegenverordnungen schreiten, sonder jeder Theil hat seine Meinung und Gründe schleunigst an das Sanitätsamt gelangen zu lassen, und dessen Bescheid zuerwarten, wo indessen bis dieser einlangt beyde nur diejenigen Mittel anzuordnen haben, worüber sie einstweilen mit einander einig sind.

§. 100.

Jeder Physiker ist verbunden, wenn er von einem Gericht, zu Besichtigungen bey Verletzungen, Wunden und andern Fällen, zu legalen Zergliederungen bey Todschlägen, Kindermord, Vergiftungen, und andern Gewaltthätigkeiten, oder auch bey plötzlichen und verdächtigen Todesfällen gerufen wird, schleunig die Untersuchung nach den Regeln der gerichtlichen Azneygelehrtheit, mit der äussersten Vorsichtigkeit, Genauigkeit und unpartheyischer Gewissenhaftigkeit, und zwar bey legalen Obduktionen in Gegenwart der dazu geordneten Gerichtspersonen und eines Wundarzts des Orts, oder in Emanglung desselben eines benachbarten Wundarztes anzustellen. Er soll bey gerichtlichen Sektionen dahin sehen, daß er und sein Gehülfe nicht durch ein zu eilfertiges Verfahren, oder durch das Getöb vieler blos neugieriger Zuschauer zerstreut werden ; er soll jedesmal alle drey Höhlen des Leichnams öffnen, und kunstmäßig untersuchen, und an denjenigen Stellen, wo die Verletzungen befindlich sind, jedesmal das Zergliederungsmesser selbst führen, jede wiedernatürliche Erscheinung und Verletzung genau und vorsichtig untersuchen, alles was er bey der Besichtigung und Untersu-

chung auffindt oder bemerkt, sogleich aufschreiben, und auch dem Gerichtschreiber so zum Protocoll geben, daß das nachherige von Ihm und seinem Collegen zu unterzeichnende visum repertum, und das Protocoll des Schreibers der Sache nach genau mit einander übereinstimmen.

Geschiehet die gerichtliche Zergliederung eines Leichnams an einem Ort, wo mehrere Aerzte oder Wundärzte wohnen, so sollen selbige dazu eingeladen werden, und solche sind aus Pflicht der Menschenliebe und der Gerechtigkeit verbunden, wenn sie bey dem Zuschauen finden oder wahrnehmen sollten, daß bey der Section irgend ein Begehungs- oder Unterlassungsfehler vorfiele, solchen alsobald dem Physikus bemerklich zu machen, und wurde dieser keine Rücksicht darauf nehmen, so sollen sie ihn dem gegenwärtigen Richter deutlich anzeigen, welcher alsdenn wenn die Sache zwischen dem Physikus und dem Arzt oder Wundarzt streitig bleiben sollte, ein eigenes Protocoll darüber zu befördern hat ; ausserdem aber sollen weder die gegenwärtigen Aerzte noch Wundärzte als Zeugen gegen das Visum repertum des Physikus aufgestellt werden, oder gelten, noch auch seine Wahrheit und Aechtheit auf irgend eine andere Art, verdächtig machen dürfen.

Jeder Obduktionsschein soll übrigens, so wohl in Absicht der wesentlichen Erfordernisse als auch der Förmlichkeit vollständig, pünktlich und genau seyn, er soll das Datum, den Namen der gegenwärtigen Gerichtspersonen, Aerzte und Wundärzte, den Gegenstand der Untersuchung, und den Ort wo sie vorgenommen worden, nahhaft machen, er soll alle Umstände einzeln in Nummern, und in der Verbindung worinn sie vorgefunden worden, angeben, und genau bestimmen, auch nur solche Angaben vortrage, die durch die Sinnen erhalten werden. Das Resultat der Besichtigung soll gewissenhaft, richtig, deutlich und unzweydeutig dargestellt werden. Es steht übrigens dem Physikus frey, sein medizinisches Urtheil über die Tödlichkeit der Wunde oder Verletzung entweder entscheidend zufällen und dem Obduktionsschein beyzufügen,

oder es blos bey der historischen Erzählung des vorgefundenen bewenden zu lassen, und das entscheidende Urtheil über das was er vorgefunden und beobachtet, dem Sanitätsamt, welchem er den Obduktionsschein mittheilt, anheim zu stellen. Wäre ein Obduktionsschein durch Nachlässigkeit oder Verschulden des Physikus so ungewiß unsicher und undeutlich, daß blos um dieser Ungewißheit und Undeutlichkeit willen so wohl das medizinische als juristische Urtheil zweifelhaft bliebe, oder enthielte es wirklich Unwahrheiten, die gerichtlich bewiesen werden könnten, so soll der Physikus nach Befinden mit Suspension oder Remotion von seinem Amt und mit einer verhältnismäßigen Geldbuße bestraft werden. Von diesen Obduktionsscheinen wird der Physikus allemal getreue Copien dem Sanitätsamt zu Handen des Collegium medicum einsenden.

§. 101.

Jeder Physikus ist verbunden, alle armen Kranken seines Distrikts nach Maßgabe der zu dem Ende mit den Municipalitäten getroffenen Einrichtung ohne alles Entgelt und Vergütung für seine ärztliche Besorgung, Besuche und Reisen, in seine Kur zu nehmen, und sie so sorgsam, getreu und pflichtmäßig zu behandeln, als er es vor Gott und seinem Gewissen zu verantworten sich getraut. Und damit alle armen Kranken des Distrikts, die sich seines Rathes bedienen wollen, ohne unnöthigen Zeitverlust und vergebenes Geläuf dazu gelangen mögen, so soll er bestimmte Tage und Tagszeiten festsetzen, und durch Ausschreiben bekannt machen, wo entweder Kranke oder von denselben abgeschickte, oder andere ihm untergeordnete Medizinalpersonen ihn antreffen und die nöthigen Verordnungen und Rathschläge von ihm erhalten können; womit indessen keineswegs gesagt ist, daß nicht jeder in dringenden Fällen zu jeder andern Zeit sich bey ihm um Rath und Hilfe melden dürfe, ohne zu befürchten von ihm ab und auf die bestimmten Tage oder

Stunden zurückgewiesen zu werden, zumalen der Physikus für eine solche sich erlaubte Bequemlichkeit zur ernsten Ahndung und Bestrafung für das Sanitätsamt gezogen würde ; und damit man in allen vorkommenden Fällen seiner Hülfe versichert seyn könne, so soll er, so oft er über eine Nacht außer seinen Wohnort sich begiebt, dem Präsidenten der Munizipalität solches anzeigen ; wollte er sich auch auf mehrere Tage entfernen, so soll er dazu die Erlaubniß des Sanitätsamt begehren, damit solches die Interims, Besorgung seiner Geschäfte einem andern Arzt übertragen könne.

§. 102.

Keinem armen Kranken soll er weder aus seiner Hausapotheke noch auch aus einer öffentlichen Apotheke Arzneyen geben oder verschreiben, er weise ihm dann einen Erlaubnisschein von der Munizipalität seines Orts vor.

In den Städten soll er die Arneyen für die Armen aus derjenigen Apotheke verschreiben, welche ihm dazu angewiesen ist. Seinem Recept hat er allemal den Tag der Verschreibung, den Namen des Patienten und seine eigne Unterschrift beyzusetzen. Das verschriebene Recept nebst Anzeige der Krankheit, wird er in ein eigenes Armenregister eintragen, welches er zu bestimmten Zeiten dem Sanitätsamt abschriftlich eingegeben wird.

§. 103.

Der Physikus soll den Aerzten und Wundärzten seines Bezirks in allen vorkommenden Fällen mit seinem Rath und Unterricht beystehen, ihnen auf ihre Krankenberichte und Ersuche um fernern Rath und Belehren die erforderliche Antwort ertheilen, und sollte er in wichtigen

Fällen aufgefo[r]dert werden, einen Kranken selbst zu besuchen, so soll er dieses willig thun, und alsdann den den Kranken besorgenden Arzt näher unterrichten.

§. 104.

Der Physikus soll in dem ihm anvertrauten Distrikt über die Beobachtung und Befolgung der Medizinalordnung wachen, und wenn er Fehler, Vernachlässigungen, Versäumungen im Medizinalwesen wahrnehmen würde, sie sogleich dem Sanitätsamt anzeigen, und die dienlichsten abhelfenden Mittel vorschlagen. Er soll auf die pflichtmäßige und sorgsame Ausübung der Geschäfte und genaue Erfüllung der in dieser Medizinalordnung beschriebenen Pflichten, der in seinem Distrikte angestellten Aerzte, Wundärzte, Geburtshelfer, Hebammen, Apotheker und Viehärzte Achtung haben, und wenn er Vergehungen oder Mängel bemerkte, nach Verhältniß des Falls ernstlich dagegen warnen, und wenn seine Warnung fruchtlos bliebe, dem Sanitätsamt gehörige Anzeige davon thun. Alljährlich soll er ein vollständiges tabellarisches Verzeichniß aller in seinem Distrikt vorhandenen Aerzten, Wundärzten, Apotheker, Hebammen, Viehärzten, Chirurgen- und Apothekergesellen und Lehrjungen aufnehmen und mit seinem jährlichen Bericht an das Sanitätsamt einsenden. Und damit die Gesundheit der Bewohner seines Distrikts nicht dem Betrug und der Unwissenheit hingegeben werden, soll er ernstlich und fleißig darauf sehen, daß alle Puschereyen und Quaksalbereyen unterdrückt werden, und jeden Quaksalber, Puschscher und Winkelarzt seines Distrikts ungesäumt nebst den gehörigen Beweisthümern dem Sanitätsamt anzeigen, welches gegen solche nach den Vorschriften dieser Medizinalordnung verfahren wird. Auch soll er sorgfältig Acht haben, daß in seinem Bezirk weder die Kaufleute und Krämer noch sonst jemand, der keine ausdrückliche Erlaubniß von dem Collegium medicum vorzeigen kann, mit Materialien die blos und allein

zu Arzneyen gebraucht werden, noch viel weniger mit Giften oder zubereiteten Arzneyen oder Arcanen, die inländischen Materialisten und Laboranten mit keinen unächten, verfälschten oder schlechten Arzneymitteln handeln, und wann etwas dergleichen geschehen sollte, sogleich dem Sanitätsamt davon Anzeige thun.

§. 105.

So wie die Sanitätsämter in den Cantonen alljährlich einmal eine öffentliche Visitation der Apotheken des Hauptorts vornehmen (§ 74), so sollen die Physiker, die in jedem Distrikt sich befindenden Apotheken alljährlich einmal zu einer unbestimmten Zeit, in Begleit zweyer Munizipalbeamten visitiren ; sie sollen dabey die Keller, Laboratorium, Trockenkammer besuchen, die Gefäße, Geschirre, Werkzeuge besichtigen, sich die Vorräthe vorlegen lassen, ihre Beschaffenheit untersuchen, über die mancherlen zusammengesetzten Mittel, die leicht durch andere Zusätze in ihrer Wirksamkeit verändert oder gar verfälscht werden können, die gehörigen Versuche und Proben anstellen. Besonders sollen sie die Receptirbücher und das Buch wo der Verkauf des Giftes ange-merkt worden, genau durchsehen, nach Inhalt der in der Apothekerordnung begriffenen Vorschriften ; wenn diese Visitations-Deputation einige Unordnung vorfindet, so zeigt sie solche ohne Vorschub dem Sanitätsamt an. Wenn die Sache Zweifel hat, oder der beschuldigte Apotheker wollte nicht den Fehler an sich kommen lassen, so versiegelt die Deputation die verfälschte oder verdorbene Waare, nimmt etwas davon, und macht aus diesem zwey Paquet, deren eines von den Munizipalbeamten versiegelt bey dem Apotheker verbleibt, das andere aber vom Apotheker besiegelt an das Sanitätsamt geschickt wird, welches eine genaue Untersuchung der Sache vornimmt, und den Fall nebst seinem Befund an das Collegium medicum einsendet. Von dieser Visitation sind selbst die Hausapotheken der Aerzte und Wundärzte, welche ihre Arzneyen

selbst dispensiren, sowohl in den Städten als auf dem Lande nicht ausgenommen. Und zwar soll des Physikus genau darauf Acht haben, daß die Besitzer von Privatapotheken die chemischen Arzneyen nicht von Materialisten, Droguisten, noch vielweniger von herumreisenden Arzneyhändlern kaufen, sondern insofern sie sich durch die Prüfung dazu qualifizirt haben, solche selbst verfertigen, oder im Fall sie zur Selbstverfertigung derselben nicht qualifizirt sind, aus einer hieländischen öffentlichen Apotheke nehmen.

§. 106.

Dem Physikus liegt vorzüglich auch die Aufsicht und die Besorgung des Hebammenwesens in seinem Distrikt ob ; er hat also insbesondere die zum Hebammendienste bestimmten, und zu dem Ende von den Municipalitäten ihme zugeschickten Personen in Rücksicht ihrer Verstandesfähigkeiten, Beschaffenheit ihrer Gesundheit, erforderlichen Körperbau und Alter, nach Inhalt der untern vorgeschriebenen Hebammenordnung zu prüfen, und jedes Subjekt, dem die nöthigen Bedingnisse abgehen, der Municipalität mit schriftlicher Anführung der mangelnden Fähigkeiten zurückzuschicken und auf diese Weise die Auswahl einer schicklichen Person ungesäumt zu veranlassen, das von ihme tauglich befundene Subjekt aber vermittelst eines Attestats dem Sanitätsamt zum Unterricht, Prüfung und Wahl zuzusenden. Von allen Hebammen des Distrikts soll er die Tabellen über die jedes Jahr ihm vorgekommenen Geburten einfordern und alljährlich mit Anfang des Jahrs an das Sanitätsamt einsenden. Ausserdem soll er jedes Jahr im Junius die sich bey ihm einstellenden über sechszig Jahr alten Hebammen in Rücksicht ihres Verstandes und körperlichen Fähigkeiten prüfen, ob sie nicht durch ihr Alter zur gesezmäßigen Führung ihres Dienstes untüchtig geworden sind, und von dem Resultat einer jeden solchen Untersuchung an das Sanitätsamt Bericht erstatten.

§. 107.

Die Bevölkerungs- Geburts- und Sterbe-Tabellen soll er von den Pfarrherrn seines Distrikts geflissentlich mit Ende jedes Jahrs einsammeln. In den letztern soll der Name, Alter, Krankheit, gebrauchter Arzt genau angegeben werden. Aus diesen Tabellen soll er sich denn nach dem ihm von dem Sanitätsamt zugestellten Muster eine General-Tabelle entwerfen, und solche seinem jährlichen Bericht über den physischen Zustand des Distrikts beyfügen.

§. 108.

Des Physikus soll auf die genaue Befolgung der medizinischen Polizey-gesetze ein wachsames Auge halten, ob die in denselben enthaltenen Vorschriften der Todten Beschau, der Behandlung plötzlich verstorbener Schwangern, der Besorgung der Verunglückten und Scheintodten, von den Aerzten, Wundärzten und Hebammen jedes Ortes befolget werden und seine hierüber gemachten Bemerkungen dem Sanitätsamt mittheilen, damit solches jeder nachtheiligen Unordnung in Verbindung mit den Munizipalitäten zu rechter Zeit steuern könne.

§. 109.

So wie alle Aerzte, die von einem wahren Patriotismus belebt, den Wohlstand ihrer Mitbürger als ihren eignen betrachten, ihre Nebenstunden keinen angenehmern und müzlichen Beschäftigungen widmen können, als wenn sie sich von allem was auf die Erhaltung der Gesundheit und des Wohlstands ihrer Mitbürger abzielt, oder selbigen im Gegentheil den Umsturz drohet, die beste und genaueste Kenntniß zu verschaffen sich bemühen ; sich desnahen mit der natürlichen Beschaffenheit des Orts und der Gegend, wo sie die Heilkunst ausüben, recht

wohl bekannt machen, deren Naturgeschichte studieren, und dabey besonders auf dasjenige, wovon sie glauben, daß selbiges auf das Leben [u]nd die Gesundheit der Einwohner einen nützlichen oder schädlichen Einfluß habe, aufmerksam sind, überhaupt auf alles, was auf den physischen, medizinischen und ökonomischen Zustand ihres Orts Beziehung hat, genau merken[.] – So wird sich besonders jeder Physikus verdient machen, wenn er aus dergleichen gesammelten Beobachtungen, Erfahrungen und Nachrichten eine vollständige physische und medizinische Topographie seines Distrikts zu entwerfen sich bemüht ; und sollte er zu diesem Endzweck einer Unterstützung von Seiten der Regierung bedürfen, so hat er desfalls durch das Sanitätsamt dem Collegium medicum seine Wünsche zu eröffnen.

§. 110.

Endlich soll des Physikus seine Registratur beständig in guter Ordnung halten, alle seine Amtsführung betreffenden Schriften, namentlich alle von ihm entworfene Obduktionsscheine und sonstige offizielle Berichte, Gutachten und Vorschläge, alle von der Regierung, den Gerichten, den Munizipalitäten[,] dem Collegium medicum, dem Sanitätsamt, an ihn gelangten Schreiben und Verordnungen, seine übrige das Physikat betreffende Correspondenz, Bücher und Schriften sorgfältig, und von seinen Privatpapieren abgesondert, in einem besondern Schrank aufbewahren, und solche in einer leicht zu übersehenden Ordnung systematisch und den Umständen nach chronologisch registriren, die erledigten Akten von Zeit zu Zeit an das Archiv des Sanitätsamts einliefern. Sollte er von seinem Physikat abgehen, so ist er so wie seine Erben im Fall seines Absterbens verpflichtet, alle diese dahin einschlagenden Schriften sofort sämtliche und getreulich an das Sanitätsamt auszuhändigen, welches ihnen sodann über diese Aushändigung eine unter der Unterschrift des Präsidenten ausgestellten Quittung ertheilen wird.

§. 111.

Das Gehalt der Physiker besteht in denjenigen Emolumenten, welche in der durch das medizinisch-chirurgische Collegium entworfenen und durch die gesetzgebende Råthe zum Gesez erhobenen helvetischen Medizinaltaxe für gerichtliche Besichtigungen, Obduktionsscheine, legale Sektionen, chemische Untersuchungen, Berichte in Partheyfachen, Gesundheits- oder Krankheitszeugnisse u. s. f. bestimmt sind. Ausser diesen gesetzlich bestimmten Emolumenten sollen keine anderweitigen Sporteln Statt finden, und jede direkte oder indirekte Forderung irgend einer Belohnung für Verrichtungen, die ihme als Physikus obliegen, soll, wenn solches zur Kenntniß des Collegiums gelangen würde und bewiesen werden könnte, mit Absetzung von seiner Stelle bestrafet werden. Uebrigens soll es dem Gutbefinden des Collegiums überlassen seyn, in Fällen wo sich, besonders bey herrschenden Epidemien, ein Physikus durch seinen Fleiß, Zeit, Kosten und Aufwand sehr verdient gemacht hätte, demselben eine verhältnismäßige Gratifikation aus der Medizinalkasse zuzustellen.

Vierter Artikel.**Von den bey Spitalern, Waisenhäusern, Zucht- und Gefängnishäusern angestellten Aerzten und Wundärzten.**§. 113.⁷⁹

Die bey Spitalern, Waisenhäuser, Zuchthäusern bereits angestellten Aerzte und Wundärzte sollen die daselbst befindlichen Kranken täglich einmal, oder wenn es die Noth erfordert, mehreremal besuchen,

⁷⁹ Le §. 112. n'existe pas.

ihre Krankheiten gewissenhaft besorgen, über Ordnung und Reinlichkeit und über die Krankenwärter gebührende Aufsicht haben, in allem die bey ihrem Antritte ihnen zugestellte Instruktion pünktlich befolgen. Aller dergleichen angestellten Arzte und Wundärzte aber sind gehalten, alle sechs Monate dem Sanitätsamt eine genaue und getreue Erzählung der Krankheiten einzureichen, die in den ihrer Sorge übergebenen Anstalten geherrscht haben, worin sie zugleich die Mittel und Verfahrungsart anzeigen werden, welche am glücklichsten ausgefallen, nebst anderen ausserordentlichen und besonderen Fällen, die ihnen vorgekommen sind. Sollten sie in Rücksicht der medizinischen Besorgung in diesen Anstalten etwas fehlerhaftes entdecken und Verbesserungen wünschen, so sollen sie ihr Gutachten diesen halbjährigen Nachrichten beyfügen, welche durch das Sanitätsamt beförderlichst an das Collegium medikum sollen eingesendet werden.

§. 114.

Im Fall einer der bereits bey diesen genannten Armenhäusern angestellten Arzten mit Tod abginge, wird das Collegium, im Fall eines oder das andere derselben ein Staatseigenthum wäre, einen Dreyer-Vorschlag der Verwaltungskammer des Cantons, im Fall aber solche das Eigenthum einer Gemeind wäre, der Gemeindskammer derselben Gemeinde, einen Dreyer-Vorschlag machen, und diesen Behörden die Auswahl überlassen. Ihre Besoldung hänt im erste Falle von dem Staat, in dem lezten von der Gemeinde ab- So wie hingegen den Sanitätsämtern obliegt, allfällige, hierin vorkommende Minderung und Mißbräuche dem Collegium anzuzeigen.

§. 115.

Jeder, der eine Stelle eines Spital- Waisen- Zuchthaus[-]Arztes oder Wundarztes erhält, bezahlt bey Empfang seines Patents 8 Livres in die Medizinalkasse.

Fünfter Artikel.**Von den Aerzten.**

- 1. Ordnung nach welcher sich diejenigen Jünglinge, welche den Unterricht in der Arzneykunst bey dieser Lehranstalt geniessen wollen, zu richten haben.**

§. 116.

Obwohlen sich voraus setzen läßt, daß die Eltern und andere verständige Rathgeber eines Jünglings, der sich einer so ernsthaften wichtigen und schweren Wissenschaft wieden soll, zum voraus werden geprüft haben, ob er diejenigen Eigenschaften des Verstandes und Herzens, und selbst auch diejenigen körperlichen Anlagen besitzen, die ihm zur Erlernung und einstiger glücklichen Ausübung seines Berufs tüchtig machen können ; ob er demnach diejenigen Vorkenntnisse und Hülfswissenschaften besitze, ohne welche kein glücklicher Anfang und Fortschritt in dem Studium der Medizin möglich ist - si solle dennoch jeder der bey der medizinischen Lehranstalt sein Studien anzufangen gedenkt, sich bey dem Präsidenten des Collegiums anmelden, und diesem das (§. 71.) ihme von dem Sanitätsamt seines Cantons zugestellte Attestat vorweisen. Wenn der Präsident nach Einsehung des Attestats und vorgenommener eigener Prüfung findet, daß der Jüngling zu der medizinischen Anstalt zugelassen werden könne, so läßt er ihn sich in das in den Händen des Präsidenten liegende Matrikelbuch einschreiben, und übergiebt ihm einen von ihm unterzeichneten Matrikelschein, wofür

er vier Liv[re]s in die Medizinalkasse bezahlt. Sollte der Präsident Bedenklichkeiten finden, ihm den Zutritt zu der Lehranstalt zugestatten, soll er den Fall vor das Collegium Medicum bringen, welches entweder über seine gänzliche Fähigkeit oder Unfähigkeit entscheiden soll, oder ihm ernst-freundschaftlich einschärfen wird, dasjenige was ihm an den Hilfswissenschaften noch mangelt nachzuholen.

§. 117.

Die Ordnung, in welcher die Studierende der Arzneykunst die Vorlesung hören sollen, ist :

1. Im erste Jahre Physick, Naturgeschichte[,] Chemie, Anatomie, und Physiologie.
2. Im zweyten Pathologie, Diätetik, Materia medika und allgemeine Therapie ; Anatomie und Physiologie werden wiederholt.
3. Im dritten, besondere Therapie, Chirurgie, Geburtshilfe, gerichtliche Arzneykunst und medizinische Polizey, und für solche, die einst zu Physikaten gelangen wollen, die Vieharzneykunst.

Kann der Studierende vierthalb Jahr auf der Lehranstalt zubringen, so ist es desto besser, um das letzte halb Jahr ganz der Clinick und der medizinischen Litteratur zu wiedmen. Es versteht sich von selbst, daß wenn ein Schüler gar keine philosophische, historische, Sprach- und andere Vorbereitungs-Kenntnisse von Schulen mitgebracht hätte, und also den Anfang seines Studiums ganz auf diese verwenden müßte, dieser Zeitraum von 3 bis 3½ Jahren zukurz wäre.

§. 118.

Von dieser Regel sollen jedoch diejenigen ausgenommen seyn, welche auf anderen inländischen medizinischen Anstalten, oder durch Privat-

anleitung, oder auf auswärtigen Akademien bereits die Anfangsgründe in diesen oder jenen Theilen der Arzneywissenschaft gelegt haben.

§. 119.

Da die Vorlesungen nur dannzumalen nützen, wenn sie angehört, ins Gedächtniß gebracht und gefaßt werden ; da die Neigung der jungen Leuten zu Zerstreuung und Ergötzlichkeiten immer für einen Theil wenigstens besorgen lassen, daß der angestrengteste Fleiß der Lehrer verloren gehe, wenn man nicht Mittel ausfindig mach[e], die Lernjünger zu Benutzung der dargebotenen Hilfsmittel anzuhalten – Da aber die gewohnte Art der Prüfung erst am Ende der Studienjahre, wo es nicht mehr Zeit ist, das versäumte nachzuholen, für den Schüler höchst nachtheilig und gefährlich ist, so sollen um dieser Versäumnis vorzukommen, und die Studierenden gleich anfangs zum Fleiß anzuhalten, mit Ende jedes Studien-Jahres mit den Zuhörern eine Prüfung über alle Theile der Wissenschaften, welche sie in jedem Jahr angehört haben, durch jeden Lehrer in dem ihm angewiesenen Fache, allemal in den letzten Stunden der Vorlesungen einzig zu einer solchen fragweisen in allweg nützlichen Repetition verwendet würden. Sollten ein Schüler diese Prüfung nicht wohl überstehen, so soll er das künftige Jahr die gleichen Prüfungen abermalen aushalten, und bestehet er widerum nicht, so solle der Lehrer solchen dem Collegium, in einer eigenst am Ende jedes Studienjahres zur Lustration der Schüler der Anstalt bestimmten Zusammenkunft vorzeigen, welches, in so fern auch die Zeugnisse der übrigen Lehrer, deren Vorlesungen er besucht hat, diese Klage bestätigen, und besonders auch Unsittlichkeit ihm zur Last gelegt werden wurden, ihn von der Anstalt ausschliessen solle, als einen jungen Menschen, dem es entweder an Fähigkeit, oder Fleiß, oder Neigung zur Wissenschaft mangelt, wo es also besser ist, ihn auszuschliessen, alldieweil es noch Zeit ist einen andern Beruf zu ergreifen.

§. 120.

Die Taxe der anzuhörenden Vorlesungen ist nach Verhältniß der Anzahl der Stunden des Unterrichts, für eine Stunde wöchentlichen Unterrichts jährlich auf 4. Livres, also für Physiologie 20 Livres u. s. f. (§. 56.) gesetzt.

2. Prüfung zu freyer Ausübung der innerlichen Praxis.

§. 121.

Zur Verhütung jeder schädlichen Medizinalpraxis, soll niemand in der Republik die Arzneykunst ausüben, er habe denn zuvor nach vorgegangener Prüfung von dem Collegium medicum die Erlaubnis dazu erhalten. Wer sich unterfangen sollte, ohne diese Erlaubnis, die Arzneykunst auszuüben, oder Arzneyen zu verordnen, soll das erste Mal mit 40 Livres, das zweyte Mal mit doppelt so viel bestraft werden. Sollte aber ein größere Vergehung statt finden, so ist wegen einer stärkern Strafe, die besondere Umstände erfordern, der Fall an den Vollziehungsrath zuberichten.

§. 122.

Nur allein die schon promovierten Aerzte, so wie auch andere, die bereits seit mehrern Jahren ihre Kunst wirklich ausgeübet haben, und gegen welche niemalen gegründete Klagen und Beschwerden angebracht werden, sind von dieser Prüfung ausgenommen ; jedoch so, daß sie sich genau an die gegebenen Vorschriften zu halten haben.

§. 123.

Auch sind auswärtige durch ihre Wissenschaft berühmte Aerzte, wenn sie zu einer Consultation oder Cur berufen werden, von diesem Gesetz befreyt.

§. 124.

Sollten schweizerische Jünglinge auf auswärtigen Akademien, oder Instituten die Arzneykunst erlernen und sich dorten einer Prüfung unterwerfen wollen, so mag ihnen dieses frey stehen. Sie sollen aber nach ihrer Zurückkunft, wenn sie sich in der Republik niederlassen und die Arzneykunst ausüben wollen, sich dessen ungeachtet der gleichen Prüfung unterziehen, wie diejenigen welche bey hiesiger Anstalt studirt habe, und ohne die dadurch bewürkte Erlaubnis des Collegiums bey obiger Strafe keine Kranke besorgen dürfen.

§. 125.

Wer sich zur freyen Ausübung der Kunst der Prüfung unterwerfen will, soll sich in dieser Absicht bey dem Präsidenten des Collegiums meiden ; dieser übergiebt ihm zwey Scheine, einen an den Lehrer der Zergliederungskunst, wodurch dieser aufgefordert wird, den Candidaten an einer Leiche in der Anatomie zu examiniren, ohne ihm vorher zu sagen, über welche Theile ; einen andern an den Lehrer der Klinick, wodurch dieser aufgefordert wird, dem Candidaten zwey wichtige (jedoch nicht seltene oder verwickelte, die oft den geübtesten Arzt in Verlegenheit setzen können,) Kranken anzuweisen, welche der junge Arzt öffentlich in Gegenwart aller derer, welche die klinische Schule besuchen, befragen muß. Nach geendigter Untersuchung des Kranken bildet der Kandidat seine Diagnosis und Prognosis ; erklärt gleichfalls die Heilanzeigen der

vor sich habenden Krankheit und verordnet nach seinem Gutdunken, jedoch mit Approbation oder Verbesserung des Lehrers, diejenigen Arzneymittel, welche ihm die zuträglichsten scheinen, deren Wirkung, so wie den fernern Verlauf der Krankheit er täglich beobachtet und genau aufzeichnet. Der Professor giebt ihm nach beendigter Cur ein Zeugnis, welches das Verfahren bescheiniget, wie der Candidat seine Schuldigkeit erfüllet habe. Ein gleiches Zeugnis übergiebt ihm der Lehrer der Zergliederungskunst. Die in der Klinik schriftlich von ihm aufgesetzten Krankengeschichten mit ihrer Epikrisis begleitet legt er ebenfals in die Hände des Präsidenten. Nachdem der Präsident aus diesen Zeugnissen die praktische Geschicklichkeit oder im Gegentheil die Unfähigkeit des Candidaten erkennt hat, so läßt er ihn entweder zum Examen zu oder weißt ihn ab, doch so, daß er im letztern Falle seine Gründe dem ganzen medizinischen Collegium mittheilet. Im Fall er ihm den Zugang gestattet, so übergiebt er ihm zugleich einen Satz oder Frage aus der theoretischen oder praktischen Arzneygelehrtheit zu einer schriftlichen Ausarbeitung in lateinischer oder teutscher Sprache. Diese Ausarbeitung übergiebt er nach einer ihm beliebigen Zwischenzeit dem Präsidenten, welcher solche nebst den obbenannten Krankengeschichten unter den sämtlichen Lehrern circuliren läßt, und dem Candidaten zugleich den Tag der Examen bestimmt.

§. 126.

Dieses Examen geschieht in Gegenwart des ganzen Collegiums. Ein jedes Mitglied desselben soll alsdann dem Candidaten über verschiedene Materien aus der Physiologie, Pathologie, besonders aber aus der allgemeinen u. besondere Therapie Fragen vorlegen, und dabey die größte Strenge beobachten, damit sie sich von der Fähigkeit des Candidaten überzeugen können. Doch wird sich hier keiner von derjenigen Gelassenheit und Freundlichkeit entfernen, welche einem sehr furchtsamen

Schüler Muth einflößen kann. Nach [B]eeindigung des Examens tritt der Candidat ab, und die Mitglieder unterreden sich, ob sie ihm in Rücksicht des Ablauf des Examens, in Rücksicht der ihnen von dem Lehrer der Anatomie und Klinik nun wiederholt abgelegten Zeugnisse und der vorliegenden Ausarbeitungen, die Approbation zu einem practicierenden Arzt geben wollen oder nicht.

§. 127.

Nach geendigter Stimmensammlung läßt der Präsiden den Candidaten hereinkommen, wo er ihm die erhaltene Approbation zu einem praktizierenden Arzt anzeigt, ihm zugleich die allgemeinen Vorschriften für die praktischen Aerzte der Republik gedruckt mittheilt. Hierauf legt der Candidat ein Handgelübd ab, daß er diese Vorschriften mit der großen Pünktlichkeit beobachten wolle ; nachher läßt der Präsident dem approbirten Arzt das erforderliche Diplom aushändigen, unterschreibt es eigenhändig und trägt seinen Namen in das Verzeichniß der anerkannten und approbirten Aerzte ein, so wie solches auch in den Blättern öffentlich dem Publikum bekannt gemacht werden solle. Dem Jungen Arzte steht es frey, seine dem Collegium eingehändigte und ihm in Copia wiederum zurückgestellte Ausarbeitung durch den Druck öffentlich bekannt zu machen.

§. 128.

Hat der Candidat sich vorgesezt, nebst der innerlichen Praxis, zugleich auch die Chirurgie, Geburtshilfe, Apothekerkunst, Vieharzneykunst auszuüben, so soll er sich einer besondern und der gleichen Prüfung unterwerden, welcher Wundärzte, Geburtshelfer, Apotheker, Viehärzte sich zuunterziehen haben, mit dem Unterschied, daß die Prüfung

in denjenigen Theilen unterlassen wird, in denen er schon als Arzt geprüft worden ist.

§. 129.

Wäre der Fall, daß der Candidat in dem Examen nicht bestehen und abgewiesen würde, so kann er nicht eher wieder zu einer neuen Prüfung zugelassen werden, als nach Verlauf eines Jahrs, in welcher Zeit ihm überlassen ist, das Versäumte nachzuholen.

§. 130.

Für das Examen zur freyen Ausübung der Kunst sind 32 Livres festgesetzt, welche der Quästor des Collegiums vor dem Examen in Empfang nimmt. Würde der Candidat im Examen nicht bestehen und abgewiesen, so wird ihm nur die Hälfte wiederum zuükgegeben.

§. 131.

Wünscht der junge Arzt sich den Titel eines Doktors der Arzneykunst, und hält das Collegium ihn desselben würdig, so soll er, um sich als Meister in der Kunst oder als Doktor öffentlich vor der medizinischen Welt zu zeigen, einen ihm beliebigen medizinischen Gegenstand in lateinischer oder deutscher Sprache ausarbeiten und drucken lassen. Jeder der zur medizinisch-chirurgischen Schule gehört, empfängt ein Exemplar. Der Candidat unterwirft sodann auf einen von dem Präsidenten des Collegiums bestimmten Tag diese Ausarbeitung bey einer allgemeinen öffentlichen Versammlung der Lehrer und der Schüler der öffentlichen Prüfung und vertheidigt sie selbst. Nach beendigter rühmlicher Handlung wird dieser Arzt als Doktor der Arzneykunst von dem Präsidenten öffentlich proklamirt und ihm als solchem ein gedrucktes und besiegel-

tes Diploma zugestellt, für welches er 32 Livres in die Medizinalkasse bezahlt.

3. Verpflichtung eines angehenden Arztes.

§. 132.

Eine angehender Arzt verpflichtet sich, daß er treu, gewissenhaft, unverdrossen, mit Ueberlegung und Bedachtsamkeit seine Geschäfte verrichten, uneigennützig und mit gleichem Eifer Armen und Reichen in Krankheit rathen und beystehen, ihr Bestes mit ganzem Ernst suchen, keine Krankheit des Gewinns oder anderer Absichten wegen in die Länge zu ziehen suchen, mäßig, nüchtern und verschwiegen seyn, mit seinen Mitärzten, Wundärzten und Apothekern zwar in Eintracht und guter Harmonie leben, aber keine den Patienten nachtheilige Verbindung eingehen, in bedenklichen Fällen sich der Zuziehung und dem Rath derselben aus Eitelkeit oder Privathaß nicht widersetzen, keine Versuche mit Gefahr des Lebens seiner Patienten anstellen, Gifte und heftig wirkende Arzneyen zu bösen Absichten nit mißbrauchen, sich mit Geheimniskram und Charlatanerien nicht befassen, chirurgische Operationen, wenn ihm die dazu nöthige Kenntniß, Uebung und Fertigkeit fehlt, nicht unternehmen, was auf das öffentliche Gesundheitswohl Einfluß haben kann, genau beobachten, allfällige Mängel und Unordnungen den Physikern oder Sanitätsämtern gehörig und zeitig anzeigen, und über Krankheiten sowohl als über medizinische rechtliche Fälle ohne allen Rückhalt und nach bestem Wissen und Gewissen Zeugnisse und Gutachten ausstellen wolle.

§. 133.

Besonders soll ein jeder Arzt über die ihm vorkommenden, insbesondere über die wichtigern Krankheiten, ein zweckmäßiges Tagebuch hal-

ten, damit er dadurch sich auf Erfordern vor Verantwortungen sicher stellen, auch bey Medizinalberathungen vollständigen und zuverlässigen Bericht abstaten könne.

§. 134.

Da bey verschiedenen Krankheiten oder Unglücksfällen Menschen todt scheinen, die es nicht wirklich sind, sondern durch gehörige Sorge und Erweckungsmittel wieder ins Leben zurückgebracht werden können. Z. B. bey Schlagflüssen, bey Verblutungen, Nervenkrankheiten, bey Ertrunkenen, Erhängten, Erfrorenen, vom Bliz gerührten, Erstikten u. s. f., so ist jeder Arzt verpflichtet, darauf zu sehen, und sich zu bemühen, daß alle Rettungsmittel, die zur Wiederbelebung solcher Personen erforderlich sind, frühzeitig und lange genug angewendet werden, und in jedem dergleichen Falle, ehe die Beerdigung Statt findet, auf das genaueste zu untersuchen, ob dergleichen Personen vollkommen todt seyn, und ohne alle Gefahr, daß es zu frühzeitig geschehe, begraben werden können ; zu welchem Ende er bey allen Verstorbenen, die nur scheinbar todt seyn könnten, auch selbst nach allen ohne Erfolg angewandten Rettungsmitteln die Veranstaltung zu treffen hat, daß solche Personen gehörig besorgt und nicht eher begraben werden dürfen, als bis sich bey ihnen deutliche Spuren der Verwesung zeigen. Der Arzt soll desnahen in solchen Fällen, wo er Widerstand gegen seine Verordnungen fände, jedesmal dem Physikus ungesäumt die Anzeige davon thun, welcher bey der Munizipalität-Polizeybehörde den Befehl auswirken soll, daß die Beerdigung nicht eher erlaubt werde, als bis sich wirkliche und deutliche Spuren der Verwesung zeigen. Auch hat der Arzt von jedem solchen Fall, die Rettungsmittel seyen gelungen oder nicht, dem Sanitätsamt durch den Physikus eine genaue Beschreibung einzusenden, welche Rettungsmittel er gebraucht, wenn und wie lang sie angewendet

worden, und ob der Todte obiger Vorschrift zufolge, nach vorsichtiger Untersuchung, und wenn derselbe begraben worden.

§. 135.

Auch ist jeder Arzt bey Strafe gehalten von dem Sterbefall einer über den fünften Monat schwangern Weibsperson, insofern er nicht selbst Geburtshelfer ist, und die in solchen Fällen nöthigen Operationen nicht selbst verrichten will, dem zunächst wohnenden Geburtshelfer oder dem Physikus sogleich gehörige Nachricht zu geben, damit die todte Schwangere frühzeitig besorgt und die Frucht vielleicht noch gerettet werden könne.

§. 136.

Kein Arzt soll selbst Arzneyen ausgeben oder damit handeln, sondern jeder soll aus approbirten Apotheken dispensiren ; es wäre dann, daß er sich bey seiner Prüfung zu einem Arzt zugleich in der Apothekerkunst habe prüfen lassen, und von dem Collegium die Erlaubniß erhalten habe, eine eigne Privatapotheke zu halten, und daraus seinen Kranken die Arzneyen zu dispensiren, bey welcher Dispensation er sich aber übrigens genau an die gesezlichen Vorschriften für Apotheker zu halten hat, sich auch den alljährlichen Visitationen seiner Apotheke unterwerfen solle. (§. 105.)

§. 137.

Jeder Arzt soll hinfüro unter die von ihm verordneten Recepte bey 4 Livres Strafe, jederzeit seinen Namen, den Namen der Kranken, nebst der Vorschrift des Gebrauchs und den Datum setzen ; doch hat er die Erlaubniß, bey Krankheiten die verschwiegen werden müssen, für den

wahren Namen des Kranken einen erdichteten Namen zu schreiben. Auch wenn der Arzt den Apothekern oder Wundärzten ein Receipt in die Feder sagt, soll er seinen Namen [un]terschreiben.

§. 138.

Ueberdies sollen die Ärzte hinfüro in ihren Receipten, sowohl die Arzneymittel als das Gewicht derselben nicht mit chemischen Zeichen, sondern mit Worten schreiben ; auch sollen sie die Quantität der Kräuter und Blumen u. s. f. nicht durch Hand- und Fingervoll, sondern nach dem Gewicht bestimmen.

§. 139.

Wenn ein Arzt Merkmale beobachtet, daß sich die Anfänge irgend einer epidemischen oder ansteckenden Seuche zeigen so soll er verbunden seyn, dem Distrikts-Physikus sogleich davon gehörige Anzeige zu thun, und die Handhabe der Polizeyordnungen, welche von dem Physikus bey einer solchen Epidemie ihm zugestellt werde mögen, besonders der geflissene Führung der Mortalitäts-Tabellen (§ 80) sich wohl angelegen seyn lassen.

§. 140.

Jeder Arzt ist gehalten, nach dem Absterben eines seiner Kranken den Hinterlassenen einen Zettel mit dem Namen, Vornamen, Wohnort, Alter und Benennung der Krankheit des Verstorbenen zuzustellen, welchen hernach die Angehörigen des Verstorbenen, dem Prediger zu übergeben haben, der ihn seinen jährlichen Sterbtabellen (§ 107) einverleiben wird.

§. 141.

Wenn irgend ein Arzt des hiesigen Landes wegen einer mißlungenen Kur verunglimpft wird, so kann er deshalb bey dem Collegium medicum Schutz suchen, er muß aber zu dem Ende eine vollständige Krankengeschichte, und eine umständliche Nachricht von dem von ihm verordneten Verhalten und verschriebenen Arzneyen, so viel als möglich mit Zeugnissen belegt, dem Collegium einsenden, welches alsdenn das Verfahren des Arztes untersuchen wird. Ist nach seinem Gutachten alles geschehen, was zur Heilung einer solchen Krankheit geschehen konnte, so soll des verunglimpften Arztes Unschuld gegen das Gerücht durch eine Bekanntmachung in öffentlichen Blättern gesichert und die Bestrafung des Urhebers oder Verbreiters desselben gehörigen Orts befördert werden.

§. 142.

Hingegen wenn ein Arzt sich für überzeugt hält, und die nöthigen Beweise angeben kann, daß irgend ein anderer Arzt oder irgend eine andere Medizinalperson einen wichtigen Fehler in seinem ärztlichen Verfahren begehe oder begangen habe, so soll er diesen Fehler frühzeitig sammt den nöthigen Beweisthümern und mit gehöriger Verschwiegenheit gegen alle andere dem Sanitätsamt anzeigen, welches die angezeigten Fehler untersuchen und nach Vorschrift des § 81 weiters verfahren solle.

Sechster Artikel.**Von den Wundärzten.****1. Prüfung zu freyer Ausübung der Wundarzneykunst.**

§. 143.

Wer sich der Prüfung zu freyer Ausübung der Wundarzneykunst unterwerfen will, soll nebst dem von dem Sanitätsamt vorzulegenden Prüfungsschein (§ 71) durch Zeugnisse beweisen können, entweder daß er bey der medicinisch-chirurgischen Lehranstalt die Vorlesungen über die einem Wundarzt unentbehrlichen Theile der Arzneywissenschaft und Wundarzenykunst, als da sind Anatomie, Physiologie und allgemeine Pathologie, Materia medica, die theoretische und praktische Chirurgie, die chirurgische Klinik, fleißig angehört habe, bey den Prüfungen, welche nach Beendigung eines jeden wissenschaftlichen Theils von dem Lehrer vorgenommen worden, wohl bestanden, und bey den Handanlegungen die erforderliche Geschiklichkeit gezeigt habe ; oder daß er bey einer andern inländischen oder auswärtigen Lehranstalt in benannten Wissenschaften Unterricht genossen ; oder daß er sich die gleichen Kenntnisse durch Privatunterricht bey einem erfahrenen und geschikten Wundarzt erworben habe.

§. 144.

Alsdenn mag er sich bey dem Präsidenten des Collegium melden ; dieser übergiebt ihm zwey Scheine, einen an den Lehrer der Zergliederungskunst, wodurch dieser aufgefordert wird, den Candidaten an einer

Leiche in der Zergliederungskunst, vornemlich in denjenigen Theilen zu examiniren, deren Kenntniß einem Wundarzt vorzüglich nothwendig ist ; einen andern an den Lehrer der chirurgischen Klinik, mit der Aufforderung, ihm zwey wichtige, jedoch nicht sehr verwickelte chirurgischen Kranken anzuweisen, welche der junge Wundarzt öffentlich in Gegenwart aller derer, welche die chirurgisch-klinische Schule besuchen, befragen muß. Nach geendigter Untersuchung der Kranken, bildet der Candidat seine Diagnosis und Prognosis, setzt die Heilanzeigen fest, und verordnet die nothwendige innerliche und äußerliche Besorgung, welche letztere er unter Aufsicht der Lehrers selbst übernimmt, den Fortgang der Krankheit täglich auf gleiche Art beobachtet und schriftlich aufzeichnet. Unter der Aufsicht des gleichen Lehrers soll er an einem Leichnam eine wichtige chirurgische Operation verrichten. Beyde Lehrer übergeben dem Candidaten ein schriftliches Zeugniß, wie er in diesen vorläufigen Proben bestanden habe. Diese Zeugnisse mit jener Krankheitsgeschichte begleitet, überbringt er dem Präsidenten des Collegiums, welcher ihn nach daraus erkannter Fähigkeit oder Unfähigkeit zum Examen zuläßt, oder nicht. Im ersten Fall übergiebt er ihm einen Satz oder Frag aus der praktischen Chirurgie zu einer schriftlichen Ausarbeitung in deutscher Sprach, welche er in beliebiger Zeit dem Präsidenten zustellt, welcher solche nebst der obgemeldten Krankengeschichte unter sämtlichen Lehrern zirkuliren läßt, und dem Candidaten zugleich den Tag der Prüfung bestimmt.

§. 145.

Dieses Examen geschiehet in Gegenwart des ganzen Collegiums. Der Lehrer der Chirurgie examinirt den Candidat über verschiedene Kapitel der praktischen Chirurgie, über die Operation, welche er an dem Cadaver verrichtet hat. Die Lehrer der Anatomie, Physiologie, Pathologie, Materia medica examiniren ihn nachher über das Anatomische,

Physiologische, Pathologische, so sich auf jene Kapitel der Chirurgie, in denen er geprüft worden, bezieht, und um seine Kenntnisse in der chirurgischen Arzneymittel-Lehre zu prüfen, läßt man sich Recepte von verschiedenen äußern Arzneyen verordnen und niederschreiben.

§. 146.

Nach vollendeter Prüfung fällt das Collegium nach Austritt des Candidaten das Urtheil über die Geschiklichkeit des Candidaten ; wird er tüchtig befunden, so wird ihm das von dem Präsidenten unterschriebene Diplom eines approbirten Wundarztes zugestellt, und ihm seine in Zukunft zu beobachtenden Pflichten vorgelesen, welchen er durch ein feyerliches Gelübd geflissentlich und gewissenhaft nachzukommen verspricht. Der Inhalt seines Patents soll in den öffentlichen Blättern dem ganzen Publikum angezeigt werden. Auch ihm steht es frey, seine dem Collegium eingehändigte, und ihm in Copia wiederum zurückgestellte Ausarbeitung durch den Druk öffentlich bekannt zu machen.

§. 147.

Hat der junge Wundarzt sich vorgesezt, nebst der praktischen Chirurgie zugleich auch die innerliche Arzneykunst, Geburtshülfe auszuüben, und sein Privatapothek zu halten, so soll er sich den gleichen Prüfungen unterwerfen, welcher Aerzte, Geburtshelfer, Apotheker etc.⁸⁰ sich zu unterziehen haben, mit dem Unterschied, daß die Prüfung in denjenigen Theilen unterlassen wird, in denen er schon als Wundarzt geprüft worden ist.

80 L'abréviation est ici composée d'un « r » dit de ronde (*r rotunda*), caractère typographique spécifique, lui-même utilisé en lieu et place d'un autre caractère disparu, le « et » tironien. Cette particularité se retrouve à quatre autres reprises dans le texte (cf. *infra* notes 81 à 84).

§. 148.

Wäre der Fall, daß der Candidat in dem Examen nicht bestehen und abgewiesen würde, so kann er nicht eher wieder zu einer neuen Prüfung zugelassen werden, als nach Verlauf eines Jahrs, in welcher Zeit ihm überlassen ist, das Versäumte nachzuholen.

§. 149.

Für das Examen zur freyen Ausübung der Kunst sind 32 Livres festgesetzt, welche der Quästor des Collegiums zu Handen der Medizinkasse vor dem Examen bezieht ; würde der Candidat in dem Examen nicht bestehen und abgewiesen, so wird ihm nur die Hälfte wiederum zurückgegeben.

§. 150.

Sollte ein Jüngling aus Mangel an hinlänglichen Fähigkeiten, Vermögen oder anderen Umständen und Ursachen nicht so weite Fortschritte in der Wundarzneykunst gemacht haben, um sich zu getrauen, dem Examen eines approbirten Wundarztes sich zu unterwerfen ; dennoch aber überzeugt seyn, daß er doch so viele Kenntnisse sich erworben habe, um in minder wichtigen chirurgischen Geschäften seinem Nebenmenschen nützlich seyn zu können : als da sind Aderlassen, Schröpfen, Blutigel ansetzen, Zahn ausziehen, Zugpflaster, Fontenellen setzen u. dgl. so soll er sein Begehren dem Präsidenten des Sanitätsamts seines Cantons in einem Memorial schriftlich eröffnen, und diejenigen Theile oder Fächer der Wundarzneykunst einzeln namhaft machen, und bestimmen, in welchen er sich die gehörigen Kenntnisse zutraut, und worüber er sich einem Examen unterwerfen zu können glaubt ; diesem Memorial soll er ein Zeugniß desjenigen Wundarzts, bey welchem er als Lehrknab

oder Gesell gestanden, betreffend seine Kenntnisse, Fleiß und moralische Aufführung beyzufügen. Darauf soll ihm der Präsident ein dem Inhalt des Memorials angemessene und in dem Kenntnißkreise des Zuexaminirenden liegende chirurgische Frage, welche aber eine umständliche Antwort erfordert, zustellen. Des folgenden Tags soll er in dem Hause und in Gegenwart des Präsidenten diese Frage schriftlich ausarbeiten und beantworten. Diese schriftliche Ausarbeitung nebst gedachtem Memorial und Zeugniß läßt der Präsident unter den sämtlichen Mitgliedern des Sanitätsamts zirkuliren, und bestimmt dem Zuexaminirenden den Tag seiner Prüfung.

§. 151.

Bey dieser Prüfung, welche mit zweckmäßiger Leutseligkeit ohne abschreckendes Verfahren von sämtlichen Mitgliedern des Sanitätsamts geschehen soll, sollen an den Zuexaminirenden mehrere aber leichte Fragen über die verschiedenen Theile der Anatomie gethan werden. Ferner soll er über die Ursachen, Kennzeichen und Heilungsart derjenigen chirurgischen Krankheiten, worinnen derselbe zufolge seines Memorials die erforderlichen Kenntnissen zu besitzen glaubt, geprüft werden ; ferner soll er über dasjenige, was bey der Verrichtung kleinerer chirurgischen Geschäften, als Aderlassen, Zahnausziehen, Schröpfen u. dgl. zu wissen und zu beobachten nöthig ist, gehörig und umständlich gefragt werden. Endlich soll man ihn einige Recepte zu äußerlichen Heilungsmitteln verschreiben, und einige der nothwendigsten Bandagen appliziren lassen.

§. 152.

Nach geendigter Prüfung tritt der Examinirte ab, und die Mitglieder des Sanitätsamt tragen ihren Meynungen über die Fähigkeit und Geschlik-

lichkeit desselben zusammen, und stellen darauf ein Gutachten aus, worinn sie die Gränzen der ihm zu gestattenden chirurgischen Praxis bestimmen. Dieses Gutachten soll dem Collegium medicum eingesendet werden, welches nach Befinden entscheidet und im Fall es dem Examinirten die Erlaubniß innert gewissen Gränzen die chirurgische Praxis auszuüben giebt, ihm einen Concessionsschein ertheilt, in welchem aber deutlich und genau diese Gränzen angezeichnet und die Krankheiten und Fälle angezeichnet und benennt werden sollen, bey welchen er seine Praxis ausüben darf. Dieser Concessionsschein, für welchen der Examinirte 16 Livres in die Medizinkasse bezahlt, wird in die öffentlichen Blätter eingerückt, dem Sanitätsamt aber der Beschluß des Collegiums mitgetheilt.

§. 153.

Wenn sich ein solcher concessionirter Wundarzt befeißigen sollte, nach und nach eine höhere Stufe der chirurgischen Kunst zu erreichen, und sich mehrere Geschicklichkeit zu erwerben, so kann er sich hernach zu einer andern Prüfung melden, wo ihm denn nach Beschaffenheit des Erfolgs derselben entweder der Concessionsschein erweitert, oder selbst das Patent eines approbirten Wundarzts gestattet werden wird. In dem letztern Falle wird ihm das was er für die Concessionsscheine bereits in die Medizinkasse bezahlt, von dem was er für das Patent (§ 149) bezahlen sollte, abgezogen.

2. Verpflichtung eines angehenden approbirten Wundarztes.

§. 154.

Ein angehender approbirter Wundarzt verpflichtet sich, daß er treu, gewissenhaft, unverdrossen, mit Ueberleg[un]g und Bedachtsamkeit seine

Geschäfte verrichten, uneigennützig und mit gleichem Eifer Armen und Reichen in Krankheiten rathen und beystehen, ihr Bestes mit ganzem Ernst suchen ; keine Krankheit des Gewinns oder anderer schlechten Ursachen willen in die Länge zu ziehen suchen ; mäßig, nüchtern und verschwiegen seyn ; mit Aerzten, Wundärzten, Apothekern zwar in guter Harmonie und Eintracht leben, aber keine den Patienten nachtheilige Verbindung mit ihnen eingehen ; in bedenklichen Fällen sich der Zuziehung eines erfahrenen Arzts oder Wundarzts aus Eitelkeit oder Privathaß niemals widersetzen, keine Versuche auf Gefahr des Lebens Patienten anstellen, Gifte und heftig wirkende Arzneyen zu bösen Absichten nie mißbrauchen, sich mit Geheimnißkram und Charlatanerien nie befassen, sich von allen innerlichen Kuren (wofern er nicht als Arzt geprüft und durch sein Patent dazu berechtigt ist) enthalten, über alle ihm vorkommenden insbesondere über die wichtigern Krankheiten ein zweckmäßiges Tagbuch zu seiner allfälligen Verantwortung oder zur Consultation mit andern Aerzten und Wundärzten, oder jeder andrer von ihm geforderten Berichterstattung halten ; endlich alles was auf öffentliches Gesundheitswohl Einfluß haben kann, genau beobachten ; allfällige Mängel und Unordnungen dem Physikus oder Sanitätsamt gehörig und zeitig anzeigen, über Krankheiten sowohl als über medizinische rechtliche Fälle ohne allen Rückhalt und nach bestem Wissen und Gewissen Zeugnisse und Gutachten ausstellen wolle.

§. 155.

Da bey verschiedenen Krankheiten oder Unglücksfällen, z. B. bey Schlagflüssen, bey Verblutungen, bey Nervenkrankheiten, bey Ertrunkenen, Erhängten, Erfrorenen, Erstickten etc.⁸¹ Menschen todt scheinen, die es wirklich doch nicht sind, sondern welche durch Anwendung

81 Voir *supra* note 80.

der gehörigen Rettungs- und Erweckungsmittel wieder ins Leben zurückgebracht werden können, so ist jeder Wundarzt verpflichtet, (und bey Armen soll derselbe aus einer öffentlichen Casse bezahlt werden) sogleich die ersten und nöthigsten Rettungsmittel frühzeitig und lange genug anzuwenden, und ungesäumt den zunächstwohnenden Arzt oder Wundarzt oder Physikus zu Hülfe rufen zu lassen. Wollten die Angehörigen solcher vielleicht nur todtscheinenden Personen die Rettungsmittel nicht gehörig anwenden lassen, so soll der Wundarzt diese Widerspenstigkeit sogleich der Polizeycommissiön der Munizipalität des Orts anzeigen, bey ihr um kräftigen Beystand ansuchen, und den Befehl auswürken, daß die Beerdigung nicht ehnder erlaubt werde, als bis wirkliche unzweifelhafte Spuren der Verwesung sich zeigen. Auch hat der Wundarzt von jedem solchen Fall eine umständliche Beschreibung desselben, der angewendeten Mittel und des Erfolges, dem Physikus zuüberggeben.

§. 156.

Auch bey andern innerliche[n] Krankheiten, die schelle und plötzliche Hülfe erfordern, dürfen und sollen sie nach Anleitung der ihnen von dem Collegium zugestellten gedr[u]ckten Anleitung zur Behandlung plötzliche und schnelle Hülfe erfordernden Krankheiten, Kranke besorgen insofern kein approbirter Arzt sich an dem Ort aufhält – doch werden sie ungesäumt dem nächstwohnenden Arzt den Fall in einer deutlichen und vollständigen Krankheitsgeschichte mittheilen, und nichts ohne seinen Rath unternehmen.

§. 157.

Ebenso wie der Arzt, so soll auch der Wundarzt keine Arzneyen ausgeben oder damit handeln, sonder jeder soll solche aus approbirten Apo-

theken nehmen und verschreiben, es seye denn, daß er sich bey seiner Prüfung zugleich in der Apothekerkunst habe prüfen lassen, und von dem Collegium die Erlaubnis erhalten habe, eine Privatapotheke zu halten, und daraus den Kranken seine Arzneyen zu dispensiren. Bey welcher Dispensation er sich aber genau[e]n die gesetzlichen Vorschriften für die Apotheker zu halten, sich auch den alljährlichen Visitationen seiner Privatapotheke zu unterwerfen hat ; auch soll jeder Wundarzt auf die von ihm verordneten Recepte bey 4 Livres Strafe jederzeit seinen Namen, den Namen des Kranken, nebst der Vorschrift des Gebrauchs und den Datum setzen, den Namen der Arzney und derselben Gewicht nicht mit chemischen Zeichen, sondern mit Worten schreiben ; die Quantität der Kräuter, Blumen etc.⁸² nach dem Gewicht bestimmen.

§. 158.

Jeder Wundarzt ist gehalten, jederzeit nach dem Absterben eines Kranken, den Hinterlaßnen einen Zedul mit dem Namen, Vornamen, Wohnort, Alter und Benennung der Krankheit des Verstorbenen zuzustellen, welchen hernach die Angehörigen des Verstorbenen dem Prediger der Gemeinde zu übergeben haben, der ihn seinen jährlichen Sterbetabellen einverleiben wird.

§. 159.

Gegen Verunglimpfungen ist den Wundärzten der gleiche Schutz zugesichert wie den Aerzten. (§. 141.)

82 Voir *supra* note 80.

§. 160.

Es ist jedem Wundarzt erlaubt, zu Besorgung seiner Geschäften, Gesellen anzunehmen. Die Wundärzte aber sollen darauf sehen, daß dieser Gesellen, zu den chirurgischen Geschäften, wozu sie gebraucht werden, die gehörigen Kenntnisse und Geschicklichkeit besitzen, und daß sie nicht allein die geringeren chirurgischen Geschäfte, als Aderlassen, Zugpflaster legen, Clystere geben etc.⁸³ gehörig und vorsichtig behandeln, sondern auch in Abwesenheit oder bey Krankheit des Wundarztes die Kranken verbinden, und ku[n]stmäßig behandeln können ; sie sollen auch auf ihre Moralität ein wachsames Augenmerk haben, und für alle Kunstfehler, welche sie begehen, und alle Vernachlässigung der ihnen anvertrauten Kranken verantwortlich seyn.

§. 161.

Und damit diejenigen jungen Leute, welche sich der Wundarzneykunst wieden wollen, auch gehörigen und vollständigen Unterricht erhalten, ist jeder Wundarzt verpflichtet, dem in seine Lehre, nach vorhergegangener Prüfung seiner Fähigkeiten (§. 71.) aufgenommen Jüngling, die Anfangsgründe der Zergliederungskunst, Physiologie und Wundarzneykunst beyzubringen, und ihn zu fleißiger Lesung guter und verständlicher anatomischer, physiologischer und chirurgischer Bücher anzuhalten, in nicht durch Auftragung häuslicher Geschäfte und besonders des Zeitraubenden Barbiergeschäftes an Lesen und Anhören der Collegien, wenn sich ihm dazu Anlaas anbieten sollten, zu hindern ; der Physikus des Distrikts soll desnahen auf die Bildung dieses Lehrlings genaue Obacht haben, und wenn er findet, daß er nicht gehörig unterrichtet wird, den Wundarzt warnen, und wenn diese Warnung fruchtlos bleibt,

83 Voir *supra* note 80.

die Saumseligkeit desselben dem Sanitätsamt anzeigen, so wie die im vorigen §. Angeführten Mängel der Gesellen halber.

3. Verpflichtung der conceßionirten Wundärzte.

§. 162.

Die conceßionirten Wundärzte verpflichten sich, keine andere chirurgische Krankheiten zu behandeln, als solche worüber sie geprüft worden, und die in ihrem Conceßionsschein namentlich bestimmt sind. Sollte er diese Gränzen überschreiten, so soll er das erste mal mit 8 Livres, das zweyte mal mit doppelt so viel bestraft werden, bey einer dritten Vergehung wird ihm sein Conceßionsschein abgefordert, und die Praxis gänzlich untersagt.

§. 163.

Bey vorkommenden plötzlichen Fällen, die eine plötzliche und schnelle Hülfe erfordern, an Orten, wo weder ein approbirter Arzt, noch Wundarzt ist, darf und soll er nach einer ihm von dem Collegium medicum zuzustellenden gedruckten Anleitung zur Behandlung plötzliche und schnelle Hilfe erfordernder Krankheiten, die Kranken besorgen ; ist aber verpflichtet, ohngesäumt den Fall dem nächsten approbirten Arzt oder Wundarzt, in einem deutlichen und vollständigen Bericht mitzutheilen, und sich seines Rathes in fernerer Besorgung des Kranken zu bedienen. Bey Schneitodten hat er ebenfalls, nach einer ihm von dem Collegium gedruckt zugestellten Anleitung, und nach Inhalt des §. 155. zu verfahren.

Siebenter Artikel.

1. Prüfung der Geburtshelfer.

§. 164.

Sollte ein Arzt oder approbierter Wundarzt die Geburtshülfe bey wieder natürlichen Fällen auszuüben gedenken, so muß derselbe bey seiner Anmeldung zum Examen, bey dem Präs[i]denten des Collegiums seinen Wunsch eröffnen, daß das Examen auch auf die Geburtshilfe ausgedehnt werde, oder in der Folge um die Erlaubnis zu einem besondern Examen zugelassen zu werden, anhalten. Der Lehrer der Zergliederungskunst soll alsdann bey dieser Prüfung ihn über die harten und weichen Geburtstheile, so wie der Lehrer der Entbindungskunst über die wichtigsten Capitel der theoretischen und praktischen Entbindungskunst examiniren ; auch wird der Lehrer der praktischen Arzneykunst ihn über die Krankheiten der Schwangern, Gebährenden und Kindbetterinnen befragen – wenn nach Beendigung der Prüfung das Collegium findet, daß er die nothwendigen Kenntnisse und Fähigkeiten zur Ausübung dieses Berufs habe, so wird ihm ein Patent eines approbirten Geburtshelfers zugestellt, für welches er 16. Livres in die Medicinalcasse bezahlt.

2. Verpflichtung des Geburtshelfers.

§. 165.

Ein Geburtshelfer soll sich eines sittsamen nüchtern Lebenswandels befließigen, und sich jedesmal, wenn er zu einer Gebährende[n] geru-

fen wird, den Armen wie den Reichen, es sey Tag oder Nacht, in oder ausserhalb des Ortes sogleich einstellen, und nach gehöriger Untersuchung seine Hilfe nach bestem Wissen und Gewissen, mit Muth aber ohne Verwegenheit anwenden. Nach vollendeter Hilfe soll er Obacht haben, daß der Mutter und dem Kind die gehörige Sorgfalt angediehe, und in Rücksicht des erforderlichen Verhalten der Hebamme, den Verwandten oder der Wärterinn die nöthigen Vorschriften und Rathschläge ertheilen, und wann der Kindbetterinn und dem Kind eine Unpäßlichkeit oder Krankheit zustoßen sollte, in Fall er kein approbirter Arzt wäre, frühzeitig einen Arzt zu Hülfe rufen, und diesem eine umständliche Nachricht von dem Entbindungsgeschäfte mittheilen.

§. 166.

Wenn einem Geburtshelfer eine Gebäherin, entweder während, oder kurz nach der Entbindung verstirbt, so soll er den Hinterlassnen einen Zedul mit Namen, Vornamen und Wohnort der Verstorbenen und mit Angeb[u]ng der ihm wahrscheinlichen Ursach des Todes zu Handen des Predigers der Gemeinde einhändigen. Eben so ist er auch gehalten, wenn ein Kind todt geboren, oder sogleich nach der Geburt gestorben ist, einen solchen Zedul mit der Benennung des Geschlechts der Eltern des Kindes, und der vermuthlichen Ursache des Todes ihnen zuzustellen.

§. 167.

Wenn ein Kind todt zur Welt gebracht wird, und keine deutlichen Spuren der Fäulniß an ihm gefunden werden, so soll der Geburtshelfer verpflichtet seyn, er mag bey der Geburt zugegewesen seyn, oder erst nachher gerufen werden, sogleich alle gehörigen Rettungsmittel, um das Kind ins Leben zurückzubringen, sorgfältig und anhaltend genug

anzuwenden, und im Fall er diese Pflicht vernachlässigte, soll er in nachdrückliche Strafe genommen werden.

§. 168.

Wenn eine Gebärende im Kreissen, und ohne vom Kind entbunden zu seyn, oder wenn eine Schwangere stirbt, die über den fünften Monat ihrer Schwangerschaft fortgerückt ist, so soll jeder Geburtshelfer, sogleich, es sey Tag oder Nacht, in oder ausserhalb des Orts, sobald er davon Nachricht erhält, auf seine Pflicht gehalten seyn, zu jeder Stunde, die Rettung der Frucht nach den Gesetzen der Kunst zu versuchen, und zwaren liegt ihm in dergleichen Fällen zuerst die Pflicht ob, sich von dem vollkommenen Tod der Mutter zu überzeugen. So bald er durch Zusammenhaltung aller Erscheinungen auf den wahrscheinlichen Tod der Mutter schliessen kann, soll er versuchen die Frucht entweder vermittelst der Zange oder vermittelst der Wendung und ohne Verletzung des mütterlichen Leichnams, zur Welt zu bringen, und nur denn die Schoosbeintrennung oder den Kaiserschnitt versuchen, wenn er durch Untersuchung der Geburtstheile und der Lage der Frucht überzeugt ist, daß die Heraushohlung der Frucht ohne diese Operationen nicht statt finden könne. Aber auch diese Operation soll er auf die behutsamste Weise, und eben so sorgfältig verrichten, als wenn die Mutter noch lebendig wäre, und nach verrichteter Operation einen gehörigen Verband anlegen, und den operirten Leichnam nach wenigstens 48. Stunden lang als scheinotd behandeln. Wäre die künstlich entbundene Frucht tod, so soll sie der Geburtshelfer durch die gehörigen Rettungsmittel ins Leben zu bringen suchen. Wäre aber der Todesfall einer Schwangern so beschaffen, daß über deren vollkommenen Tod nicht der mindeste Zweifel statt finden könnte, so soll der Geburtshelfer in einem solchen Fall sogleich eilen, die Frucht durch die Bauchöffnung von der Mutter zu nehmen und gehörig zu besorgen. Sollten ihm in der Anwendung der nö-

thigen Rettungsmittel von den Angehörigen Schwierigkeiten und Bedenklichkeiten in den Weg gelegt werden, so soll er ungesäumt bey der Polizey der Orts um Unterstützung ansuchen. – Ueber jeden solchen Fall, das Rettungsgeschäft sey gelungen oder nicht, soll der Geburtshelfer jedesmal ohne Ausnahme, ungesäumt einen umständlichen Bericht an den Physikus zu Handen des Sanitätsamts einsenden, worinn insbesondere der Zeitpunkt der Schwangerschaft, die Ursache und Zeichen des Todes der Schwangern, die angewandten Wiederbelebungsmitel, die Bewegungsgründe zu der gewählten Handanlegung, die Beschaffenheit der Frucht, und der Zeitpunkt ihrer Beerdigung angegeben seyn müssen.

§. 169.

Ueberdies soll jeder Geburtshelfer am Ende jedes Jahrs, bey 4. Livres Strafe, eine Tabelle über die von ihm entbundenen Frauenspersonen an den Physikus einsenden, worinnen er den Namen und den Wohnort der Entbundenen, die Ursachen der schweren oder wiedernatürlichen Geburt, den Erfolg seiner Hülfleistung, und ob das Kind todt oder lebendig zur Welt gekommen, und ob im ersten Fall die Wiederbelebungsmitel gelungen oder nicht, angeben, und seine allfälligen Bemerkungen beyfügen soll.

Achter Artikel.

Von den Apothekern.

1. Bildung der Apotheker.

§. 170.

Niemand kann als Lehrling zu dieser Kunst aufgenommen werden, der nicht 15 volle Jahr alt ist, sehr deutlich und leserlich schreiben kann, die Rechenkunst und die latinische Sprache so weit besitzt, daß er ein Dispensatorium und die Recepte verstehen kann. Auch sind nie zu Lehrlingen der Pharmacie solche anzunehmen, die einen wesentlichen Fehler des Gesichts oder des Gehörs haben, noch weniger die Ohnmachten oder convulsivischen Krankheiten unterworfen sind, die durch schlechte Lebensart, Unordnung, Trunkenheit, Untreue, Betrügereyen sich verdächtig gemacht haben, welche Fehler alle bey dergleichen Personen für die Sicherheit der Kranken unendlich gefährlich werden können. Es soll desnahen jeder Apotheker, der einen Lehrling annehmen will, solchen vorher bey dem Sanitätsamt vorstellen, demselben Zeugnisse von seinem Alter, von seiner moralischen Aufführung, von dem Seelsorger seiner Gemeinde vorlegen. Das Sanitätsamt (§. 71.) selbs soll ihn pflichtmäßig prüfen, ob er die nöthigen körperlichen und Verstandesfähigkeiten besitze ; findet es, daß der ihm vorgestellte Lehrling die erforderlichen Eigenschaften nicht besitzt, so soll es die Annahme desselben untersagen, und der Apotheker soll verbunden seyn, ihn zurück zu weisen ; hat es nichts gegen die Annahme desselben einzuwenden,

so soll es demselben einen Prüfungsschein, gegen Erlegung von 4. Libres in die Medicinalcasse, einhändigen, und der Apotheker kann ihn alsdenn in die Lehre nehmen.

§. 171.

Jeder Apotheker ist verbunden, seinem Lehrling die Kenntnis der rohen oder einfachen Arzneymittel bezubringen, ihn in den Anfangsgründen der Chemie zu unterrichten, ihm die nöthigen Regeln bey Verfertigung der Recepte und bey Verschreibung der nöthigen Arzneymittel zu geben, ihme die pharmaceutischen Processe zu erklären, und ihn zur Lesung guter, naturhistorischer, chemischer und pharmaceutischer Schriften anzuhalten. Der Apotheker soll seinen Lehrling nicht zu harten oder der Gesundheit nachtheiligen Arbeiten anhalten, noch viel weniger durch Anbefehlung häuslicher Geschäften ihm im Lernen hindern oder vernachlässigen. Wenn der Apotheker nach dem Verlaufe des ersten Jahres die Fähigkeit und nothwendige Gelehrigkeit an se[i]nem Lehrling nicht finden sollte ; so meldet er dieses dem Physikus, um in zuentlassen ; er hält aber den 3ten Theil von dem zurück, was für den Unterricht nach dem Vertrage mit seinen Eltern oder Vormündern war festgesetzt worden. Behält er ihn aber längere Zeit ohne über sein Betragen zuklagen bey sich, so wird er für dessen Fähigkeit verantwortlich. Der Physikus soll auf die Erziehung und den Unterricht des Lehrlings ein wachsames Aug haben, und seinen Lehrer, wenn er seiner Pflicht nicht nachkommt, warnen, und wenn diese Warnung fruchtlos bleiben sollte, dem Sanitätsamt davon Anzeige thun.

§. 172.

Nach verfloßenen Lernjahren, die wenigstens 3. volle Jahre ausmachen sollen, hat der Lehrling um die Erlaubniß zuerhalten, in einer Apothecke

als Gesell angestellt werden zu können, einer Prüfung von dem Physikus nöthig, welche in Gegenwart seines Lehrers vorgenommen wird. Der Physikus prüfet ihn, ob er die einfachen Arzneimitteln kenne, und zu unterscheiden wiße ? Ob er die Anfangsgründe der Botanick, der Naturgeschichte, und der pharmaceutischen Chemie inne ha[b]e, und ob er gehörig receptieren könn[e] ? Findet der Physikus, daß der Lehrling die erforderlichen Kenntniße und Fähigkeiten besitze, so soll er demselben einen Prüfungsschein ausstellen, wofür er 8 Livres in die Medicinalcaße bezahlt ; wann aber der Physikus gegründete Ursache fände, ihn abzuweisen, so ist, wenn die Schuld dem Lehrherrn beygemessen werden kann, selbiger gehalten die Prüfungskosten wieder zuersetzen, und demselben nach ein Jahr Unterricht unentgeltlich zuertheilen. Sollte sich der Apotheker darüber beschweren, so soll der Fall dem Sanitäts-Amt zu fernerer Verfügung einberichtet werden.

§. 173.

Wenn ein Apotheker stirbt, so vertritt der Provisor dessen Stelle, und besorgt den Unterricht des Lehrlings. Sollten aber die Eltern oder Vormünder des Lehrlings es für rathsamer halten, ihn einem andern Apotheker in die Lehre zuübergeben, so muß sich die Wittwe des erstern mit dem zweyten um die Theilung des Lehrgelds verabfinden.

2. Prüfung der Apotheker und Provisoren.

§. 174.

Die Errichtung und Besorgung der Apotheker soll nur rechtschaffenen Männern, von derer Gewissenhaftigkeit und Treue man überzeugt ist, erlaubt und anvertraut werden ; denn selbst der geschickteste und

gelehrteste Apoteker, wenn er in Anschaffung der Arzneyen und in Verfertigung der Recepte nicht rechtschaffen und treu handelt, ist der öffentlichen Gesundheitspflege, schädlicher und nachtheiliger, als ein minder geschickter, der sich aber bestrebt, die besten Arzneyen anzuschaffen, und die Recepte ordentlich und gewißenhaft zuverfertigen.

§. 175.

Wer in Zukunft eine Hauptapotheke übernehmen will, wie auch die Provisoren derselben, sollen deßnahen die sichersten Zeugniße aufweisen, von ihrem allgemein bekannten guten Verhalten und untadelhaften Sitten, von ihrem Alter, das nicht unter 25 Jahren seyn darf, auch daß sie wenigstens drey Jahre als Lehrlinge in einer großen Offizin und unter einem geschickten Apotheker gestanden ; daß sie noch drey Jahre in einer guten Offizin in oder ausserhalb der Republick sich aufgehalten haben. Hätte er eines von diesen drey letzten Jahren bey der medicinisch-chirurgischen Lehranstalt, oder auf einer auswärtigen Universität zur Aeufnung seiner Studien zugebracht, so soll icm dieses an denselben abgezogen werden. Diese ihre Zeugniße haben sie vor der Prüfung dem Präsidenten des Collegium medicum zuüberreichen.

§. 176.

Der Präsident des Collegium med[ic]um übergiebt ihm, wenn er die Zeugniße richtig befunden, einen Schein an den Profeßor der Naturgeschichte und Chemie, mit dem Auftrag, ihn 1. in dem botanischen Garten nicht nur über die blos mechanische Kenntniß der Pflanze, sondern auch der Geschlecht- und Gattungskenntzeichen jeder Pflanzen, die er ihm vorlegt, besonders aber über arzneyliche, und solche Gewachse, die leicht mit diesen, wegen auffallender Aehnlichkeit von Unwißenden beym einsammeln verwechselt werden können, zuprüfen. In

der Jahreszeit, wo es keine frische Pflanzen giebt, soll er dem Candidaten die besten Abbildungen derselben vorlegen, welche er erkennen, und von andern, die nicht zu dem Geschlechte gehören, unterscheiden muß. 2. In dem chemischen Laboratorium ihm fünf chemische Operationen, worunter wenigstens zwey wichtige seyn müssen, aufzugeben, welche er unter seiner Aufsicht vollenden solle. Der Professor übergiebt ihm hierauf ein schriftliches Zeugniß, wie er sich bey diesen beyden Prüfungen verhalten habe. Sind diese Zeugniße günstig, so ertheilt ihm der Präsident den Zutritt zu dem Examen, welchem alle Mitglieder des Collegium auf einen von dem Präsidenten bestimmten Tag beywohnen.

§. 177.

Bey diesem Examen beschäftigt sich der Professor der Materia medica mit dem Candidaten, und prüft ihn über die einfachen Arzneimittel sowol als über die Formen, Zubereitungen, Zusammensetzungen der Medikamente. Er zeigt ihm daher verschiedene Hölzer, Rinden, Harze, Salze, pharmaceutische Zusammensetzungen, befragt ihn über die nöthigen Eigenschaften derselben, über ihre Güte und Zeichen des Verderbens, über ihre vorzüglichsten Wirkungen, über Gabe und Gewicht, worinn sie verordnet werden. Der Professor der Chemie und Pharmacie befragt ihn über die chemischen Bestandtheile der Körper, und vorzüglich derjenigen, welche unmittelbar in die Pharmacie einschlagen, über einige wichtige chemische Proceße, über salinische und metallische Präparate, über die Anwendung derselben in der Arzneywissenschaft, über ihre gegenseitige Wirkung und Zersetzung. Der Professor der Praxis beschäftigt sich endlich mit ihm über Arzneymformeln, welche er lesen u[n]d beurtheilen muß.

§. 178.

Wenn das Collegium nach Abstand des Candidaten, theils die Zeugniße der Lehrers der Materia medica und Chemie über den Verlauf des Privatexamens mundlich angehört, theils über das gegenwärtige Examen ge[u]rtheilt hat, und die Mehrheit der Stimmen für seine Geschicklichkeit und zu Abnahme des Examen ausfällt, ihm also die Approbation bewilliget wird, so bekommt er ein von dem Präsidenten besiegeltes Patent, und legt das Gelübd ab, alle pharmaceutischen Vorschriften die ihm die Medicinalordnung vorschreibt, pünktlich zu befolgen.

§. 179.

Für dieses Patent bezahlt ein Besitzer einer Apothecke 32 Livres, ein Provisor 16 Livres in die Medicinalcaße, welche sie vor der Prüfung dem Quästor übergeben ; wurde das Examen ungünstig ausfallen und sie abgewiesen werden, so verlieren sie die Hälfte der erlegten Geldsumme, und können erst nach einem vollen Jahr wieder zur Prüfung gelassen werden. Sollte aber auch das zweyte Examen eben so ungünstig als das erste ausfallen, so ist die ganze niedergelegte Summ verloren, und sie können nie wieder zur Prüfung zugelassen werden ; wäre aber der Fall, daß der Candidat in dem theoretischen Examen gut bestände, aber in dem practischen nicht Fertigkeit genug zeigte, so kann er sich noch ein Jahr ausbitten, um sich die erforderlichen praktischen Kenntniße zu erwerben, nach dessen Verlauf er sich wieder zum Examen, doch bloß im practischen merldet ; zeigt er auch hier noch nicht Geschicklichkeit genug, so ist er auf immer von jeder andern Prüfung ausgeschlossen.

§. 180.

Wollte ein Apotheker, welcher seiner Apotheke selbst vorstehet, zu seiner Behülfe blos zur Receptierung und Besorgung seiner Nebenarbeiten einen Gesellen annehmen, so soll derselbe dem Physikus vorgestellt, und von diesem geprüft werden, ob er der latinischen Sprache zur Verstehung der Recepte kundig seye, und auch die gehörige Kenntniß der Arzneymittel und Fertigkeit im Receptieren besitze. Findet der Physikus keine Einwendung gegen dessen Annahme, so soll er ihm einen Prüfungsschein einhändigen, für welchen er 8 Livres in die Medicinalcasse bezahlt. Eben so soll es mit der Annahm eines Gesellen gehalten seyn, welcher einem Provisor zur Hülfe gegeben wird. Uebrigens soll der Apotheker oder Provisor für alle Fehler, welche der Geselle in Verfertigung der Recepte und Dispensation der Arzneyen begeht, und überhaupt für alle Vergehungen deßelben gegen den Inhalt der Medicinalordnung verantwortlich seyn.

§. 181.

Die Söhne der Apotheker genießen kein besonders Vorrecht, sondern haben die gleichen Prüfungen anderer Lehrlinge oder Provisoren oder Gesellen auszustehen.

§. 182.

Diejenigen Aerzte und Wundaerzte, welche um die Erlaubnis ansuchen, die erforderlichen Arzneymittel den Kranken selbst in ihren Hausapotheken zuzubereiten, sind gehalten (§. 128. 147.) ihre pharmaceutischen Kenntniße in einem besondern Examen zubeweisen, wie dieses von den Apothekern gilt. Nur haben sie nicht durch Zeugniße darzutun, daß sie als Apotheker gelernt oder als Gesellen gestanden haben :

jedoch sollen sie wenigstens sechs Monate in einer approbirten öffentlichen oder Privatapotheke dem Ausgeben der einfachen so wohl als zusammengesetzten Medikamente beygewohnt haben. Sie zahlen nur die Hälfte der vorgeschriebenen Summe für das Apotheker-Examen und Patent, verbinden sich aber feyerlich zu den Obliegenheiten und Pflichten der Apotheker, die sie betreffen.

3. Verpflichtung der Apotheker und Provisoren

§. 183.

Alle Apotheker der Republik sollen sich (§ 60. No. 18.) bey dem Sanitätsamt jedes Cantons melden, und innerhalb drey Monaten nach Publication dieser Medicinalordnung ihre Lehrbriefe, Diplome etc. demselben vorlegen. Wenn einige außen bleiben oder ohne gegründete Ursachen zögern sollten, so sind sie der Ausübung ihrer Kunst verlustig ; diejenigen hingegen, welche ihre erhaltene Zeugnisse beglaubigen können, erhalten unentgeltlich erneuerte Patente. Diejenigen welche die verlangten Zeugnisse von ihrer nöthigen Geschicklichkeit nicht aufweisen können, oder gegen derer Nachlässigkeit und Geschicklichkeit Klägden einlaufen würden, sind gehalten sich einer Prüfung vor dem Collegium medicum zuunterwerfen, um sich die Erlaubn[i]ß zur Fortsetzung ihrer Kunst zuverschaffen.

§. 184.

Sollte sich jemand unterfangen ohne anerkannte oder von neuem erhaltene Erlaubn[i]ß Arzneimittel, von welcher Natur sie auch wären, zuverkaufen, der wird das erstemal mit 8 Livres und dem Verlust der Waaren bestraft, das zweytemal aber mit doppelter Strafe belegt.

§. 185.

Jeder Apothecker ist verpflichtet, seiner Apotheke eine solche Lage und innerliche Einrichtung zugeben, daß von der einen Seite die öffentliche Sicherheit nicht in Gefahr gesetzt, anderseits alle Bequemlichkeiten zur Verfertigung und Aufbewahrung des benöthigten Arzneyvorraths vorhanden seyn. Es soll desnahen wo immer mögliche

- a. Eine jede Apotheke in eine gangbare und gesunde einem gehörigen Luftzug ausgesetzte Straße verleget, und wenn in einer Stadt mehrere Officinen sind, solche in die Stadtquatiere so vertheilt seyn, daß das Publickum bequem und schleunig bedient werden kann.
- b. Jede Apotheke soll mit einem guten feuerfesten Laboratorium verfehlen auch so eingerichtet seyn, daß bey einem unvorgesehenen Zerplatzen die Vorbeygehenden nicht verletzt werden können.
- c. Ist ein Keller nothwendig, der tief genug und gehörig gewölbet ist[,] damit die destillirten Wasser, die Weine, Säffter, Syrupe u. s. w. so wie vor der Kälte so auch vor der Hitze gehörig gesichert seyen.
- d. Auf dem Boden des Hauses der Apotheck selbst, oder in deren Nähe ist ein trockner Ort, der den Sonnenstralen ein wenig ausgesetzt ist, zuwählen, wo die Kräuter, Blumen, Wurzeln in reine Kästen, die vor Staub und Insecten genug gesichert sind, aufbewahrt werden.

§. 186.

In jeder Apotheke müssen alle zu den pharmaceutischen Operationen erforderlichen Werkzeuge und Geschirre vorhanden seyn, – Gefässe

und Instrument, die nothwendig von Kupfer oder Composition seyn müssen, sind nach ihrem Gebrauch einzurichten, aber immer mit dem reinsten Zinn gut zu verzinnen, und in der größten Reinlichkeit zu halten – Die zur Aufbewahrung innerlicher Arzneymittel bestimmten Geschirre, sollen alle von Glas oder unächtem Porcellain oder von Thon, doch ohne Bleyglasur seyn. Alle aus Messing, Kupfer, Zinn, Bley berei[te]ten Gefässe, wann sie nicht höchst nothwendig sind, sollen als verdächtig und gefährlich, auf immer verboten seyn, oder doch nie zu Zubereitungen, welche mit Feuer geschehen müssen, noch zum Aufbewahren oder Abwiegen, saurer, salziger, süßer, oder fetter Substanzen gebraucht werden. Trockne Arzneymittel sollen in genau verschlossenen hölzernen Büchsen ; Eisenfeile, Salze, die leicht Flüßigkeiten an sich ziehen, flüchtige Salze, Geister, Oele mit gläsernen Stöpseln genau verschlossenen Gefässen aufbewahrt werden – die Waagen und Gewichte so wie auch die zu den Flüßigkeiten bestimmten Messuren immer reinlich gehalten werden.

§. 187.

Auf jeden einzelnen zur Aufbewahrung der Medikamente bestimmten Gefässen, Kasten, und Büchsen sind die nach dem Dispensatorium benannten Innschriften, mit Weglassung der gewöhnlichen unsichern Zeichen, mit deutlichen und leserlichen Buchstaben in latinischer Sprache anzuzeichnen, und wenn die Signaturen in etwas verlöschen sollten, sollen sie sogleich wieder erneuert werden. – In einem und demselben Behälter soll auch nicht mehr als ein Medikament enthalten, auch keine besondere Fächer in demselben angebracht seyn, wodurch Gelegenheit zu höchst gefährlichen Irrungen könnte gegeben werden.

§. 188.

In jeder Apotheke soll ein besonderes Behältnis eingerichtet werden, wo giftige verdächtige Mittel verschlossen gehalten werden können, wozu der Schlüssel nie aus der Hand des Besitzers oder des Provisors der Apotheke kommen solle. Dieser Theil soll von der übrigen Offizin ganz abgesondert seyn, seinen besondern Tisch, Waagen, Reibschalen, Schachteln, Löffel und ganz besondere Geschirre haben, die nie zu einer andern Absicht gebraucht werden, [und] und immer in der möglichsten Reinlichkeit zu erhalten sind.

§. 189.

Jeder Apotheker soll sich ein besonders Buch halten, worinn er ein genaues Verzeichnis über die verkauften Gifte und verdächtigen Substanzen führt. Dieses Buch ist unter dem Verschlusse des Apothekers selbst, so daß es in jedem Falle wo Verdacht entstünde, der eine gerichtliche Untersuchung erforderte, den Richtern vorgelegt werden kann.

§. 190.

Der Apotheker soll bey schwerster Strafe an niemanden Gift verkaufen, es sey denn, daß es von einem hieländischen approbirten Arzt oder Wundarzt, welche für den rechtmäßigen Gebrauch verantwortlich sind, mit seiner Namens Unterschrift, verschrieben würde, oder daß die Person, welche es fordert, eine Künstler oder Handwerker, der das Gift zu seiner Kunst oder Handwerksgeschäften braucht, oder wer es immer seyn mag, ihm einen von dem Physikus unterzeichneten Schein eingehändigte, worinn das Datum, das Gewicht und der Gebrauch des Gifts bestimmt seyn muß. Dergleichen Dinge sollen aber niemalen Kindern, oder Knechten oder Mägden, wenn man solche auch noch so gut kenn-

te, verabfolget werden, sondern der Hauspatron soll sie selbst in Empfang nehmen ; Fremde Personen müssen noch zwey bekannte Personen stellen, die für ihre Rechtschaffenheit verbürgen. Auch soll der Apotheker oder der Provisor, das Gift jedesmal selbst wohl einpacken, versiegeln, und auf das Pächtgen mit grossen Buchstaben Gift schreiben.

§. 191.

Jeder Besitzer oder Vorsteher einer öffentlichen Apotheke, soll alle in dem Dispensatorium angegebnen und vorgeschriebenen einfachen oder zusammengesetzten Arzneymittel in gehöriger nach dem jährlichen Bedürfnis zu bestimmenden Menge und der bestmöglichen Güte vorrätzig haben. Alles was innerhalb einem Jahr verdirbt und kraftlos wird, soll von dem übrigen abgesondert und mit frischem ersetzt werden. Die zusammengesetzten Mittel soll der Eigenthümer oder Provisor selbst zubereitet haben, und zwar jedesmal nach der in dem Dispensatorium gegebenen Vorschrift – Es ist den Apothekern zwar nicht verboten, in ihren Officinen mehrere und andere einfache oder zusammengesetzte Arzneymittel vorrätzig zu haben, als in dem Dispensatorium vorgeschrieben sind, doch soll der Physikus in diesem Fall genau Acht haben, daß dergleichen in dem Dispensatorium nicht befindliche einfache oder zusammengesetzte Arzneymittel nicht gemißbraucht, oder zu Quaksalbereyen verwendet werden. Auch hat jeder Arzt oder Wundarzt das Recht, von den Apothekern zu fordern, daß sie für seine Praxis, sich dieses oder jenes Neue oder in das Dispensatorium noch nicht aufgenommene einfach oder zusammengesetzte Arzneymittel anschaffen.

§. 192.

Die Apotheker sollen für die Fehler, die ihre Leute in dem Theile ihrer Arbeit begehen, die sie ihnen anvertrauen, verantwortlich seyn ;

doch bleibt ihnen frey gestellt hierüber ihre Untergebne öffentlich zur Rechenschaft zu fordern, welche nachher wegen begangener Untreue, Nachlässigkeit, nach Beschaffenheit der Vergehung, durch das Collegium medicum bestraft werden sollen. Keinem Lehrling oder andern Untergebenen aber darf der Apotheker die Bereitung, Mischung und den Verkauf giftiger Substanzen, oder anderer heftig wirkender Mittel bey strenger Strafe übergeben. Auch solle er den Verkauf irgend einer Arzney weder Kindern, noch seiner eignen Frau, noch seinem Gesinde überlassen.

§. 193.

Bey Bereitung der Arzneyen, die von approbirten Personen verschrieben werden, soll der Apotheker mit der größten Genauigkeit, die Recepte und Vorschriften befolgen, und nicht bey dem Mangel des einen Mittels ein anderes nach Willkühr substituiren, ohne besondere und schriftliche Erlaubnis desjenigen, welcher das fehlende Mittel vorgeschlagen hat ; wenn ihm irgend ein Zweifel über ein verschriebenes Medicament, und dessen Gabe, aufstossen sollte, wenn daß Recept nicht deutlich geschrieben, oder ihm etwas ausgelassen oder ein anderer nachtheiliger Fehler darinn zu seyn scheint, so darf er diese Medicin nicht verfertigen, ohne vorher die Auflösung seiner Zweifel von dem zu erhalten, der das Recept verschrieben hat.

§. 194.

Auch haben sich die Apotheker wohl vorzusehen, daß sie nicht über die Arzneyformeln der Aerzte oder Wundärzte urtheilen, und das Zutrauen und den guten Namen derselben durch ein unzeitiges und unbefühtes Urtheil schwächen. Sie sollen niemandem, des es nicht zukommt, die in ihrer Apotheke abgegebenen Recepte lesen, oder ohne Vorwissen des-

sen, der sie verschrieben, Abschriften davon nehmen lassen. Auch sollen sie das strengste Stillschweigen über die Natur der Krankheiten, wozu sie Arzneyen bereiten, beobachten.

§. 195.

Die Recepte sind in der Ordnung zu fertigen, wie sie in die Apotheke abgegeben werden, damit die armen Kranken nicht zuletzt bedient werden. Das Landvolk oder von weitem gesandte Botten sind vor allem andern zu fördern. Ist auf einem Recept der Zusatz statim befindlich, welches nur bey dringenden Fällen geschehen muß, so ist dieses Mittel vor allen andern vom Apotheker zu verfertigen. Medikamente, die über Land verschickt werden, müssen wohl eingewickelt, die Gläser wohl verstopft und versiegelt werden, damit nichts verloren gehe, oder an der Güte leide. Ueberhaupt sind Medicamente in wohl verschlossenen Gefäßen abzugeben.

§. 196.

Jedes Medicament soll mit einem leserlich geschriebenen Zedel zum Unterricht des Kranken oder seiner Wärter versehen seyn. Diese Signaturen sollen genau von dem Recept abgeschrieben werden, und zugleich das Datum, wenn die Arzney verfertiget, wenn es abgetheilte Pulver sind, die Zahl der Dosen, und auch der Preis der Arzney, er mag sie gegen baare Bezahlung oder auf Rechnung verabfolgen lassen, darauf bemerkt seyn.

§. 197.

Alle Arzneyformeln der Aerzte und Wundärzte müssen mit eigener Hand vom Verfasser unterschrieben und mit Bemerkung des Tages ver-

sehen seyn. Recepte, die von keinem innländischen Arzt oder Wundarzt, oder andern aus der Nachbarschaft zu Kranken gerufenen Aerzten verschrieben werden, werden nie angenommen.

§. 198.

Nichtsdestoweniger kann der Apotheker gewiße Arzneyen ohne förmliche Vorschrift des Arzts verkaufen, wenn sie entweder wenig wirksam oder von allgemeinem Gebrauche sind, wie Z. B. Rhabarberwurzel, Sennenblätter, Englisches-Sedlizer Glaubersalz, Weinsteinrahm, Sa[l]peter, Krebsstein, Magnesia, erweichende Kräuter[,] leicht Syrup u. s. w. hingegen soll er starkwirkende Abführungs-Mittel, erhizende Arzneyen, alle Gattungen von Opiaten, bluttreibende Mittel, Canthariden, und andre starke urintreibende Mittel, überhaupt alle mineralische und vegetabilische Gifte, oder alles was der giftigen Natur nahe kommt, zu innerlichem oder äußerlichen, Gebrauch verweigern, diejenigen Fälle ausgenommen, welche in §. 179. Bestimmt sind. Insbesondere sollen keinerley Arzneimitteln ohne Recept eines Arzts an Hebammen, Kinderwärterinnen oder Säug-Ammen verabfolget werden, sie seyen denn von einem approbirten Arzt unterschrieben.

§. 199.

Alle Apotheker sollen ein paginirtes Buch halten, unter dem Namen Receptbuch, in welches sie alle Recepte nebst dem Namen des Arztes, des Wundarztes, des Kranken und seines Wohnorts, den Datum und den Preis des Recepts ab und einschreiben müssen, das Recept mag bezahlt, oder auf Rechnung geschrieben werden. Dieß Einschreiben soll der Besitzer der Apotheke oder der Provisor thun, und es soll jedesmal an dem Tag geschehen, wo das Recept verfertigt worden. Wird ein Recept von neuem gemacht oder wiederholt, wozu aber der Apotheker immer ei-

ne schriftliche Verordnung des Arzts oder Wundarzts erhalten muß, so braucht nur unter dem gehörigen Datum bemerkt zuwerden : das Recept vom ersten Datum sey ganz oder halb repetirt worden. Dieß Receptenbuch muß bey jeder Visitation vorgelegt werden ; auch ist der Apotheker schuldig, es das Sanitätsamt und den Physikus, so oft einsehen zulassen, als sie es verlangen, hingegen darf er dasselbe andern Personen, selbst auch nicht Aerzten oder Wundaerzten, vorweisen oder vorzeigen lassen. Nur Aerzten oder Wundaerzten, die ihre eigne Recepte nachsehen wollen, solle sie die Seite aufschlagen, wo diese Recepte stehen, und sie alsdenn dieselben einsehen laßen.

§. 200.

Die Apotheker sollen bey Verkaufung oder Berechnung der Arzneyen, oder der verfertigten Recepte (die Berechnung der für Arme abgegebenen Arzneyen ausgenommen, welche jederzeit ihrer Generosität empfohlen werden) genau nach der Apotheker-Taxe verfahren. Bey Berechnung oder Verkaufung solcher Arzneyen, die nicht im Dispensatorium und der Taxordnung bestimmt sind, sollen sie die Billigkeit obwalten lassen und Niemanden übertheuren. Da aber die Einkaufungspreise verschiedener Arzneywaaren, die in der Apothekertaxe mit einem X bezeichnet sind, zu Zeiten steigen und fallen, so sollen die Apotheker, zu Beförderung ihres eignen Bestens alle Jahre und wenigstens 6 Wochen vor Ende des Jahres dem Physikus nebst beygelegten Preiscouranten, diejenigen Arzneyen anzeigen, welche im Einkaufungspreise einige Veränderung erlitten haben, und zugleich ihre Vorschläge beyfügen, in wie weit der Preis dieses oder jenes Arzneymittels abgeändert werden könne. Hiernach wird der Physikus seine Vorschläge zur Revision der Apotheker-Taxe jedes Jahr, seinem Berichte an das Sanitätsamt zu Handen des Collegium medikum beyfügen, welches darüber entscheiden

und die Revision zur allgemeinen Nachricht in die öffentlichen Blätter abdrucken lasse wird.

§. 201.

Nie darf die Apotheke ganz leer stehen, wenigstens muß ein gehöriger Receptarius in der Officin zugegen seyn. Daher dürfen die Apotheker auch kein anderes Amt, Handel, oder Geschäft betreiben, welches sie eine geraume Zeit von ihrer Officin sich zuentfernen nöthiget, sie hätten dann einen approbirten Provisor. Erforderte es die Nothwendigkeit, eine Nacht außen zubleiben, so sollen sie es dem Physikus anzeigen ; und da öfters zur Nachtzeit die Kranken pharmaceutischer Hülfe benöthiget sind, so ist an der Thüre jeder Apotheke ein Klingelzug angebracht, um diejenigen welche den Dienst haben aufzuwecken. Bey Epidemien soll einer alle Nächte in der Nähe der Officin schlafen, und bereit seyn auf Verlangen Medikamente mit Bereitwilligkeit zureichen.

§. 202.

Kein Apotheker darf an Aerzte oder Wundaerzte die gewöhnlichen jährlichen Geschenke, es sey unter welchem Namen oder Vorwande es immer wolle, machen, um sich nachher auf Kosten des Publikums hierinnen entschädigen zukönnen. Wohl aber mögen sie den Besitzern kleiner Apotheken, die Arzneyen um einen wohlfeilern Preis, als sie in der Taxordnung angesetzt sind, überlassen, nach Verhältnis der grössern oder geringeren Quantität der Arzneyen, welche sie zu Ergänzung ihrer Hausapotheke bedürfen.

§. 203.

Niemandem ist der Zutritt in die Apotheke verstattet, als Leuten, die Arzneymittel für Kranke abholen wollen, und wenn ihre Anzahl zu groß seyn sollte, so haben sie ganz ruhig in einem an der Apotheke nahe gelegnen Orte zuwarten, bis sie abgefertiget sind, um Zerstreungen, Nachlässigkeiten, Versehen und Fehler bey Bereitung der Medikamente auszuweichen, aus welchem Nachtheil für die Kranken entstehen könnte. Der Theil der Apotheke, in welchem Arzneyen verfertigt und ausgegeben werden, soll deßnachen von dem, wo der übrige Handverkauf geschieht, abgesondert seyn ; will ein Apotheker Liqueürs, Brandtwein u. s. f. ausschenken, so soll er dazu ein eignes Zimmer einräumen und allda seine Gäste bewirthen lassen.

§. 204.

Damit die Apotheker, welche so viele Pflichten auf sich haben, nicht der Mittel anständig zuleben, beraubt werden, und im Stande bleiben ihre Officinen beständig in gehöriger Vollkommenheit zuerhalten, so ist allen Arzneyhändlern verboten, auch nur ein einziges Medikament, es sey von welcher Natur es wolle, im Kleinen zuverkaufen ; oder auch zusammengesetzte Mittel und pharmaceutische Präparate auszugeben. Unter diesem Arzneyhandel im Kleinen, ist auch alles Ausstehen der Marktschreyer, oder After-Aerzte in Städten, Flecken oder Dörfern, alles hausieren fremder Arzneyhändler, insbesondere aber der so genannten Theriak- Mithridat- und Essenkrämer gänzlich und bey Vermeidung nachdrücklicher Strafe, und nach Befinden Confiscation der Waare gänzlich verboten.

§. 205.

Die Materialisten sollen bloß rohe, einfache, ausländische Arzneymittel, und nicht anders, als im großen verkaufen dürfen. Auch soll der Distriktphysikus an Orten, wo sich ein oder mehrere Materialisten befinden, berechtigt und gehalten seyn, ihre Waarenlager, von Zeit zu Zeit zu untersuchen und alle Sorgfalt anzuwenden, daß aller Betrug und Verfälschung aus den Materialkammern verdrängt werde, und daß es nie an der besten Gattung der Arzneyen mangle. Der Physikus soll, wenn er bey seiner Untersuchung Betrug, oder andere schädliche Unordnungen vorfindet, davon gehörige Anzeige thun.

§. 206.

Es soll keinem Laboranten erlaubt seyn, seine zubereiteten Arzneyen, auch nicht im Großen zuverkaufen, er habe sich dann bey dem Physikus gemeldet. Dieser soll alsdenn auf solche Mittel ein wachsames, Augenmerk richten, und wenn er Betrug oder Verfälschung dabey wahrnehmen würde, solches gehörig anzeigen.

§. 207.

Auch wird allen Kaufleuten und Krämern verboten, so wie überhaupt Waaren, die nur Arzneykräfte besitzen, so insbesondere Gifte, sie mögen nun zu andern Künstler- oder Handwerksgeschäften gebraucht werden, oder nicht, im Großen oder [K]leinen zuverkaufen. Und damit sich niemand in diesem Stück mit der Unwissenheit entschuldigen könne, so soll eine besondere Verordnung darüber bekannt gemacht werden, worinn alle solche von den Kaufleuten nicht zuverkaufenden Gifte, oder Arzneywaaren namentlich angezeigt werden sollen.

§. 208.

Kein Apotheker darf sich mit Ausübung der Arzneykunst, oder Wundarzneykunst befaßen, er habe dann in diesen beyden Wissenschaften sich prüfen lassen, und seine Aprobation erhalten ; sondern er soll alle die, welche Hülfe nöthig haben, zu einem approbirten Arzt oder Wundarzt schicken. Nur in dem Falle, daß diese nicht gegenwärtig wären, und der Kranke sich in Gefahr und ohne Hilfe befände, kann der Apotheker allerdings ihm guten Rath und auch Arzneyen, die er für schicklich hält, ertheilen, muß aber die Arzneyformeln pünktlich in das obenerwähnte Receptbuch eintragen, und dem Arzt oder Wundarzt nach ihrer Rükkunst davon Nachricht geben.

§. 209.

Uebrigens sollen die Apotheker sich alle Mühe geben, mit allen zur Medicinalverfassung gehörigen Personen, als auch unter sich selbst, in guter Eintracht zu leben, sich eines ordentlichen und moralischen Lebenswandel zu befließigen, dem Collegium medicum, den Sanitätsämtern und Physikern, alle Achtung und Folgsamkeit zu beweisen, und sich den Apothekervisitationen willig unterwerfen.

§. 210.

Jeder Arzt oder Wundarzt, dem nach ausgestandener Prüfung (§. 172.) die Erlaubnis ertheilt worden ist, eine Privatapotheke zu halten, verbindet sich

1. Zu ordentlicher Führung des Apothekerbuchs.
2. Zu genauer Beobachtung der Apothekertaxe.
3. Zu guter Aufsicht auf die Apotheke und deren Gehülfen.

4. Zu Anschaffung guter Arzneyen aus einer approbirten Apotheke, oder von accreditirten Materialisten. Er soll deswegen bey der Visitation die Briefe und Rechnungen des Apothekers oder des Materialisten, von welchen er seine Arneyen empfangen hat, vorweisen.
5. Zu ordentlicher Bezeichnung der receptirten Arzneyen, mit der Art des Gebrauchs, des Tages und des Preises der Arzneyen.
6. Verpflichten sie sich endlich, die Recepte in ihren Hausapotheken, nicht von ihren Frauen, Kindern, Diensten, noch anderen in der Receptierkunst unerfahrenen und ungeprüften Leuten verfertigen zu lassen, und zu verhüten, daß ohne ihr Wissen und Vorschrift, keine [u]nsichern Mittel noch Gifte ausgegeben werden, in welchem leztern Fall sie sich nach den gleichen Vorschriften wie die Apotheker zu richten haben.

§. 211.

Die für Uebertretung dieser Apothekerordnung festgesetzten Geldbusen sind bey kleinern Fehlern auf 4. Livres, in wiederholten Fällen aber, oder wichtigen Fehlern, auf die doppelte und höhere Summe gesetzt. Wer Betrügereyen oder Untreue begeht, der ist seines Patents, die Apothekerkunst in der Republik auszuüben, oder eine Hausapotheke halten zu dürfen, verlurstig.

4. Von den Apotheker-Visitationen.

§. 212.

Damit der Staat gesichert seye, daß die Apotheken mit allem nothwendigen, so wohl der Menge als der Güte nach, gehörig versehen seyn, so

soll (§ 78.) das Sanitätsamt in Begleit des Distrikts-Physikus und zweyer von der Munizipalität des Orts abgeordneten Mitglieder, die öffentlichen Apotheken des Hauptorts des Cantons alljährlich einmal visitiren. In den übrigen Städten, Flecken oder Dörfern des Cantons, wo sich öffentliche Apotheken befinden sollten, soll die gleiche Prüfung durch den Distrikts-Physikus mit Zuzug zweyer Mit[glie]der der Munizipalität des Orts geschehen. Die Visitation der Hausapotheken der Aerzte und Wundärzte soll durch den Physikus geschehen.

§. 213.

Alle diese Visitationen sollen ohne Vorwissen des Apothekers in unbestimmten Zeiten und Tagen geschehen. Weil aber vorzüglich gegen den Herbst die Apotheker ihren ganzen Vorrath einfacher und zusammengesetzter Mittel auf das ganze Jahr beysammen haben sollen, so ist die Zeit vom Ausgang Julius bis zum October zu diesen Visitationen die schicklichste.

§. 214.

Bey diesen Visitationen soll vorzüglich auf folgende Untersuchungspunkte Rücksicht genommen, und in dem an das Collegium medicum zu erstattenden Bericht angezeigt werden.

1. Wer der Besitzer der Apotheke sey ; ob er die Apotheke selbst besorge, oder ob ihr mit ihm zugleich, oder ohne seine Mitwirkung in der Kunst eine Profisor vorstehe, und wie sich dieser nenne, und wie lange er der Apotheke schon vorgestanden ? Ob noch mehrere Gesellen darinn conditioniren, und ob sie vom Physikus examinirt seyen ! Ob Lehrlinge vorhanden, und wie sie heissen, und wie lange sie in der Lehre gestanden, wie ihre Kenntnisse in der Apothekerkunst beschaffen seyen ?

2. Soll nachgesehen werden, ob das Dispensatorium, die Apothekertaxe, die Medicinalordnung vorhanden seyen ? Auch soll das Defectenbuch und Receptenbuch vorgezeigt und geprüft werden, ob diese Bücher gehörig und ordnungsmäßig geführt und besorgt werden ?
3. Soll die Beschaffenheit des Laboratoriums nebst Zubehör, die Materialien-Kammer und der Kräuterboden in Augenschein genommen ; die Officin selbst nach ihrem äussern Zustand, in Ansehung des Raums, der Lage, der Reinlichkeit und Ordnung untersucht und genau erkundiget werden, ob Brandtewein, Liqueurs u. dgl. in der Officin verschenkt werden ; vorzüglich aber soll darauf Obacht genommen werden, ob die bedenklichen metallischen Aufbewahrungs- und Mensurirgefässe abgeschafft, ob die Waagen und Gewicht richtig und genau, ob die Gifte in sorgfältigem Beschlusse des Apothekers oder des Provisors aufbewahrt werden ?
4. Soll nachgesehen werden, ob in den öffentlichen Apotheken alle in dem Dispensatorium verzeichneten einfachen und zusammengesetzten Mittel vorrätzig seyen, ob die Besitzer der Hausapotheken die zusammengesetzten selbst zubereiten, und ob sie gehörige Befugnis dazu haben, oder aus was für einer öffentlichen Apotheke sie solche beziehen ? Ob die Apotheker noch andere als die in dem Dispensatorium verzeichneten führen, und welche, und aus welcher Ursache und zu welchem Endzweck ?
5. Hierauf soll untersucht werden, ob alle vorrätzig Wurzeln, Rinden, Kräuter, Hölzer, Blumen, Saamen etc.⁸⁴ von gehör[i]ger Aechtheit und Güte, und ob sie nicht veraltet und unbrauchbar geworden ? Im letzten Falle sollen solche sogleich weggeworfen,

84 Voir *supra* note 80.

und die Apotheker angewiesen werden, die fehlerhaften Stücke durch gute, ächte und brauchbare sogleich zuersetzen⁸⁵.

6. Auch sollen die gebräuchlichsten Mittelsalze, die Queksilber- und Spießglaszubereitungen, die flüchtigen Salze, die ätherischen Oele, die versüßten Geister, und nach Ermessen noch mehrere chemische Arzneymit[t]el nach den Regeln der Kunst geprüft werden, ob sie ächt, gehörig zubereitet, und nicht verunreinigt seyen; ob die Extracte in kupfernen Gefässen zubereitet worden und daher Kupfer enthalten? Jede dergleichen Arzney, die unächt oder verfälscht befunden worden, soll, damit sie nicht zum Nachtheil der Kranken in der Zwischenzeit angewendet werden könne, bis auf weitere Verordnung versiegelt werden.
7. Wollte ein Apotheker oder Provisor die Unächtheit, Verfälschung, oder Verunreinigung irgend eines durch die Prüfung oder durch den Augenschein unächt oder schlecht gefundenen Arzneimittels nicht zugestehen, so soll der Physikus eine hinreichende mit dem Pettschaft des Apothekers versiegelte Portion von diesem streitigen Mittel, desse Dispensation er einweilen untersagt, und durch Versieglung des Vorraths mit seinem Pettschaft verhindert, seinem Bericht anschliessen, und dem Sanitätsamt zustellen, welches nach eingezogenem Gutachten zweyer geschickter Apotheker den Fall entscheiden soll; findet sich daß das Urtheil des Physikus gegründet wäre, so bezahlt der Beschuldigte das gedoppelte der gewöhnlichen Strafe. Wird er aber von dem Sanitätsamt für unschuldig erklärt, so ist er von aufgelegten Strafen und Unkosten befreyet.

⁸⁵ La numérotation du texte original indique ici par erreur qu'il s'agit du chiffre 4. Cette erreur ne se retrouve pas dans la version manuscrite du projet qui se trouve aux Archives fédérales (cf. *supra* note 23).

8. Auch soll nachgesehen werden, ob die zum innerlichen Gebrauche vorrätigen Pulver fein genug seyen, und ob die gewürzhaften, und flüchtigen Arzneymittel gehörig aufbewahrt, und vor der Verdünstung gesichert seyen.

Endlich sollen die Apotheker auch befragt werden, ob sie Ursache zu haben glauben, sich über irgend etwas zu beschweren, und über diese Beschwerden und deren Grund ein Gutachten des Physikus seinem Bericht über die Visitation begefügt werden.

§. 215.

Diese jährlichen Visitationen sollen von jeder öffentlichen Apotheke mit 16. Livres in die Medicinalkasse bezahlt werden ; von jeder Privatapotheke aber mit 3. Livres. Von diesen Unkosten sind die Privatapotheken der Hospithäler und anderer Armenhäuser ausgenommen ; da den dabey angestellten Apothekern oder Provisoren keinerley Verkauf irgend eines äussern oder innern Arzneymittels ausser das Haus gestattet ist. Alle Geschenke an die Visitatoren sind bey strenger Strafe verboten.

§. 216.

Die besondern Visitationen, welche die Physiker zu jeder Jahrszeit ausserordentlich zu halten befügt sind, sind unentgeldlich zu machen, so wie auch die Untersuchung und Prüfung der Arzneywaaren, welche die Materialisten und Droguisten im Großen verkaufen.

Neunter Artikel.**Von Medikastern und Scharlatanen.**

§[.] 217.

So wie niemandem die Ausübung der Arzneykunst, Wundarzneykunst, oder jeder anderer in das Medicinalwesen einschlagenden Theile verstattet ist, der nicht vorher examinirt und approbirt werden ist, so ist besonders allen Scharlatanen, Medikastern, Operatoren, Augenärzten, Zahnärzten, Bruchschneidern, Steinschneidern und andern dergleichen, die Ausübung ihrer Kunst in der Republik untersagt.

§. 218.

Da aber jedoch der Fall eintreten kann, daß einer eine ausgezeichnete Geschicklichkeit und Fertigkeit in einer von diesen Künsten besäße, und die Erlaubnis zur Ausübung seiner Kunst zu erhalten wünschen würde, so soll sich ein solcher bey dem Collegium medicum darum melden, welches theils die ihm von andern Aerzten oder Obrigkeiten über seine besondere Geschicklichkeit zugestellten Zeugnisse untersuchen, theils über seine Fähigkeit und Geschicklichkeit prüfen, und ihn unter den Augen des Lehrers der praktischen Arzneykunst und der Wundarzneykunst seine Operationen in dem Hospital verrichten lassen wird. Nach bewandten Umständen wird ihm alsdenn die gebetene Erlaubnis gegeben oder versagt ; im ersten Fall jedoch mit der in dem Conceßionschein ausgedruckten Bedingnis, daß er in Ansehung seiner Operationen und der Ausgabe der Arzneymittel sich nicht weiters ausdehnen wolle, als ihm in dem Conceßionschein gestattet ist ; auch daß er je-

desmal dem Distriktsphysikus des Orts, wo der Kranke der sich ihm anvertrauet wohnt, oder wo er die Operation verrichtet, davon Nachricht gebe, und seine Operation nur in Gegenwart desselben, oder eines andern von ihm beauftragten approbirten Arzts oder Wundarzts verrichte. Im Uebertretungsfall soll er in eine nach be[y] Umständen zu bestimmende Strafe genommen werden. Sollte die Krankheit nicht gehoben, oder die Operation nicht mit der gehörigen Genauigkeit, Behutsamkeit und Geschicklichkeit verrichtet worden seyn, so wird der Physikus davon einen umständlichen Bericht an das Sanitätsamt zu Handen des Collegium medicum erstatten.

§. 219.

Machen aber dergleichen herumreisende Operatoren kein Ansprüche auf wichtige chirurgische Curen, oder Operationen, sondern wollen sie nur ihre besondere Geschicklichkeit in Curen verschiedener kleinerer chirurgischen Krankheiten, deren falsche Behandlung gewöhnlich nie tödtlich werden z. E. im Zahnputzen, Zahnauszieh und anderen Zahn-curen, oder in Krähenaugen-Warzen vertreiben u. s. f. zeigen, so sollen dergleichen Leute sich bey dem Distriktsphysikus melden, dieser soll sie über ihre Geschicklichkeit prüfen, und ihnen ein Zeugniß zustellen, welches sie dem Sanitätsamt vorzulegen haben, welches ihnen denn die Erlaubn[i]s entweder unbedingt, oder mit diesen oder jenen Einschränkungen in einem Concession[s]schein ertheilen wird. Ueberschreiten sie die Grenzen der ihnen gegebenen Erlaubnis, oder lehrt die Erfahrung, daß sie die gerühmten Geschicklichkeiten nicht besitzen, so soll ihnen jede Ausübung ihrer vermeintlichen Kunst sogleich untersagt, und sie nach Befinden in Strafe genommen werden.

§. 220.

Würde ein Fremder oder Einheimischer sich rühmen, daß er gegen eine oder mehrere gewisse Krankheiten ausserordentlich wirksame geheime Mittel besitze, so soll er, ehe er irgend einen seiner Besorgung sich anvertrauenden Kranken in sein Cur nehmen darf, sich bey dem Collegium medicum melden, demselben seine von andern Aerzten und Obrigkeiten über die Wirksamkeit seiner Mittel ertheilten Zeugnisse vorlegen, das Collegium wird alsdann in Rücksicht der von ihm producirten Zeugnisse und der Glaubwürdigkeit der bescheinigten Thatsachen, dem Lehrer der praktischen Arzneykunst oder der Wundarzneykunst den Auftrag geben, dieses Mittel in dem Spital mit aller Vorsicht, welche die Klugheit gebietet, bey mehrern Kranken von dieser Art zu versuchen, und nachher einen gewissenhaften Bericht dem Collegium einzugeben, welches sodann entscheiden wird, ob ihm die Erlaubnis zur Anwendung und Dispensirung seines Mittels gegeben oder abgeschlagen werden soll. Ersteres soll jedoch nur unter der Bedingnis geschehen, daß er jedesmal dem Distriktsphysikus des Orts, wo der Kranke, der sich ihm anvertraut, wohnt, davon Nachricht gebe, und dieser den Erfolg beobach[er]e. Würde ihm aber von dem Collegium medicum die Erlaubnis seine Mittel zu dispensiren abgeschlagen, [und] er würde solch dennoch verkaufen oder austheilen, so soll er nach Beschaffenheit der Umstände bestraft, und dem Publikum in den öffentlichen Blättern Nachricht davon gegeben werden.

§. 221.

Ueberhaupt soll kein geheimes Arzneymittel ohne ausdrückliche Erlaubnis des Collegium medicum eingeführt, verkauft oder ausgetheilt werden, bey angemessener Strafe und Confiscation der Arzneywaaren, auch einer Geldstrafe von 4 Livres für diejenige, welche solches in ihre Zeitungs- oder andere Intelligenzblätter, zum Verkauf haben einrücken

lassen, ohne daß sie sich vorher den von dem Collegium medicum erhaltenen Conceßionschein haben vorweisen lassen.

§. 222.

Personen, die Krankheiten durch abergläubische Ceremonien, gewisse Formeln oder Amulette zu heilen vorgeben, besonders wenn sie dazu die Religion mißbrauchen sollten, sollen, indem sie nicht nur den Kranken betriegen und um das Geld bringen, sondern indem sie dadurch den Aberglauben unterhalten, und den Kranken versäumen, die natürlichen Mittel zu rechter Zeit und unter geschickter Leitung zu gebrauchen, mit 16. Livres im ersten Fall, im Wiederholungsfall aber mit doppelter Strafe belegt, Fremde aber sogleich an die Gränzen geführt werden.

§. 223.

Urinärzten und Scharfrichtern, deren Hauptfundament das Uringlas ist, und die alle andern Krankheitszeichen vernachlässigen, sich verborgner Künste und Einsichten rühmen, dadurch den Aberglauben befördern, den Kranken versäumen, sich einem geschikten Arzt anzuvertrauen, und ihn um sein Geld bringen, ist die Ausübung der innern und äusserlichen Praxis gänzlich, bey Strafe von 16 Livres für das erste mal, in Wiederholungsfällen bey vervielfachter Strafe verboten, es wäre dann, daß sie ihre abergläubische und empirische Methode bey Seite setzen, sich gründliche Kenntnisse zuerwerben bemühen, und sich einem Examen unterwerfen wurden.

Zehnter Artikel.

Von den Hebammen.

1. Bildung und Wahl der Hebammen.

§. 224.

Es soll keine Frauensperson als Hebamme gebraucht oder angestellt werden, bis sie in der Hebammenschule, dergleichen in dem Hauptort jedes Cantons errichtet werden sollen, gehörigen Unterricht empfangen, vor dem Sanitätsamt geprüft worden, und von demselben ein Patent zu freyer Ausübung ihrer Kunst erhalten hat.

§. 225.

Jeder Ort oder Gemeinde, besonders wenn sie von einer andern weit entfernt seyn sollte, muß ihre eigne Hebamme halten, und an denjenigen Orten, wo wegen der größern Anzahl der Einwohner eine Hebamme nicht hinreichen sollte, sollen deren zwey und mehrere angestellt werden.

§. 226.

Zur allgemeinen Uebersicht des Hebammenwesens, und zur Bewahrung und Beförderung einer guten Ordnung in demselben, soll jeder Physikus eine Tabelle von den in seinem Distrikt angestellten Hebammen

halten, und selbige mit Ende jedes Jahres dem Sanitätsamt zuschicken. In dieser Tabelle sollen die Namen der Distrikte, Städte, Dörfer, die Vor- und Zunammen der Hebammen, Ihr Alter, die Zeit ihrer Anstellung, von wem sie das Patent erhalten, bemerkt werden. Aus diesen gesammelten Tabellen wird das Sanitätsamt ein allgemeines tabellarisches Verzeichnis aller in dem Canton angestellten Hebammen verfertigen, und eine Abschrift davon seinem jährlichen Bericht an das Collegium medicum beyfügen.

§. 227.

Es sollen hinfüro keine Hebammen zum Unterricht zugelassen und geprüft werden, als solche die zwischen 25 und 40 Jahre alt, mit einem guten natürlichen Verstand und einer guten zu diesem Dienst tauglichen Leibesbeschaffenheit begabt sind, einen nüchtern stillen frommen Lebenswandel führen, und gehörig lesen und schreiben können.

§. 228.

Da aber die zur heilsamen Ausübung der Geburtshilfe nöthigen körperlichen so wohl als geistigen Eigenschaften mit dem zu[n]ehmenden Alter sich zu verlieren pflegen, so soll jede Hebamme von ihrem 60sten Jahre an, alle 3 Jahr zu einer bestimmten Zeit, sich bey dem Distriktsphysikus einfinden, und sich dessen Prüfung ihrer annoch besizenden Leibes- und Seelenkräften unterwerden. Sollte der Physikus finden, daß eine solche Person nicht mehr fähig wäre, dem ihr anvertrauten Hebammen-Dienste gehörig vorzustehen, so soll er solches ungesäumt dem Sanitätsamt zu fernern Verfügung einberichten, auch diesen seinen Befund in der Hebamme-Tabelle anmerken.

§. 229.

Und damit im anruhenden Alter so wol, als bey Ueberfällen von Krankheiten, oder auch beyzusammentreffenden mehreren Geburten, jede Hebamme die nöthige Hilfe bey Händen habe, so solle an jedem Ort neben der Hebamme eine Spetthebamme angestellt werden, welche in den gedachten Fällen ihre Stelle versehen, oder sie in ihrem Beruf unterstützen könne.

§. 230.

Diese Spetthebammen sollen aber die gleiche körperliche und Geistesfähigkeiten besitzen, wie die ordentlichen Hebammen und, ehe sie ihren Beruf ausüben können, von dem Sanitätamt geprüft und patentisirt werden seyn.

§. 231.

Sobald die Stelle einer ordentlichen Hebamme oder Spetthebamme durch Tod oder Alter, oder andere Untüchtigkeiten, oder freywilliges Resignieren, ledig geworden ist, soll von der Municipalität des Orts eine öffentliche Aufforderung geschehen, wer sich zu diesem erledigten Dienste zumelden Luft bezeige. Diese S[u]bjeckte sollen sich alsdenn von dem Pfarrer ihres Orts einen Taufschein nebst einem Zeugnis ihres unbescholtenen Lebenswandels ausbitten, und diese Scheine dem Präsidenten des Sanitäts-Amt einhändigen ; findet derselbe, daß einer oder der anderen die nöthigen Bedingniße abehen, so wird er selbige mit einer schriftlichen Anführung der ihr mangelnden Eigenschaften zurückschicken, und die Municipalität soll, im Fall sich nur ein einziges Subject gemeldet hätte, ungesäumt eine neu Aufforderung ergehen lassen ; würde er hingegen die ihm zugesandte Person zum Hebammen-

dienst tauglich befinden, so wird er sie mit einem Attestat begleitet in die Hebammenschule zum Unterricht senden.

§. 232.

Das Sanitätsamt jedes Cantons soll aus den geschiktesten und erfahresten approbirten Geburtshelfern des Cantons einen wählen, dem der Unterricht der Hebammen anvertrauet und aufgetragen ist. Dieser ist verpflichtet, diejenigen Hebammen, welche ihm von dem Präsidenten des Sanitätsamts zum Unterricht zugeschickt werden, mit angelegentlichstem Fleiß und Sorgfalt zu unterrichten. Er wird für diesen Unterricht aus der Medicinalcasse bezahlt, nach Inhalt der unten folgenden Instruktion für die Hebammen. Indessen mag es auch jeder Hebamme frey stehen, bey einem andern approbirten Arzt oder Wundarzt, der in der Hebammenkunst geprüft worden, sich auf ihre eignen Unkosten unterrichten zu lassen, insofern sie sich nach vollendetem Unterricht der Prüfung vor dem Sanitätsamt durch den bestellten Hebammenlehrer unterwirft.

§. 233.

Nach beendigtem Unterricht empfängt die Hebamme von dem Hebammenlehrer einen Schein, daß sie den Unterricht fleißig angehört, und daß er sie für fähig halte aus der Hebammenschule entlassen zu werden. Diesen Schein überbringt sie dem Präsidenten des Sanitätsamts, welcher einen Tag zur Prüfung vor den sämtlichen Mitgliedern desselben festsetzt. Zu dieser Prüfung wird auch der Hebammenlehrer eingeladen, wenn er nicht bereits als Mitglied dem Sanitätsamt einverleibt ist, und er führt das Examen, in welchem er nach Inhalt des zu seinem Unterricht gewählten Hebammencatechismus sie umständlich über ihre erlernten Kenntniße prüfet. Jedoch steht es jedem Mitglied des Sanitätsamts frey, auch seine Fragen an die Hebamme zu thun. Findent das Sanitätsamt

die Hebamme für tüchtig und geschickt, so wird ihr das Patent einer approbirten Hebamme zugestellt, für welches sie 4 Livres in die Medicinalcaße bezahlt.

§. 234.

Sollte eine Hebamme sich so viel Fertigkeit und Geschicklichkeit erworben haben, daß der Hebammenlehrer fände, daß ihr auch die Hülfe bey schweren und wiedernatürlichen Geburten, in Fällen wo kein approbirter Geburtshelfer in der Nähe, oder zeitlich genug gegenwärtig wäre, anvertraut werden dürfte, so wird ihr, wenn sie in der Prüfung ihre Fertigkeit sattsam erwiesen hat, hierüber ein Patent zugestellt, in welchem aber die Schranken deutlich bemerkt seyn sollen, innert welchen sie verpflichtet ist gewissenhaft zuverbleiben.

§. 235.

Bey Empfang des Patents werden der Hebamme nebst dem Lehrbuch, die ihr zur Ausübung ihres Berufs nothwendigen Geräthschaften nemlich a. eine stumpfspizige Nabelschnurscheere ; b. zwey Clystierröhre[n], eine für erwachsene und eine zärtere für Kinder, nebst Blasen daran und 3.) zwey Blasen besonders, eine für jede Röhre 4.) ein Badeschwam, zugestellt, welche sie in einem billigen Preise bezahlen soll⁸⁶.

§. 236.

Sollten Hebammen aus ihrem eignen Vermögen, die mit ihrem Unterricht verbundenen Unkosten gar nicht oder nur zum Theil bezahlen

⁸⁶ Le texte publié dans le *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey* mélange, pour subdiviser ce paragraphe, des lettres et des chiffres. La version manuscrite du projet (cf. *supra* note 23) n'emploie que des lettres.

können, so sollen die Municipalitäten jedes Orts gehalten seyn, entweder aus einer eigens dazu errichteten Geburts-Caße (in welche alle verheuratete Frauen des Orts, die unter 48 Jahren sind, einen mit ihrem Vermögen in Verhältniß stehenden Beytrag, jährlich von einem bis zehen Bazen, einlegen) diese Unkosten für Unterricht, Prüfung, Patent, Verpflegung während der Zeit des Unterrichts, und für die ihr notwendigen Geräthschaften zubestreiten, oder aber solche in jedem Fall auf die Gemeind-Bürger gehörig zuvertheilen.

§. 237.

Aus eben diesen Quellen sollen die Hebammen und Geburtshelfer, für die natürlichen oder wiedernatürlichen Entbindungen armer Weibspersonen, so wie solches in der Medicinaltaxe festgesetzt ist, entschädiget werden.

§. 238.

2. Verpflichtungen der Hebammen⁸⁷

Keine Frau soll sich unterfangen, das Amt einer Hebamme auf irgend eine Art auszuüben, die nicht den obenbestimmten Unterricht empfangen, vor dem Sanitätsamt geprüft, und zur Ausübung ihrer Kunst ein Patent erhalten hat.

⁸⁷ Le texte publié dans le *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey* place le titre de la section après la numérotation du paragraphe. Cette erreur ne se retrouve pas dans la version manuscrite du projet (cf. *supra* note 23).

§. 239.

Die Hebammen sollen den approbirten Aerzten und Wundaerzten mit gebührender Achtung begegnen, sich aller Beurtheilung und Tadels ihrer Verfügungen enthalten, ihre Verordnungen und Rathschläge getreu und vollständig befolgen, alle Kranken an sie verweisen, hingegen von Quacksalbern oder andern zur Ausübung der Kunst nicht approbirten Personen, für die ihnen anvertrauten Kinder und Weiber, Arzneyen weder annehmen noch verordnen lassen, und wenn solches ihres Abmahmens unerachtet von den Anverwandten geschehen sollte, dem Physikus davon unverweilt Anzeige thun. Noch weniger sollen sie selbs, ohne Vorwissen eines approbirten Arztes, irgend jemandem unter keinerley Vorwande innerliche Arzneymittel geben, oder ausserliche Curen unternehmen, sondern sie sollen, wenn bedenkliche Umstände vorhanden sind, einen approbirten Arzt zu Rathe ziehen. Nur in denjenigen Fällen, wo schleunige Hilfe vonnöthen, oder ein ordentlicher Arzt sogleich nicht zuerlangen ist, dürfen und sollen sie diejenigen sichern und gelinden Mittel, die ihnen bey ihrem empfangenen ordentlichen Unterrichte zebrauchen erlaubt worden[,] anwenden ; sie sollen aber in dergleichen Fällen gehalten seyn, dem Arzt von den angewandten Mitteln und dem Erfolge umständliche Rechenschaft z[u]geben, und dessen ferneren Anordnungen getreulich nachkommen.

§. 240.

Unter sich selbst sollen die Hebammen ein Einigkeit und Freundschaft leben, einander weder verunglimpfen, noch unhöflich begegnen ; und da es in der Willkühr einer jeden Schwangern steht, diejenige Hebamme zu wählen, zu welcher sie das meiste Zutrauen hat, so sollen sie sich durch keine Schmeicheleyen, Versprechungen, oder Drohungen, aufdringen, noch eine andere zu verdrängen suchen ; wenn auch mehrere zu einer Frau gerufen würden, sollen sie sich nicht neidisch, zänkisch

und unfreundlich betragen, sondern einander, und vorzüglich den jüngeren Hebammen, nach ihrem besten Wissen und Vermögen, mit Rath und That beystehen, und Ihnen jederzeit zu Erlangung mehrerer Erfahrung in ihrer Kunst behülflich seyn.

§. 241.

Heine Hebamme soll bey Tag und bey Nacht allen, die ihre Hülfe begehren, Reichen und Armen, Verehlichten und Unverehlichten ohne Unterschied beystehen, sich gegen dieselben dienstfertig und sanftmüthig bezeigen, ihnen Muth und Trost zusprechen, Furcht und Kleinmüthigkeit aber aus dem Sinn zu reden suchen, und daher keine traurige Fälle von schweren Geburten und dergleichen aus Ruhmsucht und Schwazhaftigkeit erzählen. Hingegen sollen sie den Schwangern, besonders unerfahrenen, sorgfältig und in Zeiten alle Fehler, wodurch ihrer und des Kindes Gesundheit Nachtheil zugezogen werden könnte, abrathen Z. B. alle starken Leibes- und Gemüths-Bewegungen, starkes Schüren, Tragen, Bücken, Springen und dergleichen. Auch soll die Hebamme alle von dergleichen Personen ihr anvertrauten Heimlichkeiten, oder ihr bekant gewordenen geheimen Umstände, sorgfältig gegen jedermann verschweigen ; hingegen ist sie verbunden, wenn ihr wichtige Vergehungen oder Verbrechen z. E. Fruchtabtreibung bekannt wurden, solches der gerichtlichen Behörde mit Verschwiegenheit gegen jeden andern ungesäumt anzuzeigen.

§. 242.

Jede Hebamme soll sich befeissen, in ihrem Anzug sauber und reinlich zu seyn, durch Vermeidung harter Arbeiten ihre Hände rein, weich und biegsam zu erhalten, immer und jederzeit nüchtern zu seyn, ihre nöthigen Geräthschaften stets parat und in Ordnung zu haben, und im Fall,

daß ihnen an leztern etwas abgegangen, schadhaft und unbrauchbar geworden wäre, solches dem Physikus zu ungesäumter Verbesserung oder Wiederersetzung anzeigen.

§. 243.

Keine Hebamme soll sich von dem Ort ihres Aufenthalts ohne dringende Noth entfernen, noch weniger über Nacht abwesend bleiben, sie hätte es denn dem Präsidenten der Municipalität angezeigt und Erlaubnis erhalte. Auch muß in ihrer Abwesenheit beständig jemand in ihrer Wohnung anzutreffen seyn, der sie sogleich herbeyholen, oder doch wenigstens sichere Nachricht von ihrem Aufenthalt geben kann.

§. 244.

Bey der Geburt selbst soll die Hebamme die nöthige Hilfe, vorsichtig, herzlich, aber nie verwegen leisten, sie soll alle überflüssige, theils unanständige theils durch Erkältung der Theile nachtheilige Entblößung vermeiden ; sie soll keine Gebährende auf irgend eine Art zur Geburtsarbeit zu früh und gewaltsam anstrengen, oder darinnen überreiben, auch weder Wein, Brandtwein, Saffran noch andere Gewürze, viel weniger abergläubische und eckelhafte Mittel, zur vermeintlichen Beförderung der Geburt anwenden, auch darf sie keine Arzney, oder sogenannte Hausmittel, um die Wehen zu befördern, ohne Vorwissen eines ordentlichen Arztes der Kreisenden eingeben. Sie soll auch keine Gebährende eher, als bis der Muttermund zum Durchgang des Kinds eröffnet ist, auf das Geburtslager oder den Kreisstuhl nöthigen, u[n]d zur Bearbeitung der Wehen anhalten, auch niemals durch Drucken auf den Leib, durch reizende Dämpfe und Bähungen, durch Ausdehnen oder unnöthiges Wühlen in den Geburtstheilen, durch öfteres Greifen und Drucken in den Mastdarm, oder in dem Muttermund, um

Wehen zu erregen, so wie auch nicht durch das ohne dringende Noth unternommene Sprengen des Wassers der Natur zu Hülfe zu kommen, und die Geburt zu beschleunigen trachten, indem sie unvermeidlich von den hieraus leicht entstehenden schweren Geburten, Zerreibungen des Mutterfleisches, Muttervorfällen, Entzündungen und andern Folgen die ernstlichste Ahndung und Strafe zu gewarten hat.

§. 245.

Keine Hebamme soll bey nachdrücklichster Strafe, unter welchem Vorwand es auch immer sey, eine in wirklichen Wehen begriffene Kreisende verlassen, sondern bey der, zu welcher sie zuerst berufen worden, und welche in der Geburt begriffen ist, so lange bleiben, bis selbige wirklich entbunden, und das Kind so wohl als die Mutter besorgt ist; wäre aber bey derjenigen Schwangern, zu welcher sie gerufen worden, der Muttermund noch nicht gehörig geöffnet, und sonst kein gefährlicher Zustand vorhanden, so soll sie, wann sie zu einer andern Kreisenden gerufen wird, die erste zur Ruh und geduldigem Abwarten vermahnen, und eine erfahrene Person bey ihr zurücklassen, selbige alsdann so lange verlassen, bis sie die Umstände der andern untersucht hat, und alsdann derjenigen beystehen, welche der Entbindung am nächsten ist.

§. 246.

Bey schweren harten und wiedernatürlichen Geburten, ist jeder Hebamme auf das ernstlichste und bey Vermeidung nachdrücklicher Strafe verboten, sich auf ihre eigne Geschicklichkeit zu verlassen, oder wohl gar die Herbeyrufung des Geburtshelfers abzulehnen, sondern sie soll, wenn auch bey übrigens gutscheinenden Umständen, Wehen und Oeffnung der Gebärmutter acht Stunden nach dem Wassersprung bey einer Person, die schon einmal geboren, bey Erstgebährenden aber zwölf

Stunden darnach, die Geburt nicht erfolgt, und absonderlich, bey bedenklichen Vorfällen, als bey üblen Lagen der Gebärmutter und des Kindes, bey ungesunden verwachsenen Personen, bey vorgefallner Nabelschnur, vorliegender Nachgeburt, Blutstürzen, Gichtern und andern dergleichen Zufällen, wo ein geringer Verzug der Mutter und dem Kind gefährlich werden kann, unverzüglich einen approbirten Geburtshelfer zu Hülfe rufen lassen, in der Zwischenzeit aber die Gebährende zur Ruhe und Geduld ermahnen, und sich selbs ausser der Zubereitung des nöthigen Geburtstagers, alles Arbeitens bey der Kreisenden gänzlich enthalten. Die Hebammen sollen sich auch nicht unterfangen, die vollkommene Wendung des Kindes zu unternehmen, oder sich eines Instruments zu bedienen, wenn sie nicht von dem Geburtshelfer den erforderlichen Unterricht erhalten, und von dem Sanit[ä]tsamt bey ihrer Prüfung ausdrücklich Erlaubniß hiezu in ihrem Patent erhalten haben.

§. 247.

Jede Hebamme ist verpflichtet, von jedem schweren, merkwürdigen und nicht gewöhnlichen Vorfall, der sich vor, bey und nach der Geburt ereignet, wie auch von jeder Geburt, und dem Ableben jeder Wöchnerinn, dem Physikus bald, in eigener Person oder schriftlich, wenn derselbe entfernt wäre, Nachricht zu geben. Insonderheit hat sie von wiedernatürlich gebildeten Kindern und Mißgeburten, dem Physikus sogleich Anzeige zu thun, oder wenn besondere Umstände es nicht hindern, die Frucht selbs zu überbringen, damit der dießfallige Bericht an die Behörde gemacht werden könne. Uebrigens aber soll sie sich nicht unterstehen, an der Frucht selbst, wenn sie auch noch so wiedernatürlich gestaltet wäre, einige Gewaltthätigkeit zu begehen, oder etwas, was zu ihrer Erhaltung dienen könnte, zu unterlassen, vielmehr selbige wie ein gesundes Kind behandeln.

§. 248.

Wenn eine Hebamme in Erfahrung bringen sollte, daß in ihrem Orte eine Person in und nach dem 6ten Monate ihrer Schwangerschaft unentbunden gestorben wäre, oder gar in der Geburt selbst unter ihren Händen plötzlich sterben sollte, so soll sie dieses ohne den geringsten Zeitverlust dem nächst wohnenden approbirten Geburtshelfer, insofern der Physikus entfernt wäre, melden lassen, damit wenigstens, zu möglicher Rettung des Kindes sogleich Hülfe geleistet werden könne ; indessen aber dergleichen Personen nicht gleich aus dem Bette in die Kälte oder gar in den Sarg bringen lassen, sondern sich genau nach der ihnen zugestellten Ordnung, die Behandlung der Leichen betreffend, richten.

§. 249.

Nach vollbrachter Geburt des Kindes soll die Hebamme die Nachgeburt mit Geduld abwarten, und wenn sich die Person wol befindet, selbige aber durch gelindes Ziehen nicht folgen will, soll sie nicht gleich mit der ganzen Hand in die Gebärmutter langen, und sie mit Gewalt losschaben, noch weniger stükweise herausreißen, sonder wenn kein Blutsturz oder andere bedenkliche Vorfälle vorhanden sind, auf die durch das äußerliche Anfühlen zuerkennende kugelförmige Zusammenziehung der Mutter und darauf folgend Lösung der Nachgeburt, eine halbe oder ganze Stunde warten, und sodann die Herausziehung auf eine gemächliche, unschmerzhaft und vernünftige Art verrichten. Sollte nach von Zeit zu Zeit auf gleiche sorgfältige Art wiederholten Versuchen nach Verlauf von 5 oder 6 Stunden, die Nachgeburt nicht von selbst folgen, so soll sie ohne ferners zuwarten, den Geburtshelfer, oder einen andern Arzt, um Rath und Hülfe ansprechen. Sollte auch nach Herausziehung derselben ein Stük übrig geblieben seyn, so muß sie es dem Arzt der Person anzeigen. Ueberhaupt sollen sich die Hebammen bey der Ablö-

sung und Abholung der Nachgeburt aller abergläubischen Handlungen enthalten, so wie auch nachhero mit dem Wegschaffen und Verwahren derselben keinen unnöthigen albernen Aberglauben treiben, sondern sie ohne Umstände begraben oder ins Wasser tragen. Sollte nach der Geburt ein Muttervorfall vorhanden seyn, so soll sie die Zeit mit keinen unnützen oder schädlichen Handgriffen verlieren, sondern wenn sie nicht selbst hinreichende Kenntnisse zu dieser Hülfe sich erworben hat, einen approbirten Arzt oder Wundarzt, oder Geburtshelfer zu Rathe ziehen.

§. 250.

Die Hebammen sollen die entbundenen Personen nicht eher verlassen, bis sie selbige zu Bett geschafft, sie gereinigt, und keine plötzliche Gefahr von Blutstürzungen und Ohnmachten mehr vorhanden ist. Sie sollen nachher währen des Wochenbetts die Wöchnerinn täglich besuche, sie und das Kind sorgfältig warten und reinigen, auch eifrig dafür sorgen, daß die Wöchnerinn eine gehörige Diät und Verhalten beobachte; ihr in dem Selbststillen des Kindes an die Hand gehe, jede bedenkliche Umstände und Vorfällenheiten aber zeitlich dem Arzt anzeigen.

§. 251.

Bey jedem neugebornen Kinde soll die Hebamme aus der durchschnittenen Nabelschnur vor dem Verbande derselben das Blut behutsam und rein ausdrucken, in dem ersten Bade das Kind sorgfältig besichtigen, und die etwa daran wahrgenommenen Fehler, zu Vermeidung des Schreckens nicht sogleich der Mutter, sondern einem Anverwandten entdecken, damit dem wahrgenommenen Fehler durch die Hülfe eines Arzts oder Wundarzts wo möglich abgeholfen werden könne; keineswegs aber soll die Hebamme selbst den schiefen oder spizigen Kopf ei-

nes Kindes mit Gewalt gerade drucken, oder das zu kurz scheinenden Zungenband mit den Nägeln zulösen suchen.

§. 252.

Jedes todscheinende neugeborne Kind soll die Hebamme durch alle ihr in ihrem Handbuch vorgeschriebenen Mittel möglichsten Fleißes zum Leben zubringen bemühet seyn, und solche, wenn noch keine Zeichen vorhandener Fäulniß bereits vorhanden sind, unverdroßen und lange genug fortsetzen. Jede Hebamme, die ein über eine Stunde tod geschienes Kind zum Leben gebracht hat, hat nach Beschaffenheit der Umstände und ihrer dabey angewandten Mühe, außer ihren gewöhnlichen Gebühren, wenn die Thatsache hinlänglich bestätigt ist, sich einer besondern Belohnung aus der Medicinalkaße zuvertrösten. Sollte sie bey schwachen und in Lebensgefahr schwebenden Kindern, von der öffentlichen Taufe, besonders bey kalter Jahreszeit und Witterung Gefahr befürchten, so soll sie den Fall unverzüglich dem Pfarrer des Orts anzeigen, welcher hierinn nach seinen ihm vergeschriebenen Pflichten verfahren wird.

§. 253.

Wenn einer Hebamme durch ihre Obrigkeit oder ihren Physikus aufgetragen wird, eine Besichtigung, oder eine ihrem Amt gemäßige Verrihtung vorzunehmen, so soll sie sich nicht allein willig und bereit dazu finden laßen, sondern auch alle Umstände genau untersuchen, ihre darüber zuerstattende Aussage der Wahrheit gemäß, und wie sie es mit ihrem Gewißen bey Gott zuverantworten sich getrauet, verrichten, und weder aus Liebe, Freund- oder Feindschaft oder aus andern Ursachen, wahre Umstände verheimlichen, oder falsche hinzusetzen.

§. 254.

Wenn eine Hebamme zu Unverheuratheten oder unbekannten Weibspersonen, vor oder nach der Geburt zeitiger oder unzeitiger, auch todter Kinder gerufen wird, so soll sie der Gebährenden die nöthige Hilfe liebreich, und ohne auf eine grausame Art durch Vermehrung der Angst und Schmerzen ein Geständniß des Vaters herausbringen zu wollen, leisten ; nach vollendeter Geburt aber ohne Ansehn der Person den Fall dem Physikus anzeigen. Ebenso soll sie, wenn sie von ledigen bekannten oder unbekannten Personen, deren Umstände eine Schwangerschaft vermuthen ließen um Rath und Hilfe angesprochen wird, bey strengster Strafe die Sache nicht für sich behalten, noch weniger Arzneimittel zur Beförderung der Reinigung geben, sondern den Fall unverzüglich dem Physikus anzeigen.

§. 255.

Jede bereits angestellte Hebamme soll sich, wenn das Sanitätsamt es nöthig findet, eine neue Prüfung mit ihr vorzunehmen, auf geschehenen Ruf willig zu derselben einfinden, und im Fall des Ausbleibens ihrer Stelle entsetzt werden.

§. 256.

Was die Gebühren betrifft, welche die Hebammen für ihre treu geleistete Arbeit und beschwerlichen Dienst zu fordern haben, so sollen sie sich nach der festgesetzten Taxe genau richten, niemandem etwas mehrers, als was ihnen darinnen ausgesetzt ist, abfordern, wenn ihnen aber freywillig ein mehrers von bemittelten Personen dargebotten würden, solches mit Dank und Bescheidenheit annehmen.

§. 257.

Jede Hebamme soll endlich am Ende des Jahres bey 4 Livres Strafe eine Tabelle über die von ihr entbundenen Frauenspersonen an den Physikus einsenden, in welcher nach einem Ihr zugestellten Muster, die Namen und der Wohnort der Entbu[n]denen, ihr Alter, der Erfolg der Geburt, und ob das Kind tod oder lebendig zur Welt gekommen, und im ersten Fall, was für Wiederbelebungs-Mittel, wie lange, und mit welchem Erfolge sie angewendet worden, enthalten seyn solle.

3. Die Hebammenschule

§. 258.

In dem Hauptort jedes Cantons soll, seye es in dem Spital, oder wenn keiner vorhanden wäre, in einem andern öffentlichen oder Privatgebäude, eine Einrichtung zur Aufnahme und Verpflegung von 4 Hebammen ab der Landschaft und 4 schwangeren Personen veranstaltet werden. Die Kosten der Verpflegung werden auf die Gemeinden, welche während dem Lauf eines Jahres Hebammen zu dem Unterricht in diese Anstalt gesendet haben, vertheilet nach Inhalt des §. 236.

§. 259.

Jede Hebamme, welche ein Patent zu der freyen Ausübung ihrer Kunst erhalten will, soll in der in dieser Anstalt errichteten Hebammenschule durch de eigens (§. 232) dazu bestellten Lehrer ihren Unterricht empfangen, es seye denn, daß sie (§[.] 232) auf ihre eigne Unkosten einen Privatunterricht bey einem approbirten Geburtshelfer genossen hätte.

§. 260.

Der Präsident des Sanitätamts wird diejenigen Hebammen, welche sich um den Unterricht bey ihm anmelden, nach der Ordnung verzeichnen, und nach Verabredung mit dem Hebammenlehrer, ihnen die Zeit bestimm[e]n, wenn sie sich zu dem Unterricht einfinden sollen. Er wird die Vertheilung so einrichten, daß einerseits niemalen mehr als die bestimmte Anzahl sich in der Schule befinden ; anderseits wird er aber auch auf die Bequemlichkeit, in Rücksicht der Entfernung, Jahres-Zeit, Geschäften oder andere wichtige Gründe der verschiedenen sich anmeldenden Personen billige Rücksicht nehmen.

§. 261.

Die Zeit des Unterrichts ist auf 6 Wochen festgesetzt, und solche soll in keinem Fall abgekürzt, wohl aber, wenn eine Person in dieser Frist nicht alles gehörig gefasset hätte, bis zur Erreichung des Zwecks, verlängert werden, wovon der Hebammenlehrer in jedem Fall dem Präsidenten des Sanitätsamt Anzeige thun wird ; so w[i]e auch in dem Fall, wenn er in der ersten Woche des Unterrichts, wegen Mangel an Fleiß, oder Fähigkeiten, eine seiner Schülerinnen ganz unempfänglich und unfähig für den Unterricht finden würde. Sollte sich bey der nachherigen Prüfung finden, daß der Hebammen-Lehrer diese Anzeige versäümet hätte, so soll er seines für den Unterricht einer solchen Hebamme zufordernden Lohns verlustig seyn.

§. 262.

Der Hebammenlehrer soll bey seinem Unterricht ein von ihm ausgewähltes und von dem Sanitäts-Amt genehmigtes Lehrbuch zum Grund legen, welches jeder Hebamme bey ihrem Eintritt in die Schule zuge-

stellt, und ihr bey ihrer nachherigen Prüfung als eigen überlassen wird. Der Inhalt desselben soll er seinen Schülern auf das zweckmäßigste erklären, so daß mehr der Verstand derselben belehret, als ihr Gedächtnis überflüssig mit Theorien angefüllt werden. Sie sollen deßnahen ihren Unterricht auf eine anschauende und in die Sinnen fallende Art den Hebammen geben, und wo ein Zergliederungssaal an dem Ort befindlich wäre, keinen Anlaas zu Vorweisung eines eröffneten weiblichen Leichnams versäumen, oder wo kein solcher Anlaas sich vorfände, ihnen theils in guten Kupferstichen, theils in den ihnen zugestellten anatomischen Praeparaten eine genaue Kenntniß der innerlichen und ausserlichen Geburtstheilen ihnen beyzubringen trachten. Ebenso werden sie bey den bey der Anstalt verpflegten Schwangern, Gebährenden, und Kindbetterinnen ihnen eine practische Anleitung in der richtigen Erkenntniß der Zeichen der Schwangerschaft, und des Zeitpunkts derselben, der verschiedenen Stadien der Geburt, der natürlichen und wiedernatürlichen Geburten, der dabey zubeobachtenden Handgriffen u. s. f. mit ausserster und sorgfältigster Schonung der Schwangern und Gebährenden, und allemal unter ihrer oder einer eigens dazu bestellten aprobirten Hebammen Gegenwart und Leitung ertheilen.

§. 263.

Zur Versinnlichung des Unterrichts werden der Anstalt folgende Hilfsmittel bewilliget. Eine Geburts-Maschine, deren Grundlage fast ein ganzer Skelet ist.

2.⁸⁸ Eine Puppe, die ein neugebornes Kind vorstellt, und von dessen Grösse ist, an welcher aber alle Theile des Körpers und insonderheit das Gesicht möglichst genau nach der Natur geformt, und die Unterkinn-

88 Il n'existe pas de chiffre 1 dans le texte publié dans le *Magazin für gemeinnützige Arzneykunde und medizinische Polizey*.

backen beweglich, die Grundlage von Holz seyn und die Gelenke durch eiserne Charniers beweglich seyn sollen.

3. Ein knöchernes Beken.
4. Natürliche weibliche Geburtstheile.
5. Ein neugebornes Kind.
6. Eine eingesprizte Nachgeburt.

Diese Hülfsmittel soll der Hebammenlehrer in einem besondern Schrank aufbewahren, und über die zur Conservation derselben aufgegangnen Kösten an rectificirtem Weingeist und dergleichen, am Ende des Jahrs die Rechnung dem Sanitätsamt übergeben.

§. 264.

Da von den Hebammen insgemein die kleinen chirurgischen Geschäfte bey Weibspersonen und Kindern verlangt werden, so soll der Hebammenlehrer den Schülerinnen auch dießfals, und insbesondere in Absicht des Clistiergebens, der Zurückbringung einfacher Scheiden- und Muttervorfälle, Application der Mutterkränze, und Einsprizungen in die Scheide [und] in die Gebärmutter, insoweit zureichende Anleitung geben, daß sie diese Hülfsmittel auf Verordnung eines Arzts oder Wundarzts oder Geburtshelfers geschickt anwenden können. Vorzüglich aber wird er sie in denjenigen Hülfsmitteln und Vorsichtsregeln unterweisen, welche sie bey Scheintodten, Erwachsenen und Kindern, zubeobachten haben, und die ihnen besonders über diesen Gegenstand zuzustellende gedruckte Anleitung deutlich erklären.

§. 265.

Nach beendigtem Unterricht stellt der Hebammenlehrer jeder Schülerin einen Schein über den während demselben bescheinten Fleiß, ihre erworbene Fähigkeit und den Grad derselben zu, welchen sie nach Inhalt §. 233. und 234. nunmehr dem Präsidenten des Sanitätsamt zuzustellen hat.

§. 266.

Für jede Hebamme, welche bey der vorgenommenen Prüfung die Fähigkeit bewiesen hat, einer natürlichen Geburt vorzustehen, und dazu das Patent erhalten hat, empfängt der Geburtshelfer den Lohn von 12 Livres. Wenn sie hingegen im Examen nicht wohl bestehen sollte, so fällt der Lohn des Lehrers ganz weg. Hätte er hingegen es mit dem Unterricht einer Hebamme so weit gebracht, daß ihr auch die Hilfe bey wiedernatürlichen Geburten (§. 234) durch Manual- und Instrumentaloperationen mit Zuversicht nach hinlänglichen in der Schule oder andern Anlaasen abgelegten Proben, anvertraut werden dürfte, und sie dazu von dem Sanitätsamt patentirt würde, so wird das Sanitätsamt ihn dem Collegium medicum zu einer ausserordentlichen, seiner Bemühung angemessenen, so wie die Hebamme selbst zu einem mit ihrem angewendeten Fleiß in Verhältniß stehenden Praemium, empfehlen.

Eilfter Artikel.**Veterinar-Anstalten.****1. Von den Viehärzten.**

§. 267.

Diejenigen, welche die Vieharzneykunst in der Republick ausüben wollen, sollen in Zukonft entweder in der Veterinarschule ihren Unterricht erhalten (§. 52. bis 57[.]) oder bey einem approbirten Vieh-Arzt sich die nöthigen theoretischen und praktischen Künstkentniße sich erworben haben. In dem einen oder andern Falle sollen sie, ehe sie ihre Kunst ausüben, sich der Prüfung vor dem Collegium medicum unterwerfen.

§. 268.

Zu diesem Ende hin sollen sie einen von dem öffentlichen Lehrer der Vieharzneykunst, oder demjenigen approbirten Vieharzt, bey welchem sie ihren Unterricht genoßen habe, ausgefertigten Schein dem Praesidenten des Collegium medicum vorlegen, in welchem ihre Fähigkeiten, Fleiß und Kenntniße attestirt sind. Findet der Praesident diese Zeugniße befriedigend, so ertheilt er dem Candidaten einen Schein an den öffentlichen Lehrer der Vieharzneykunst, in welchem derselbe aufgefordert wird, mit dem Candidaten eine Prüfung in der Anatomie des Viehes bey einem eröffneten Cadover vorzunehmen, und zugleich ihm ein in dem Krankenstall befindliches Stück kranken Viehes zubehandeln zu übergeben, dessen vollständige Krankeheitsgeschichte er nachher dem

Praesident überbringt, der solche unter den sämtlichen Mitgliedern des Collegium medicum circulieren läßt.

§. 269.

An einem von dem Praesidenten bestimmten Tage wird die Prüfung vor dem Collegium medicum vorgenommen. Das Examen über die verschiedenen theoretischen und praktischen Theile der Vieharzneykunst wird von dem Lehrer derselben geführt, doch soll es jedem der übrigen Mitglieder des Collegiums freystehen, besondere Fragen an den Candidaten zuthun. Der Erfolg von dieser Prüfung und des von dem Lehrer der Vieharzneykunst abgelegten Zeugnisses über den Erfolg der anatomischen Prüfung, nebst der eingelegten Krankengeschichte, werden entscheiden, ob dem Candidaten das Examen abgenommen, und die Erlaubnis, seine Kunst auszuüben, ertheilt werden dürfe. In diesem Falle wird ihm ein Cessionsschein ertheilt, für welchen er 8 Livres in die Medicinalcasse bezahlt.

§. 270.

Jeder approbirte Vieharzt verpflichtet sich, daß er getreu, gewissenhaft, unverdroßen, mit Ueberlegung und Bedachtsamkeit, seine Geschäfte verrichten, uneigennützig und mit gleichem Eifer Reichen und Armen, in Besorgung der Krankheiten ihres Viehes beystehen, keine Krankheit des Gewinns wegen in die Länge zuziehn suchen, Gift und heftige wirkende Arzneyen zu bösen Absichten nie mißbrauchen, sich mit Anwendung abergläubischer Mittel und Charlatanereyen nicht befaßen, mit seinen Viehärzten in guter Harmonie leben, sie in bedenklichen Fällen zu Rathe ziehen, den Verordnungen des Collegium medicum, des Sanitätsamt seines Cantons, und des Districtsphysikers genau nachleben, alles was auf die Gesundheit des Viehes Einfluß haben kann,

genau beobachten, diese Beobachtungen dem Distriktsphysikus zeitig genug mittheilen, über rechtliche Fälle, die Vieharzneykunst betreffend, ohne alle Rückhalt und nach bestem Wissen und Gewißen die ihme abgeforderten Zeugniße, Befunde und Gutachten ausstellen wolle.

§. 271.

In Rücksicht auf die Verschreibung der Arzneyen, auf die Haltung der Hausapothecken, sind sie den gleichen Gesezen, wie die Aerzte und Wundaerzte, unterworfen, so wie auch ihre Hausapothecken den gleichen Visitationen unterworfen seyn sollen.

§. 272.

Jeder Vieharzt soll über die ihm vorkommenden wichtigern Viehkrankheiten ein ordentliches Tagebuch führen, um in jedem Fall auf Erfordern vor Verantwortung sich sicher stellen, auch bey Berathungen und Anfragen einen vollständigen und zuverlässigen Bericht abstatten zu können.

§. 273.

Mit Heilung innerer und äußerer Krankheiten bey Menschen sollen sie sich bey schwerer Ahndung und Strafe nicht abgeben dürfen, es seye dann, daß sie ihre Prüfung hierüber besonders ausgestanden, und als innerliche Aerzte oder Wundaerzte approbirt worden seyn.

§. 274.

Wenn ein Vieharzt beobachtete, daß sich an dem Ort seiner Praxis Anfänge irgend einer aufsteckenden Seuche zeigen würden, so soll er ver-

bunden seyn, dem Distriktsphysikus sogleich davon Anzeige zu thun, die Polizeyordnungen, welche von demselben ihm bey jeder solchen ausbrechenden Seuche zugestellt werden, genau handhaben, die gefis-sentliche Führung der zu bestimmten Zeiten einzusendenden Tabellen sich bestens angelegen seyn lassen.

§. 275.

Jeder Vieharzt ist gehalten, jederzeit nach dem Verrecken eines sei-ner Besorgung anvertrauten Stük Viehes, den Besitzern desselben einen Schein, worinn die Thiergattung, sein Alter, seine Krankheit benannt ist, zuzustellen, welche gehalten sind, solchen dem Präsidenten der Mu-nicipalität zu übergeben, welcher solche nebst dem tabellarischen Ver-zeichnis des Viehstandes jeder Municipalität alljährlich dem Distrikt-sphysikus einzusenden hat.

§. 276.

Wenn ein Vieharzt wegen einer mißlungenen Cur verunglimpft wur-de, so kann er deßhalben bey dem Collegium medicum Schuz suchen. Er muß aber zu dem Ende eine vollständige Krankheitsgeschichte des Stüks Vieh, welches ihm zur Besorgung übergeben worden, nebst ge-treuer Erzählung seiner Behandlung desselben, so viel als möglich mit Zeugnissen belegt dem Collegium einsenden, welches alsdann das Ver-fahren des Arzts untersuchen wird. Findet das Collegium, daß der Vieh-arzt seine Pflicht geleistet, so soll desselben Unschuld gegen das Gerücht durch eine Bekanntmachung in öffentlichen Blättern gesichert, und die Bestrafung des Urhebers oder Verbreiters desselben gehörigen Orts be-fördert werden.

§. 277.

Hinwiederum soll er jeden ihm bekannt gewordenen von einem andern Vieharzt begangenen Fehler gegen diese Medicinalordnung, frühzeitig samt den nöthigen Beweisthümern und mit gehöriger Verschwiegenheit gegen alle andern dem Sanitätsamt anzeigen, welches die angezeigten Fehler untersuchen, und nach Vorschrift des §. 82. Weiters verfahren wird.

2. Pflichten des Lehrers der Veterinarschule als Oberaufsehers über die Viehgesundheits-Polizey.

§. 278.

Der bey der Veterinarschule angestellte Lehrer soll nebst dem öffentlichen Unterricht, welchen er den Schülern zu ertheilen gehalten ist, den Seßionen des Collegium medicum fleißig beywohnen, und mit den übrigen Mitgliedern desselben, alles was die medicinische Viehpolizey betrifft, gewissenhaft berathen helfen.

§. 279.

Der Präsident des Obercollegium medicum soll ihm alle die medicinische Viehpolizey betreffenden Verordnungen und Gesetze der Regierung übergeben, auch alle aus den verschiedenen Cantonen der Republik engelaufenen Schreiben, Nachrichten, Anfragen, ihm vor der Berathung zuerst einsenden, damit er solche durchgehen und prüfen, und ein Excerpt derselben nebst seinem Gutachten bey der nächsten ordentlichen oder ausserordentlichen Zusammenkunft des Collegium vorlegen könne, das Resultat der Berathschlagung und der Schluß des Collegium,

wird von dem Secretarius in ein eignes für die Viehgesundheitpolizey bestimmtes Protocoll eingetragen.

§. 280.

Er ist verpflichtet, alle von dem Präsidenten unterschriebene und besiegelte Verordnungen und Verfügungen des Collegium medicum medicinische Viehpolizey betreffend, zur Execution durch die unter ihm stehenden Behörden einzuleiten.

§. 281.

Die vierteljährigen von jedem Sanitätsamt einzugebenden Nachrichten und tabellarischen Uebersichten über die herrschenden Krankheiten des Viehs wird er pünktlich einziehen, seine Bemerkungen über dieselben, so wie auch über die von den Sanitätstämtern jährlich einzugebenden Listen und tabellarischen Verzeichnissen des Viehstands jedes Cantons, dem Collegium medicum vorlegen.

§. 282.

Diese vierteljährigen und jährlichen Relationen der verschiedenen Sanitätsämtern wird er in einen zweckmäßigen Auszug bringen, und demselben das Resultat der hierüber gepflogenen Berathschlagungen des Collegium beyfügen, damit solche von dem Collegium dem Minister des Innern zu Handen der Regierung mitgetheilt werden können.

§. 283.

Alle zu den Schlüssen des Obercollegium gehörigen Schriften und Belege wird er dem Sekretarius zur genauen Aufbewahrung in einem eignen Archiv einhändigen.

3. Besondere Pflichten der Sanitätsämter der Cantone in Rücksicht auf medicinische Viehpolizey.

§. 284.

In jedem Sanitätsamt der Cantonen soll ein von den übrigen Mitgliedern aus ihrem Mittel erwähltes Mitglied die Oberaufsicht und Leitung der medicinischen Viehpolizey über sich nehmen.

§. 285.

Diesem Mitglied communicirt der Präsident alle von dem Collegium medicum erhaltene Verordnungen und Anfragen zur vorläufigen Einsicht, über welche er sein schriftliches Befinden entwirft, und solches bey der nächsten ordentlichen oder ausserordentlichen Sitzung dem Sanitätsamt zur Prüfung und Berathschlagung vorlegt, den darauf ergangenen Beschluß aber durch die ihm untergeordneten Behörden zur Execution einleitet.

§. 286.

Dieses Mitglied steht mit den Physikern in beständiger Correspondenz, und so wie diese durch ihn alle von dem Sanitätsamt ergehende Anfragen und Verordnungen erhalten, so erhält dieser von jenen alle zu bestimmten und unbestimmten Zeiten von ihnen abzufordernde Nachrichten den gesunden oder kranken Viehstand ihrer Distrikte betreffend, die jährlichen Tabellen über die in ihren Distrikten angestellten Viehärzte und übrige zu dieser Polizey verordnete Personalien, die jährlichen Tabellen über den Viehstand des Distrikts u. s. f.

§. 287.

Alle Nachrichten und schriftlichen Anfragen, welche an das Sanitätsamt von Seiten der Distriktsphysikern gelangen, werden vorläufig von diesem Mitglied durchgesehen, und mit einem Gutachten begleitet bey der nächsten Seßion demselben vorgelegt.

§. 288.

Bey jeder Sitzung des Sanitätsamts werden die von diesem Mitglied vorgelegten Gegenstände den sämtlichen Mitgliedern zur gemeinschaftlichen Berathschlagung und Prüfung vorgelegt, und ist dieses Mitglied niemalsen berechtigt, aus sich selbst ohne Genehmigung und einen ergangenen Schluß des Sanitätsamts irgend eine Verordnung und Veranstaltung in diesem Fache der Polizey zu treffen.

§. 289.

In dringenden Fällen ist der Präsident verbunden auf Aufforderung dieses Mitglieds auss[er]ordentliche Versammlungen des Sanitätsamts anzustellen.

§. 290.

Alle Schlüsse des Sanitätsamts sollen von dem Präsidenten unterzeichnet und besiegelt, ihr Inhalt in ein eignes Protokoll eingetragen, alle hiezu gehörige Belege aber in ein besonders Archiv sorgfältig verwahret werden.

§. 291.

Die von der Regierung oder von dem Collegium medicum zur öffentlichen Bekanntmachung an die Sanitätsämter eingesendeten Befehle und Verordnungen, solle durch dasselbe zum Druck und Publikation befördert werden. Hingegen ist kein Sanitätsamt befugt eigene Verordnungen zu publicieren, es habe denn zuerst solche dem Collegium medicum zur Genehmigung mitgetheilt. Indessen soll den Sanitätsämtern nicht benommen seyn, in dringenden Fällen einbrechender Epidemien schleunige Vorkehrungsanstalten zum Einhalt der Seuche zu treffen. Sie sollen aber, so wohl von der Beschaffenheit der Epidemie als von diesen getroffenen Vorkehrungsanstalten, schleunige Nachricht an das Collegium einsenden.

4. Pflichten der Distrikts-Physiker und der ihnen zugeordneten Personalien in Rücksicht auf medicinische Viehpölyzey.

§. 292.

Die Distriktsphysiker sollen bey eintretenden Viehseuchen die in den §. 96. 97. 98. 99. gegebenen Vorschriften genau beobachten.

§. 293.

Da aber der Physikus allein niemals im Stande [seyn] wird, wenn sich eine Seuche über einen größern Distrikt erstreckt, alles zu übersehen, alle Vorkehrungen allein zu bewürken, und überall selbst gegenwärtig erscheinen zu können, so werden ihm verständige Mitbürger an die Hand gegeben, welche unter seiner Anordnung stehen, und in mehrern Orten der angestekten Distrikte vertheilt sind, wo sie theils die von dem Physikus ihnen ertheilten Vorschriften erfüllen und in Wirklichkeit bringen,

theils die tägliche Zunahme oder Abnahme der Krankheit beobachten, und dem Physikus vollständige Berichte einsenden können, aus denen er schliessen kann, ob die bisherigen Vorkehrungen hinlänglich seyen oder nicht, ob sie verbessert, vermehrt oder vermindert werden müssen, und ob alles, was er befohlen hat, erfüllet werde oder nocht.

§. 294.

Diese dem Physikus untergeordneten Personen sind :

1. Die in jedem Distrikte sich aufhaltenden und patentisirten Viehärzte.
2. In Ermanglung derselben verständige Landärzte, welche für diese besondere Bemühung besoldet werden sollen.
3. Oder im Fall, daß an einem angestekten Orte oder in der Nähe desselben, weder ein Vieharzt noch ein Wundarzt befindlich, oder auch diese durch die allgemein herrschende Seuch zu sehr beschäftigt wären, verständige Landbürger, welche eine superficielle Kenntniß des thierischen Körpers besitzen, mit den Thiere umzugehen wissen, und die Handgriffe verstehen, die Medicamente und andere Verordnungen bey dem Vieh anzuwenden.

§. 295.

Sollte eine gar zu große Menge mit einmal krank gewordenen Viehs noch mehrere Beyhülfe nöthig machen, so könnten dazu die Schüler der Veterinarschule gebraucht werden, die bereits in ihrem praktischen Cursus begriffen sind.

§. 296.

Dieses dem Physikus unterworfenen Personale ist verpflichtet :

1. Die Verordnung des Physikus, die Absönderung des kranken von dem gesunden Vieh betreffend, zu besorgen.
2. Da nur der wohlhabende Bauer in seiner weitschichtigeren Wohnung einen Platz hat, wohin er das kranke Vieh von dem gesunden absöndern kann, dieses hingegen bey der Mittelklasse [und] den Dürftigen nicht erwartet werden kann, und deßwegen auf Kosten der Regierung oder der Gemeinden, in jeder Gemeinde nach Befinden der Viehsmenge, weiträumige einzelne oder mehrere Noth- oder Krankenställe an sichern Orten, nach besonders hierüber zu treffenden Verordnungen angelegt seyn sollen, so sollen sie dafür sorgen, daß das abgesonderte kranke Vieh unverzüglich in diese Ställe gebracht werde.
3. Das in diesen Gemeinställen befindliche Vieh sollen sie täglich ein oder mehreremal beschauen und untersuchen, ob die verordneten Mittel richtig angewendet werden, oder aber ob es an den Mitteln oder derselben Befolgung fehle, und ob die angewendete Hülfe den Nutzen leiste, welchen man beabsichtigt hat.
4. Sie sollen in den ihnen von dem Physikus übergebenen tabellarisch eingerichteten Verzeichnissen bemerken :
 - a. Wie viel der tägliche Zuwachs oder Abnahme des kranken Viehes betrage.
 - b. Wie viel gesund werden.
 - c. Wie viel dahin gegangen sind.
5. Diese Tabellen sollen sie wochentlich, so lang als die Epidemie dauret, dem Physikus übersenden.

6. Auch ausser Epidemien sollen sie alle Vierteljahr einmal eine Visitation der Viehställe vornehmen, die Anzahl des darinn enthaltenen Viehs in besondern ihnen zugestellten Tabellen eintragen, und solche dem Physikus mit ihren allfälligen Bemerkungen zustellen.

§. 297.

Damit diesem dem Physikus untergeordneten Personale gehörige Folge geleistet werde, so sollen sie von dem Agenten des Dorfs in ihrem obliegenden Charakter vorgestellt ihre Obliegenheit allgemein bekannt gemacht, und den Landbürgern eingeschärft werden, daß man ihnen gefällige Folge leiste und auf keinerley Art bey strenger Strafe hinderlich seye.

§. 298.

Zu dem dem Physikus untergeordneten Personale gehören auch diejenigen Personen, welche in den Gemeinställen dem kranken Vieh abwarten, dessen Futter besorgen, die Ställe nach der ihnen zugestellten Vorschrift säubern und durchlüften, das Vieh reinigen und schwemmen, die Arzneyen eingeben, oder die übrigen vorgeschriebenen Mittel besorgen. Diese sollen nicht nur diese gemeldeten Pflichten genau erfüllen, sondern auch alle Veränderungen, welche sie bey dem ihrer Aufsicht und Wartung anvertrauten Vieh bemerken, bey dem täglichen Besuch des Untergeordneten genau anzeigen, und alle Verordnungen gegen eine ihrer Mühe angemessene Besoldung befolgen.

§. 299.

Endlich ist dem Physikus untergeordnet der Wasenmeister. Diese sollen zwar durchaus nichts, als das Wegraumen, Abdecken, Verscharren des

totden Viehes zu unternehmen haben, indem dem Interesse der Wasenmeister das Sterben der Thiere allezeit angemessener ist, als dessen Aufkommen, und sie nebst dem bey Viehseuchen immer mit den Aesern, deren Abdecken und Einscharren zu thun haben, und sie also, wenn sie wieder zu dem lebendigen Vieh in die Ställe zum curiren kommen sollten, die zu befürchten stehende Ansteckung ehender verbreiten als vermindern konnten. – Hingegen sollen sie

1. Die von dem Sanitätsamt oder dem Physikus auf dessen Befehl verordneten Vorsichtsanstalten in Betreff des schnellen Wegräumens der Aeser pünktlich befolgen.
2. Sobald ihnen bey einer Epidemie ein todttes Vieh angezeigt wird, und sie solches an einen angewiesenen Ort weggeräumt haben, solle sie dem Physikus davon Anzeige machen, du seine Verordnung in Absicht auf das Eröffnen desselben, das Abziehen der Haut, den Gebrauch der Haare und Wolle, gewärtigen und genau vollziehen, und bey einer allenfalls nöthige befundenen Section dem Physikus oder dessen Abgeordneten beystehen.
3. Ohne Vorwissen des Physikus oder eines seiner Untergeordneten sollen sie kein krankes Vieh abschlachten.
4. Da alles crepirte Vieh dem Wasenmeister überliefert werden soll, und ihnen ihr bestimmter Distrikt angewiesen ist, in welchem sie das todtte Vieh abzuholen haben, so sollen sie angehalten seyn, dem Physikus ordentliche Anzeige über jenes Vieh abzulegen, welches in einem bestimmten Zeitraum von ihnen abgedeckt oder vergraben worden ist. Es werden ihnen deßnachen von dem Physikus gedruckte Formulare zugestellt werden, in welchen sie das Jahr, Monat und Tag, in welchen ein todttes Vieh von ihnen weggeführt worden, die Krankheit und die angebliche Ursache derselben, und was bey der Abdeckung gefunden worden, verzeichnet, von ihnen und dem Besitzer des todtten Viehs und einem oder mehreren

Zeugen, die allemal bey dem Abdecken gegenwärtig seyn sollen, unterschrieben werden solle. Diese Anzeigen sollen sie dem untergeordneten Aufseher gefhissentlich einhändigen, welcher solche in ein eignes Protokoll eintragen, und aus diesem alle Vierteljahr einen tabellarischen Auszug dem Physikus zustellen wird.

5. Pflichten des Präsidenten des Collegium medicum in Rücksicht auf medicinische Viehpolizey.

§. 300.

Der Präsident des Collegium medicum wird bey seiner Generalvisitation des Medicinalwesens in den verschiedenen Cantonen der Republik sein besonderes Augenmerk auf diese Veterinar-Anstalten richten, und seine dabey gemachten Bemerkungen dem Collegium medicum mittheilen.

Zwölfter Artikel.

Beförderung der medicinischen Litteratur und Ausbreitung nützlicher medicinischer Kenntnisse.

§. 301.

So wie die Regierung mit Freuden ansehen hat, daß in den lezten Jahren so wohl in einzelnen Cantonen Privatgesellschaften, als auch eine durch die ganze Schweiz ausbreitete Gesellschaft correspondirender Aerzte und Wundärzte entstanden, um sich theils unter einander ihre gemachten Beobachtungen zu gegenseitiger Belehrung mitzutheilen, theils auch durch Anschaffung je der neusten in die Arzney- und

Wundarzneykunst einschlagenden Bücher ihre Mitglieder, besonders diejenigen ab der Landschaft, welche der zur Fortsetzung ihres Studiums nothwendigen Subsidiën gar zu oft beraubt sind, mit den wichtigsten Entdeckungen in der Heilkunst bekannt zu machen, so wird sie es auch sich angelegen seyn lassen, dergleichen gemeinnützige Institute bestmöglichst zu unterstützen und zu befördern. Es sollen auch diejenigen Aerzte, Wundärzte, Geburtshelfer, Apotheker, Viehärzte, welche sich durch ihre gemeinnützigen Arbeiten, und ihren thätigen Eifer, durch ihre Beobachtungen und Erfahrungen die verschiedenen Fächer der Arzneykunst zu bereichern, und die Ausübung derselben zu einem immer größern Grad der Vollkommenheit zu bringen, besonders auch eine zweckmäßige Aufklärung in Sachen, welche das öffentliche und besondere Gesundheitswohl betreffen, zu befördern und zu verbreiten, in Beförderung zu Medicinalämtern und Stellen vorzüglich begünstiget werden.

Nachtrag.

Auf ein von der Polizeycommissiön des gesetzgebenden Rathes erhaltenes Schreiben vom 20. Herbstmonat 1800 datirt, welcher eine Aufforderung an mich enthielte, derselben meine Gedanken, so wohl über die Organisation des medicinischen Polizeywesens im allgemeinen, als über die Gesezgebung diese Fachs insbesondere, mitzutheilen, habe ich den in dem ersten und diesem zweyten Heft abgedruckten Entwurf medicinischer Polizeigesetzen, unter dem 3. Wintermonat 1800 dem gesetzgebenden Rath eingesendet, welcher mir dessen Empfang in einem sehr schmeichelhaften Rescript, datirt vom 17. Wintermonat, bescheinigt, und solchen gedachter Polizeycommissiön zur Prüfung und allfälliger Benutzung übergeben hat, welche hernach den verdienstvollen Aerzten, Usteri, Weiß und Schifferli denselben zu genauerer Untersuchung und gutächtlicher Beurtheilung mitgetheilt hat – Mein Verdienst bey dieser Arbeit ist sehr gering, da solche nichts anders enthält, als ein Extract aus den besten der neuern Medicinalordnungen anderer Länder, welche ich nach einer eigenen dreißigjährigen Erfahrung den Bedürfnissen unsrer Republick bestmöglich anzupassen suchte. Sollte also je diese Arbeit zu einer Grundlage einer medicinischen Polizeygesetzgebung für Helvetien gewürdiget werden, so fällt der gröste Theil des Verdiensts, und aller Dank auf die vortrefflichen Verfaßere der Hildesheimischen- Sachsengothaischen- Baadischen- Lippedettmoldischen- Ysenburgischen- Zittaischen- Lombardischen-

Hamburgischen- Medizinalordnungen, und ganz besonders auf die um die Verbesserung des öffentlichen Medicinal-wesens so sehr verdienten Frank, Scherf, Aepli, Hußty, Hebenstreit, Niederhuber, und den würdigen Senator Günther aus Hamburg, welcher seinen vortreflichen an- noch in Manuscript verfaßten Entwurf für die Sanitäts- und Medizinal- Polizey für die Kaiserliche freye Reichsstadt Hamburg und deren Gebiet auf eine von dem Minister des Innern durch mich an Ihn geschehene Bitte, mir gütigst mitgetheilt hat, gänzlich zurück.

In der Hofnung, daß unsere Gesezgebung baldest sich mit diesem Gegenstand beschäftigen werde, behalte ich alle Belege, die zum Beweise der Dringlichkeit der Sache dienen könnten, für einmal zurück.

Johann Heinrich Rahn

Entwurf medizinischer Polizeygeseze für die Eine und untheilbare Helvetische Republik (1799)

En 1799, durant la République helvétique, Johann Heinrich Rahn (1749-1812) soumet au ministre de l'intérieur un projet de loi médicale destinée à s'appliquer à l'ensemble de la Suisse (Entwurf medizinischer Polizeygeseze für die Eine und untheilbare Helvetische Republik). Très ambitieux, ce texte recouvre divers domaines, à l'instar de la formation des médecins, des pharmaciens, des sages-femmes, ou encore les questions liées à la santé du bétail.

Bien qu'il ne soit jamais entré en vigueur, ce projet présente un intérêt certain dans l'évolution de la législation des professions médicales à l'échelon de la Suisse, dont il constitue une première étape décisive.

Nous nous proposons de présenter, dans son contexte historique, l'auteur de cette oeuvre, les étapes de son élaboration, ainsi que son contenu. Cet ouvrage offre également une retranscription intégrale du projet de J. H. Rahn, afin de faciliter la consultation et l'étude d'un document dont l'accès est encore difficile.

© 2019 E-JL-FJV. Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la maison d'édition est formellement interdite.

Toutes nos publications sont en accès libre et gratuit sur
Alle unsere Publikationen sind frei erhaltbar unter

www.ejl-fjv.ch



ISBN 978-2-88954-002-0 (édition papier)
ISBN 978-2-88954-003-7 (édition PDF)

